Feuilleton : Chez Roger

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 15106 7 F

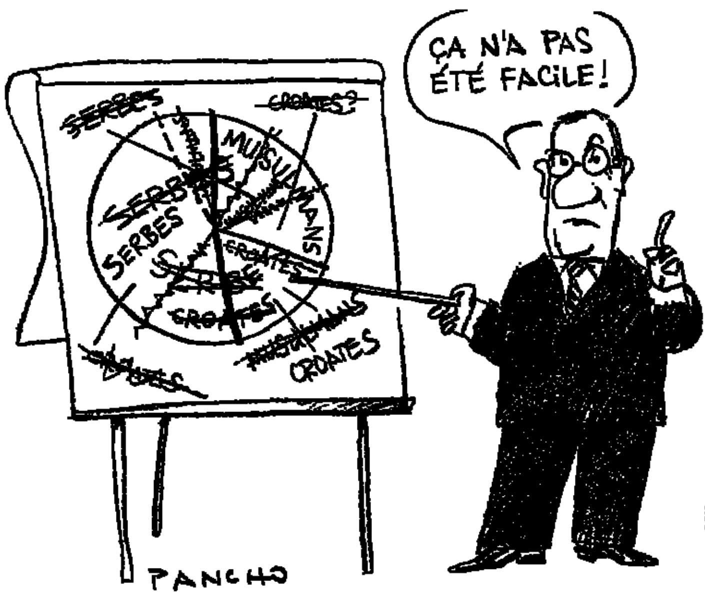
– DIMANCHE 22 – LUNDI 23 AOUT 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Alors que le projet d'accord entérine les conquêtes serbes

Les Musulmans acceptent d'examiner le nouveau découpage de la Bosnie

MM. Owen (CEE) et Stoltenberg (ONU) ont présenté, vendredi 20 août à Genève, un projet de découpage de la Bosnie-Herzégovine en trois Républiques autonomes. Les Serbes disposeraient de 53 % du territoire, les Musulmans de 30 % et les Croates de 17 %. Les dirigeants des trois communautés doivent répondre à ces propositions avant la fin du mois. Le président musulman, M. Izetbegovic, a critiqué ce projet, mais il a accepté de l'examiner.



Lire nos informations page 3

« Patchwork »

IL y aura un an, le 3 septembre, s'ouvrait à Genève la Conférence internationale sur la Yougoslavie. Coprésidée par Cyrus Vance pour les Nations unies et David Owen pour les Douze, elle devait tenter de ramener la paix dans l'ancienne fédération, suivant une méthode que Boutros Boutros-Ghali affectionne pour régler les crises : la coopération entre l'ONU et l'organisation régionale concernée, à savoir, dans ce cas, la CEE.

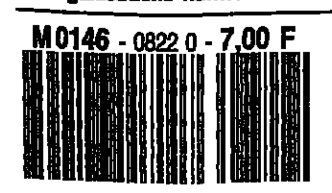
Au cours de ces douze mois de négociations, sans cesse bloquées, interrompues ou ajournées avec des dirigeants serbes, croates et musulmans – « qui mentent tous, ne l'oublions pas ! », comme dit lord Carrington, – les médiateurs internationaux n'ont pas suivi une ligne cohérente. En octobre de l'année dernière, ils présentèrent par exemple un projet de Constitution faisant de la Bosnie-Herzégovine un Etat décentralisé comportant dix régions largement autonomes. Bien que signé, avec une extrême réticence, par les chefs des trois communautés belligérantes, le plan ne fut jamais mis en œuvre.

APRÈS avoir proclamé haut et fort l'indivisibilité de la Bosnie-Herzégovine et défendu son caractère multiethnique, les négociateurs se sont donc résignés à prendre en compte les conquêtes serbes et ont finalement opté pour l'éclatement de cet Etat, et sa partition. Le projet global de règlement qui a été soumis, vendredi 20 août, aux dirigeants des trois communautés de Bosnie – lesquels ont maintenant dix jours pour l'accepter ou le rejeter – reprend, dans ses grandes lignes, celui du 30 juillet dernier : une Union de trois Républiques autonomes au sein de laquelle les Serbes se verraient reconnaître leurs conquêtes.

Alija Izetbegovic, le président bosniaque, a bien entendu raison de constater que les Musulmans sont lésés : ils réclamaient 43 % du territoire et ils représentaient, avant le début du carnage, 44 % de la population. On peut également se demander dans quelle mesure cet Etat croupion sera économiquement viable et comment les centaines de milliers de réfugiés vont pouvoir rentrer dans des foyers qui n'existent plus...

LES Croates de Mate Boban, qui ne souhaitent que quelques « retouches », devraient approuver le plan. Mais, du côté des Serbes, Radovan Karadzic aura davantage de difficultés à le faire entériner avant le 30 août par son « Parlement » autoproclamé. Il y a dans cette assemblée de furieux ultra-nationalistes qui ne sont pas prêts à rétrocéder – comme on le leur demande – un cinquième des territoires conquis durant la guerre.

Si, dans l'hypothèse la plus optimiste, la réponse à ce « patchwork » qu'est le plan Owen-Stoltenberg est « oui », la guerre ne cessera pas pour autant du jour au lendemain et son application nécessitera des moyens considérables : 40 000 « casques bleus » supplémentaires, selon l'ONU. Il faudra en tout cas, avec ce plan ou un autre (qui sait ?), éviter à la Bosnie un deuxième hiver infernal, dont parlent déjà avec angoisse les organisations humanitaires.



M 0146 - 0822 0 - 7,00 F

Produit intérieur, pouvoir d'achat et consommation en baisse

La récession est plus forte que prévu

L'INSEE a annoncé, pour le premier trimestre, une baisse de 0,6 % du pouvoir d'achat des ménages. Ce chiffre atteste que l'ampleur de la récession a été sous-estimée. Le produit intérieur brut a baissé de 0,7 % au cours des trois premiers mois de l'année après un recul de 0,3 % au quatrième trimestre 1992. La consommation comme l'emploi salarié baissent également de 0,7 %. La baisse du pouvoir d'achat est due à la pression fiscale et surtout à la modération des salaires.

Après avoir ouvert les vannes du chômage, la récession menace désormais le pouvoir d'achat des Français. Alors que l'emploi salarié et la croissance ont enregistré un nouveau recul, évalué à 0,7 %, le revenu net des ménages a baissé de 0,6 % au premier trimestre, selon les données publiées vendredi 20 août par l'INSEE.

Certes, le troisième trimestre 1991 s'était déjà soldé par un résultat identique, ce qui n'avait pas empêché l'année de s'achever avec une croissance de 2 % du revenu disponible net. Cette fois, il ne faut pas y compter : l'INSEE s'attend à une baisse de 1 % du pouvoir d'achat de janvier à décembre 1993. Une perspective qui repose non seulement sur le relèvement au second semestre de la contribution sociale généralisée (CSG), des taxes ou de la cotisation d'assurance-chômage mais aussi sur le très net ralentissement de l'évolution des salaires qui accompagne le nouveau recul de la croissance. Après des progressions soutenues en période d'expansion (3,9 % en 1989) les gains de pouvoir d'achat des ménages se sont effrités au cours des dernières années (3,2 % en 1990, 3 % en 1991 et 1,7 % en 1992). Cette année, la glissade sera encore plus accentuée. A tel point que, reposant sur des résultats moins mauvais en début d'année, les prévisions avancées le mois dernier par l'INSEE – une progression de 0,3 % en moyenne – pourraient être remises en cause. Il n'est pas exclu qu'en 1993 le pouvoir d'achat, exprimé en moyenne annuelle (paramètre permettant d'exprimer le mieux les évolutions d'une année sur l'autre), recule. Ce serait la première fois depuis 1983 et 1984.

JEAN-MICHEL NORMAND

Lire la suite page 13

Guérilla anti-IVG

Aux Etats-Unis, la lutte des opposants à l'avortement tourne au combat de rue

WASHINGTON

de notre correspondant

Pour la deuxième fois en six mois, des coups de feu ont retenti devant une clinique pratiquant l'avortement. L'incident de Wichita (Kansas), au cours duquel un médecin a été, jeudi 19 août, blessé par une manifestante anti-avortement, est un « débordement » que chacun pouvait prévoir : de plus en plus, la bataille autour de l'avortement – un conflit qui divise profondément les Etats-Unis – a des allures de combat de rue.

La raison en est simple. Le camp des opposants a été défait sur les terrains politique et judiciaire. Après douze ans de pouvoir républicain, qui virent Ronald Reagan et George Bush mettre tout leur poids dans la lutte contre l'interruption volontaire de grossesse, la Maison Blanche est occupée par un démocrate, le président Bill Clinton, qui penche – très modérément – en faveur du droit à l'avortement.

ALAIN FRACHON

Lire la suite page 4

« Dialogue officiel » entre Israël et l'OLP ?

Dans un entretien accordé à un journal israélien, Nabil Chaath, proche conseiller de Yasser Arafat, a affirmé, vendredi 20 août, qu'il existe désormais un *« dialogue officiel »* entre l'OLP et le gouvernement de Jérusalem – ce que ce dernier nie. Il a aussi déclaré que la crise au sein de l'OLP *« n'était pas sérieuse »*.

page 16

Algérie : un nouveau chef de gouvernement

Redha Malek a été nommé samedi 21 août chef du gouvernement algérien en remplacement de Bélaïd Abdesslam. M. Malek, membre du Haut comité d'État (HCE, la présidence collégiale), occupait les fonctions de ministre des affaires étrangères.

page 6

Citoyens sous haute surveillance

Appels téléphoniques, cartes bancaires, appareils vidéo, télévision payante : « Homo informaticus » est-il encore un homme libre ?

par Erich Inciyan

Big Brother aura été la vedette inattendue du feuilleton judiciaire de l'été. Les protagonistes de l'affaire OM-Valenciennes auront été trahis par des gestes devenus anodins, machinaux et quotidiens.

Un ordinateur a gardé en mémoire l'heure des appels téléphoniques passés d'une chambre d'hôtel à une autre. Une liste informatique s'est souvenue d'un plein d'essence. Une fiche de télépéage a récapitulé les passages d'une voiture sur une autoroute... Autant de petits cailloux qui, semés par inadvertance, ont permis aux enquêteurs de suivre leurs proies à la trace – à la carte, dira-t-on peut-être un jour, – de vérifier les alibis, de contrôler les déplacements, de contester les emplois du temps.

Que Big Brother ait pu jouer ce rôle d'auxiliaire de justice n'a rien de rassurant. Au-delà de l'affaire OM-Valenciennes, cette omniprésence de l'informatique en dit long, par ricochet, sur cette vérité oubliée : le citoyen se transforme, dans le confort et le progrès technique, en douceur et comme à son insu, en un *Homo informaticus* qui évolue dans une société de surveillance. Car le directeur général de l'OM, Jean-Pierre Bernès, n'est certes pas le seul client d'hôtel dont les conversations ont fait l'objet d'un suivi minutieux. Quiconque a téléphoné d'un établissement doté d'un standard à autocommutateur et à mémoire informatique – la plupart des hôtels modernes de bon niveau, mais aussi des hôpitaux, en sont désormais équipés – a eu droit au fichage des numéros appelés, assortis de l'heure du début ou de la fin des communications.

Comme souvent avec l'informatique, les autocommutateurs présentent un double visage à la Janus, côté pile pour l'innovation, côté face pour les menaces. Pile : ces standards fournissent, chambre par chambre, une facturation détaillée des appels à régler, ce qui permet d'éviter toute contestation. Face : les clients savent-ils que rien n'interdit aux hôtels de conserver dans leurs fichiers, aussi longtemps qu'il leur plaît, des données aussi peu respectueuses de leur vie privée ?

La vogue du Bi-Bop, téléphone de poche déjà acheté par quelque 17 000 Parisiens depuis son lancement printanier dans la capitale, pourrait tout autant intéresser des émules du juge Beffy.

Lire la suite page 8

POINT DE VUE

Contre l'Europe platonique

par Jean-Louis Bourlanges

Ce n'est pas vraiment un drame, mais c'est tout de même un signe : la République fédérale d'Allemagne, pilier traditionnel avec la France de la construction européenne depuis quarante ans, est à ce jour le seul des douze Etats membres de la Communauté à n'avoir pas ratifié – juridiquement – le traité de Maastricht. Il est des retards innocents mais, en ces matières, il n'en est guère de fortuits.

Celui-ci l'est d'autant moins que le déroulement de la crise monétaire jette une lumière sans équivoque sur la nouvelle hiérarchie des priorités qui paraît aujourd'hui tenter les autorités allemandes. Oui aux obligations juridiques découlant des traités. Oui encore à Maastricht considéré comme un monument à la gloire de l'union européenne. Non en revanche à des efforts politiques nouveaux destinés à donner vie à ce qui en est le noyau dur, l'union monétaire.

Vis-à-vis de l'Europe, l'Allemagne entend faire son devoir mais rien que son devoir.

Dans ce grand basculement de la construction européenne vers l'irréel, les responsabilités politiques françaises sont toutefois loin d'être négligeables dans l'apparition des malentendus actuels !

Lire la suite page 4

► Jean-Louis Bourlanges est député (PPE-UDF) au Parlement européen.

Athlétisme : le record de Colin Jackson

Deux coups d'éclat, vendredi, aux championnats du monde d'athlétisme à Stuttgart. Au 110 m haies, le Britannique Colin Jackson a amélioré de 1 centième de seconde le record du monde, tandis qu'au 200 m le Namibien Frankie Fredericks offrait à l'Afrique sa première victoire majeure en sprint, reléguant Carl Lewis à la troisième place.

page 9

CHEZ LES PEINTRES

Eric Fischl le voyeur mélancolique

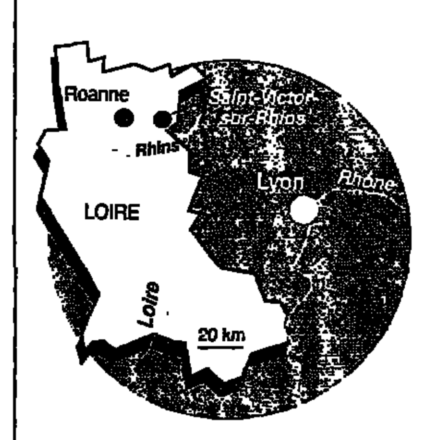
Réaliste en un temps où l'on n'en compte guère, Eric Fischl vit et travaille à Manhattan quand il ne part pas à la recherche d'images fortes du côté de Saint-Tropez.

page 11

RENCONTRES DE FRANCE

PAR DOMINIQUE LE GUILLEDOUX
PHOTO : MARIE-LAURE DE DECKER

12. – Chez Roger



« PALAPAPOUM... ». La tablée reprend : « *Palapapoum, papoum, pa-poum* ». Claudie, « *la grosse cocotte* », s'assoit sur les genoux d'un client. « *Entrez ! Entrez ! Venez voir, venez voir ! Ce que vous n'avez jamais vu, ce que vous ne verrez jamais ! Palapapoum...* ». Ginette, « *maman* », plus exactement « *m'man* », lève le coude, un petit verre de beaujolais, « *toujours un petit pendant le service* » et repart vite à la cuisine. Roger, debout, chante : « *L'animal n'est pas méchant, quand on l'attaque il se défend* ». Puis, la serviette sur la tête pour simuler une casquette, il passe à une autre chanson, roulant des yeux, menaçant : « *On a peur de lui quand on le rencontre la nuit. Le mauvais garçon...* ».

« *M'man* » revient, le plat d'andouillettes tirées à la ficelle sous le bras. « *Vous n'allez pas me le faire mourir, tout de même ! – Mais tu vois bien qu'il est train de mourir.* » Roger est là avec sa tête et ses lunettes de Raymond Devos, soixante-trois ans, cent vingt-cinq kilos, en sueur, il imagine l'accordéon, ses doigts pianotent autour de son ventre, il se penche, la tête en arrière, les yeux fermés, le sourire : « *Frou-frou, frou-frou...* ». Les bouchons de champagne pétaradent, les verres trinquent, « *santé !* ». Le maire, qui est aussi banquier, a vu les voitures garées, il est entré. Il se lève quand Roger lance à la cantonade : « *Je suis un artiste. Et je reviens de Paris !* ». Tout le monde maintenant imite le bruit de la grosse caisse, celui de la clarinette, de « *la flûte baveuse* », « *boum-boum-boum, cla-cla-cla, tchou-tchou-tchou...* ». On reprend, on adore. On rit, on applaudit. « *Quand un chanteur a bien chanté...* »

« *M'dame Bourbon, vous avez du monde à l'épicerie !* » « *M'man* » sursaute : « *Qu'est-ce que vous voulez, les gamins ?* ». Une bouteille de limonade fraîche, « *alors six francs cinquante, sans la consigne. Merci, au revoir, les p'tiots* ». « *M'man* » revient, le rôti de veau fraîchement découpé, « *celui-là, il vient du pré de Roger* ». « *Et je peux vous dire, il est pas tamponné* », dit Roger. Autrefois, Roger était boucher, mais après la guerre il n'a jamais trouvé de place. Alors, avec sa femme Ginette, « *M'man* », Roger a tenu un café, Roger et Ginette Bourbon, propriétaires du Café des Sports – mais on dit plutôt « *Chez Roger* ».

« *Le dénicheur, il vivait comme un grand seigneur, sachant faire de bonnes affaires, c'était là sa profession* ». Le téléphone sonne : « *Ah ! New-York !* ». Sonne une deuxième fois : « *Encore New-York !* ». « *M'man* » ramasse les miettes de table avec un aspirateur de voiture, prenant un air d'enfant prise en faute : « *J'sais bien que je ne fais pas comme dans les grandes maisons, mais, là, j'suis au milieu de mes gamins* ». « *On est chez le gros, pas chez les Troigros.* »

« *M'man* » est une petite femme fluette et nerveuse, soixante ans et de grands yeux qui se voudraient innocents, elle court toujours, pousse de temps en temps un cri, une gueulante, une plaisanterie, et puis se parle à elle-même en trottinant d'un pas pressé : « *Bon, alors, ma mise en place..., mes asperges, mes pots de beaujolais* », lâche une parole rapide à la « *grosse cocotte* », son aide de camp depuis quinze ans. Il faut un peu la « driver » la « *grosse cocotte* », il n'y a pas cinq minutes, alors que Roger poussait la chansonnette, elle était encore sur les genoux d'un client qui lui disait, impatient : « *Allez, fais mimi quand même, sacré nom de Dieu !* ». « *M'man* » sourit, soupire, ils ont l'air contents. Elle peut oublier les prénoms, les fonctions des uns et des autres. L'essentiel, pour elle, est de régner sur son étoile, l'étoile à trois branches que forment le café, la petite salle qui fait cantine et l'épicerie. Avec en son centre, le lieu de tous les pouvoirs, le symbole exalté d'une certaine puissance, passage obligé pour aller d'une pièce à l'autre : les fourneaux et ses plats chauds, rôtis et cuisses de grenouillés, légumes dorés et volailles grillées, hors-d'œuvre et charcuterie fine – Roger l'ancien boucher fabrique tout lui-même, fromage de tête et andouillettes, terrines de caille et de canard, de chevreuil et de sanglier. Le cœur de la comète, la cuisine. La cuisine de « *M'man* ».

Hormis l'inondation, aucun cas de force majeure ne semble impressionner Roger et Ginette Bourbon. Le café-restaurant-épicerie reste ouvert trois cent soixante-cinq jours sur trois cent soixante-cinq, « excepté, quelquefois, le 11 novembre, on ne sait pas pourquoi ».



On ne se donne pas rendez-vous « *Chez Roger* ». On passe. Si par hasard, il n'y a personne, Roger s'attable en face du solitaire et lui paie le déjeuner. « *Cela arrive une ou deux fois dans l'année* ». Le reste du temps, les tablées se forment dans le désordre des amitiés, parfois contrariées, souvent renouées, toujours échauffées « *chez Roger* ». On y prend l'apéro, puis le déjeuner. En fonction de l'humeur, du jour, des hommes qui composent l'assemblée, le café en fin de repas se prolonge, Roger pique du nez sur son assiette, se fait prier et commence à chanter. Viennent les tournées de champagne...

« *M'dame Bourbon, du monde à l'épicerie !* » Une petite vieille attend devant les boîtes de conserves, son cabas à la main, le chignon presque défait. « *Eh bien, la Marie-Louise, elle descend pas de Paris ce matin.* » Jean, agent immobilier, revient du bureau : « *J'ai mis la pancarte, absent dix minutes* ». « *Milou* », le bel Emile, avec sa casquette de base-ball, ses dents blanches et ses Ray-Ban, s'est absenté lui aussi de sa carrière pour l'après-midi, « *cinquante-trois ans, peut-être un an à tirer avant la retraite* », rigole-t-il en sachant que ce serait trop beau. « *Totor* », le croque-mort, n'a pas pu venir. Il s'est engagé à faire une quadrette sous le soleil : la boule lyonnaise, c'est du sérieux. « *Quarante-huit ans* » qu'il fait équipe « *avec des gars de la classe : on s'engueule, on se réconcilie. Si on ne se dit pas les choses, c'est qu'on se craint les uns les autres et c'est pas bien.* »

On profite de son absence pour lui faire sa fête, à Totor. « *C'est un cas, çui-là, il voudrait m'enterrer. Mais faut pas qu'il y compte ; c'est sa vie, la mort, y'a que ça qu'il aime, il aime pas voir les gens mourir, mais il aime bien les enterrer* », se moque Simon, un de ses plus vieux copains. Totor serait là, il se serait déjà levé. Pendant les repas, Totor se lève « *dix, quinze fois* », faisant mine d'être fâché, et puis il se rassoit.

Bien « chauffé », Simon, lui, traite tout le monde de « *p'tits cons* ». C'est que Simon, l'ancien fabricant de peignes à tisser, « *quatorze dents au millimètre* », est le seul socialiste, « *un rouge* », disent les autres. Simon, seul contre tous, hoche des épaules, comme par une sorte d'affection pour « *ces imbéciles qui ne changent pas d'avis* », multiplie les provocations : « *Vous, les industriels, vous prenez vingt-six semaines de vacances par an, c'est ça la vérité, y'a que la vérité vraie* », répète Simon. « *Et, les patrons, vous n'existez que pour nous emmerder.* »

LES « *industriels* » rigolent. D'ailleurs, Simon est en compagnie de son patron, Jean, l'agent immobilier, qui lui donne deux lettres à poster pour le lendemain soir : « *Ça va le boulot, ce sera pas trop dur ?* » Les autres « *industriels* » de la tablée sont artisan peintre, tailleur de pierre, retraité ; seul Max, grand ami de Simon, pourrait être le représentant du « capital », avec son usine métallurgique de soixante-dix employés. Max, qui a démarré tout seul, à fabriquer des portemanteaux et des présentoirs de cartes postales, et qui possède aujourd'hui une des plus belles affaires du canton. « *Pour l'instant...* »

Car sans doute quelque chose est-il en train de se modifier à Saint-Victor-sur-Rhins, dans cette région à la lisière du Beaujolais, entre Roanne et Lyon, une campagne de monts, de sapins et de fougères. Peut-être est-ce dans cette manière de travailler, de retrouver les copains, de manger et de se laisser aller au gré de fêtes sans cesse renouvelées, à l'image de Max avec sa place attitrée en bout de table, près de laquelle Roger a fait installer un téléphone sur une tablette afin que Max soit en contact permanent avec l'usine, prenant des notes et donnant des ordres entre fromage et dessert. « *Avec les soucis, on ne peut plus y rester aussi longtemps* », regrette Max. Roger voit bien lui aussi que « *les maquignons ne mangent plus comme avant à neuf heures du matin le fromage blanc, la tranche de jambon : aujourd'hui, c'est café et casse-croûte et ils partent courir pour se faire payer, les affaires sont moins faciles* ». Max ne sait pas « *combien de temps, elle va durer, cette chute des commandes, tout allait si bien...* ».

TOUT de même, passé l'enceinte de « *Chez Roger* », les angoisses de récession, les soucis, les mauvais chiffres d'exploitation se retrouvent enveloppées d'une singulière relativité, suspendus quelque part entre les fumets de gibiers et les rires en cascade. Et puis, chacun garde en mémoire ce jour du 17 mai 1988. Comme une allégorie pour les temps présents. Ce jour-là, les orages sont diluviens, et le Rhins, petit ruisseau qui frôle le café, est en crue. L'eau monte, « *M'man* » est affolée, évacue les clients et Roger se retrouve tout seul, debout derrière son comptoir, l'eau jusqu'aux genoux et le torrent qui s'engouffre dans le café, emportant tout. Roger ne veut pas bouger, en larmes : « *Mon café, mon café...* ». « *Cricri* », son garçon de ferme, a mis ses bottes à cuissarde, il court après les bouteilles de champagne qui flottent et tourbillonnent dans la salle. Il les pose sur le comptoir. Et quand Max arrive prendre des nouvelles il voit Roger, effondré, perdu dans les gravats. Roger et trois ou quatre bouteilles maculées de boue. « *Allons, Roger, fais pas cette tête-là, ça va s'arranger.* » Roger soupire, ne dit pas un mot, débouche une première bouteille, puis une deuxième.

« *On a fait comme si de rien n'était* », raconte Max. Pendant deux, trois heures, ce sera de nouveau la fête chez Roger, les pieds dans l'eau alors que « *Cricri* » poursuivra sa lutte au milieu des flots, seul à faire barrage à une rivière de bouteilles. Le lendemain, lorsque l'assureur est venu faire les premières constatations, Roger et ses copains étaient toujours là, éclusant le fond d'une cave miraculeusement reconstituée. L'assureur a sans doute été maladroit quand il a essayé de dire que « *le sinistre n'était pas si grave* », parce que Roger a immédiatement sorti sa carabine. Et l'assureur est parti en courant.

Depuis, les clients de Roger ont choisi la couleur de la tapisserie de « leur » salle à manger – saumon – et chacun a repris ses habitudes : Max, au bout de la table, Totor, Simon, Milou...

Un jour, parce qu'ils trouvaient que le service était trop long, ils se sont mis à soulever la table, et, puisque la fenêtre était ouverte, ils l'ont passée à travers, jetant la table, les assiettes, les couverts dans la rivière. « *Cricri* » a une nouvelle fois mis ses bottes à cuissardes récupérant les verres, les fourchettes dans les eaux plus calmes du Rhins et « *M'man* » a engueulé ses « *gamins* ».

Un autre jour, pour payer leur note de restaurant, ils ont volé le chéquier de Roger dans sa boîte en fer-blanc qui traîne à l'entrée de la salle à manger. Roger n'y avait vu que du feu, « *sacré Roger, pourtant il a l'œil dès qu'il s'agit d'argent* ».

Hormis l'inondation, aucun cas de force majeure ne semble impressionner Roger et Ginette Bourbon. Le café-restaurant-épicerie reste ouvert trois cent soixante-cinq jours sur trois cent soixante-cinq, « *excepté, quelquefois, le 11 novembre, on ne sait pas pourquoi* ». Quand « *M'man* » s'est cassé le tibia, Roger l'a remplacé aux fourneaux, « *cela allait plus lentement évidemment* », et après manger Roger dormait un peu plus longtemps sur sa chaise, à tel point qu'un après-midi son beau-frère dut patienter une demi-heure pour avoir des nouvelles de sa sœur. Interrogé, Roger n'avait de cesse de lever une paupière puis de laisser retomber sa tête en lâchant « *Oui, ça va, ça va – Mais elle va comment ? elle souffre ? – Non, non, ça va, ça va.* » Comme disent les clients de Roger, « *Barre et Roger, ce sont deux frères de sommeil* ». Michel, le maire et le banquier de Saint-Victor, avait essayé de convertir toute la bande de Max, Totor et Simon en les emmenant écouter l'ancien premier ministre à une réunion-banquet. « *Mais il n'avait pas été bon, le Barre, à la fin il s'était endormi. Autant être chez Roger, alors.* » Roger, il dort, mais il chante des chansons.

« *Quand j'ai croisé sur la route votre regard étrange, je savais bien que la femme était un curieux mélange.* » « *Cricri* » vient de s'asseoir, il explique qu'il a « *une poudre formidable pour tuer les limaces* ». Puis arrive « *Cantona* », le deuxième garçon de ferme de Roger – en plus de son café, Roger engraisse une douzaine de génisses dans ses prés, autrefois il faisait le taxi, le porte-télégrammes et vendait les cartes de pêche, aujourd'hui Roger préfère vendre des maisons, Roger, agent immobilier ! « *Allez, Cantona, viens boire un petit canon !* » Cantona sourit, ne dit rien.

Pendant les chansons, Michel le banquier a ouvert son attaché-case sur une autre table, et chacun vient faire ses transactions, remettre des chèques, signer des papiers. Jean-Eugène retrouve Jean, son ami d'école : « *Tu te souviens quand mon père nous avais acheté à tous les deux un train en chocolat pendant la guerre ? On se retrouvait le matin en se disant : « Alors, t'en es où ? Moi, j'en suis au dernier wagon.* » « *Et nous, on crevait la dalle* », poursuit Simon.

Installé côté café, derrière la cloison, le curé, « *les autres m'appellent le cardinal, l'archevêque* », s'attarde lui aussi, et s'emporte comme à l'accoutumée. « *L'amitié, c'est magnifique ! Le pinard, c'est super ! L'amour physique, quelle formidable communion ! Mais si l'esprit disparaît, si l'esprit disparaît...* »

Quand les clients du déjeuner sont encore attablés à l'heure du dîner, « *M'man* » a l'habitude de faire une soupe à l'oignon. A l'épicerie, elle leur prépare de petits sacs qu'elle remplit de fromages de chèvre et de tranches de jambon. Un billet de deux cents francs traîne sur un coin de table : « *Eh bien, M'man, c'est pas dans ses habitudes.* »

« L'amitié, c'est magnifique ! Le pinard, c'est super ! L'amour physique, quelle formidable communion ! Mais si l'esprit disparaît, si l'esprit disparaît... »

« *Joli petit brin de mimosa, mignonette, jolie brunette, pour toi mon cœur est en fête.* » Max commence à répéter plusieurs fois que dans la région « *ils font maintenant des liquidations judiciaires en huit jours. Huit jours, tu te rends compte. Et les quatre-vingt-dix gars se sont retrouvés sur le carreau alors qu'avant ça prenait des mois.* » « *Milou* », le propriétaire de la carrière qui vend des pierres bleues « *pour faire les pavés de Paris* », dit : « *Y a pas de problème, on est capable de vendre des pierres aux gars pour qu'ils se tapent sur la gueule* ». « *Milou, au service de la route ; ce soir, c'est plutôt la route qui sera à son service* », fanfaronne Simon.

JEAN et Roger se sont enfin réconciliés, « *Vingt-cinq ans qu'on était fâchés* ». Jean n'avait plus remis les pieds au café, « *T'as bien été con pendant vingt-cinq ans de manger ailleurs* ». Personne ne sait du reste pourquoi ils ont été fâchés, et quand l'un et l'autre essaient de l'expliquer on sent qu'ils sont prêts une nouvelle fois à s'emporter. « *Sans doute une histoire de maison.* » Jean : « *Je craignais Roger à l'époque, il était grand, gaillard, il courait plus vite que moi* » *C'était un bouillant, un bagarreur, violent, le Roger, et puis, avec les filles, il fallait le voir sur la rive gauche* », ajoutent les autres. Roger sourit, découpe ses fraises, qu'il fait tremper dans un verre de beaujolais. « *Allez Roger, tu le ramasses, ton opinel* », dit « *M'man* », pressée de débarrasser la table.

« *C'est la valse brune...* » « *Roger, il est arrivé par un coup de paso doble. Où voulez-vous que ça arrive, c'était dans un bal, un p'tit bal du samedi soir, tiens !* », raconte « *M'man* ». « *J'étais bobineuse à l'usine de tissage.* » Depuis, Roger n'a pas bougé du Café des Sports.

Quand il ne chante pas, quand il ne dort pas, Roger est debout, un coude appuyé sur le comptoir. Roger Bourbon règne ainsi, envoyant « *Cricri* » et « *Cantona* » dans les champs, « *M'man* » et la « *grosse cocotte* » à la cuisine. Quand viennent les copains, souvent Roger réserve la dernière chanson : « *Joyeux enfant de la Bourgogne,/Je n'ai jamais eu de guignon./Quand je vois rougir ma trogne,/Je suis fier d'être Bourguignon.* »

PROCHAIN ARTICLE : GEORGES LE BIENHEUREUX

Les négociations de paix et l'avenir de la Bosnie-Herzégovine

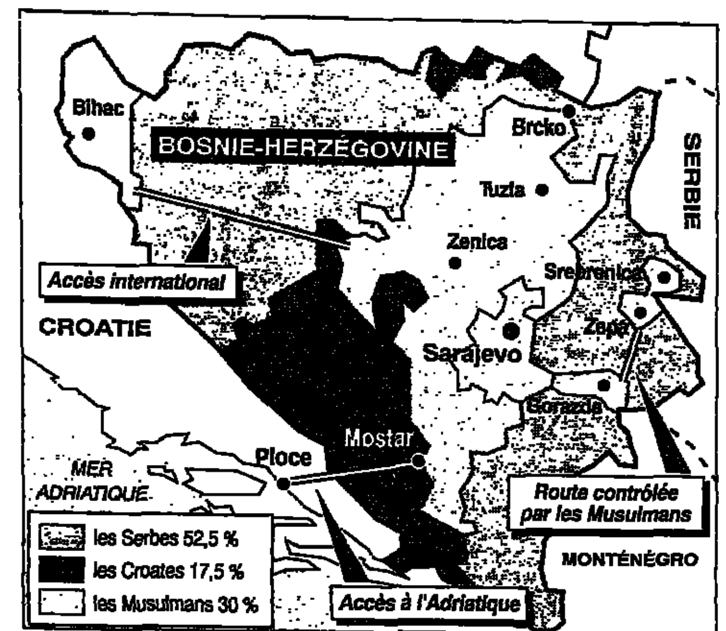
M. Izetbegovic estime que le plan de découpage mis au point à Genève consacre les conquêtes serbes

Les négociations « au sommet » sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine ont pris fin vendredi après-midi 20 août à Genève par la remise aux belligérants bosniaques d'un projet de règlement global, comprenant un découpage de la Bosnie, sur lequel ils devront donner une décision « définitive » le 30 août à Genève.

Le président musulman, Alija Izetbegovic, a immédiatement fait savoir par un communiqué qu'il n'était *« pas satisfait de l'offre que nous avons reçue »* en relevant notamment qu'avec ce projet *« les Serbes ne rendront pas les territoires qu'ils ont conquis par la force et soumis à la purification ethnique »*.

Le leader serbe bosniaque Radovan Karadzic et son homologue croate Mate Boban ont eux aussi exprimé leur déception affirmant qu'ils leur faudrait livrer une difficile bataille politique pour obtenir l'approbation de ce plan par leurs parlementaires respectifs, avant de retourner à Genève à la fin du mois pour faire connaître leur décision.

Le plan de paix prévoit un partage de la future Union de Bosnie-Herzégovine en trois Républiques largement autonomes. Les Serbes bosniaques, qui contrôlent actuellement 70 % du pays, s'y tailleront la part du lion en gardant un peu plus de 52 % du territoire. Les Musulmans recevront 30 % (dont 2 % pour Sarajevo) et les Croates un peu plus de 17 % a indiqué David Owen, le médiateur de la CEE. La capitale Sarajevo, dont le statut n'est pas définitivement réglé, sera provisoirement administrée par l'ONU. La ville industrielle de Mostar au sud du pays, actuellement âprement disputée entre Musulmans et Croates, reviendra à ces derniers. Mais elle sera aussi dotée d'une administration provisoire qu'exercera la CEE. Celle-ci a toutefois encore à donner son accord officiel.



Les trois dirigeants vont maintenant rentrer chez eux pour tenter de convaincre leur population. La tâche qui attend le président Izetbegovic à Sarajevo sera sans doute particulièrement malaisée. Les médiateurs, David Owen (CEE) et Thorvald Stoltenberg (ONU), ont regretté ne pas avoir pu faire mieux en faveur des Musulmans, et ont clairement indiqué que le rejet du plan conduirait à l'intensification de la guerre avec des conséquences incalculables.

« A l'évidence, si nous avions pensé pouvoir leur (Serbes et Croates) *arracher plus de concessions nous l'aurions fait »*, a déclaré lord Owen devant la presse. *« Je pense*, a-t-il ajouté, *que le plan n'est pas aussi généreux que nous l'aurions souhaité, mais il remplit le critère des 30 %* (pour les Musulmans) *que nous avions fixé il y a deux mois »*. M. Owen a indiqué qu'il avait longuement parlé au président Izetbegovic à la fin des pourparlers pour le mettre devant ses responsabilités.

Les deux médiateurs n'ont pas caché que le choix serait entre la paix et une *« forte intensification de la guerre »* risquant de tourner au désastre. *« Ce serait très sérieux*, a ajouté lord Owen, *« et la venue de l'hiver rendrait la survie difficile »*. De son côté, M. Stoltenberg s'est refusé à prédire quelle serait la réponse des trois belligérants.

Le président de Croatie, Franjo Tudjman, et son homologue de Serbie, Slobodan Milosevic, qui avaient été appelés en renfort par les médiateurs pour les dernières quarante-huit heures cruciales de la négociation, ont apporté leur soutien au projet de paix. *« Ce compromis est le meilleur possible »*, a déclaré M. Tudjman tandis que M. Milosevic l'a qualifié d'*« ensemble honnête et juste qui protège de manière égale les intérêts de toutes les parties »*. M. Milosevic avait reçu dans la journée à Genève un message du secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher se déclarant *« convaincu que les négociations sont entrées dans une phase où la paix est à portée de la main »*, a rapporté l'agence Tanjug. M. Stoltenberg a indiqué que, si la paix était enfin signée, les Nations unies devraient vraisemblablement maintenir quelque quarante mille personnes – civils et militaires – pour assurer la mise en œuvre des accords. Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU a noté que le fait que les trois parties belligérantes ne semblaient pas satisfaites *« pouvait être aussi interprété comme un bon signe »* (...) *« Quand vous essayez de bâtir une plate-forme commune pour arriver à un accord de paix, vous ne pouvez contenter tout le monde. »*

En attendant, la guerre continue de faire rage en Bosnie centrale et en Herzégovine (sud) entre les factions croate et musulmane. Selon la radio de Zagreb, l'armée bosniaque, majoritairement musulmane, a attaqué vendredi le village croate stratégique de Galecica près de Gornji Vakuf (65 km à l'ouest de Sarajevo) et pilonné à l'artillerie anti-aérienne la route longeant la rivière Rama, près du barrage de Jablanica (55 km au sud-ouest de Sarajevo).

Les forces croates bosniaques (HVO) ont bloqué, vendredi, un convoi d'aide destiné au secteur musulman de Mostar (sud de la Bosnie-Herzégovine), où plusieurs dizaines de milliers de personnes se trouvent privées de vivres et d'eau, a indiqué la FORPRONU à Zagreb. Un convoi avait pu entrer la veille dans la zone ouest de Mostar, sous contrôle croate, et avait remis des médicaments à un hôpital. – *(AFP.)*

Selon le général Jean Cot

Les raids aériens demeurent une « option sérieuse »

ZAGREB

de notre correspondant

Après avoir assisté à des exercices aériens dans l'enclave musulmane de Bihac, « zone de sécurité » de l'ONU en Bosnie occidentale, le général français Jean Cot, patron de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) dans l'ex-Yougoslavie, a, vendredi 20 août, précisé sa position sur la question des raids aériens. Alors que le commandant de la FORPRONU en Bosnie, le général belge Francis Briquemont, venait, au grand dam des Etats-Unis, de réitérer à Sarajevo son opposition aux frappes aériennes de l'OTAN, le général Cot a envoyé depuis son quartier général de Zagreb un communiqué particulièrement sec. *« Après quelques récents et malheureux commentaires »*, le général Cot, qui est le supérieur hiérarchique du général Briquemont, *« confirme que l'utilisation du soutien aérien pour appliquer la résolution 836 du Conseil de sécurité des Nations unies reste une sérieuse option »*.

Dans le neuvième point de la résolution 836, adoptée le 3 juin 1993, le Conseil de sécurité *« autorise la FORPRONU à prendre toutes les mesures nécessaires, dont l'utilisation de la force aérienne, en réponse à des bombardements contre les zones de sécurité par n'importe laquelle des parties* (en conflit), *ou à des incursions armées dans ces zones, ou en cas d'obstruction délibérée dans ou autour de ces zones à la liberté de mouvement de la FORPRONU ou des convois humanitaires »*. Dans son communiqué, le général Cot assure qu' *« il ne fait aucun doute que le général Briquemont et moi-même chercherons à utiliser, si les conditions le justifient, cette importante ressource militaire que l'OTAN peut fournir »*.

Cette mise au point est destinée à mettre fin à des débats publics de nature à affaiblir la dissuasion. *« Mes commandants n'auront rien d'autre à dire à ce sujet »*, conclut sèchement le général Cot. Depuis son arrivée, début juillet, à la tête de la FORPRONU, le général Cot tente de renforcer la crédibilité militaire des « casques bleus ». Ainsi, après le bombardement qui, fin juillet, avait tué un soldat espagnol et en avait blessé dix-sept autres, près de Jablanica, le commandant avait ordonné *« une reconnaissance aérienne »* du secteur par des hélicoptères de l'ONU.

Mercredi 18 août, le général Cot s'est rendu dans la poche de Bihac, une des six zones de sécurité de l'ONU en Bosnie, pour assister au premier exercice de frappes aériennes. Les avions de l'OTAN se sont livrés à des simulations de tirs sur des cibles au sol. Il s'agissait d'un *« entraînement »* entre les contrôleurs aériens de la FORPRONU au sol et les avions de l'OTAN, dont les résultats, explique-t-on à la FORPRONU, ont donné *« pleine satisfaction »* au général Cot.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Le deuxième anniversaire du « putsch » en Russie

Une journée très ordinaire à Moscou

MOSCOU

de notre correspondant

De froides averses rappelaient le temps exécrable enduré, en août 1991, par les défenseurs de la « Maison blanche ». Pour le reste, ce vendredi 20 août, pivot des manifestations d'anniversaire du putsch manqué, fut une journée très ordinaire. Deux manifestations parallèles, comme on en a déjà vu des dizaines à Moscou, mais un peu maigrelettes. D'un côté, quelques milliers de « démocrates » qui conspuent le Parlement et réclament, en écho à Boris Eltsine, de nouvelles élections : ils défilent derrière un cordon d'« Afghans », c'est-à-dire de vétérans de l'intervention soviétique en Afghanistan, rares héros communs aux réformateurs et aux « réactionnaires ».

Les nostalgiques de l'ancien régime, mêlés aux ex-eltsiniens déçus, marchent, eux, derrière leurs drapeaux rouges. Les deux groupes, d'importance comparable, se côtoient devant la « Maison blanche », le bâtiment du Parlement, séparés par des escouades de policiers à cheval. Une fois de plus, les prévisions alarmistes sont démenties : il n'y a pas de heurts.

De leur côté, les politiciens prononcent des propos sans surprise. *« Nous avons gagné une bataille, reste à gagner la guerre »*, s'écrie le jeune ministre des privatisations, Anatoli Tchoubaïs, qui affirme que seule *« la peur retient les députés de l'opposition de déclencher les arrestations et les assassinats »*. Un ton au-dessous, l'ancien premier ministre « ultra-libéral », Egor Gaidar, reconnaît que l'acquis de ces deux années a été payé d'*« une misère massive »*, et que *« la démocratie a fait preuve d'une terrible incapacité à exploiter sa victoire »*.

En face, le vice-président Routskoï décrit la Russie d'aujourd'hui non pas comme une démocratie mais comme *« une dictature étatico-mafieuse »*. Le président du Parlement, Rouslan Khasboulatov, affirme que *« la victoire d'août 1991, si on peut l'appeler une victoire, s'est transformée en tragédie pour le pays, par la faute de politiciens incompétents et ambitieux »*. Il rejette d'emblée la demande d'élections législatives anticipées que le président vient d'adresser officiellement au Parlement. Mais ajoute avec une ironie grinçante que si Boris Eltsine veut organiser une élection présidentielle, alors le Parlement est tout disposé à l'y aider...

La médiocrité de cet anniversaire se reflète dans la presse russe, qui hésite même à lui consacrer sa « une ». Les *Izvestia* s'intéressent plutôt à l'effondrement de la monnaie (et de l'économie) de l'Ukraine indépendante. L'organe de l'armée, *l'Etoile rouge*, barre sa première page d'une annonce réconfortante : « Le courage va être récompensé ». Mais il s'agit de football... Le journal va décerner un prix à l'équipe qui aura manifesté la plus grande *« volonté de victoire »*. Certains évoquent tout de même le grand jour : le quotidien populaire *Moskovski Komsomolets*, tout dévoué qu'il soit à l'équipe Eltsine, risque un titre sur « Les ruines de la victoire ». La *Komsomolskaia Pravda*, facétieuse, publie une photo d'époque : devant le Parlement assiégé, Boris Eltsine, la mine martiale, lève le poing. A ses côtés, l'air tout aussi résolu, son allié de l'époque, Rouslan Khasboulatov...

JAN KRAUZE

□ **Démission du ministre de l'information.** – Mikhaïl Fedotov a annoncé, vendredi 20 août à Moscou, qu'il démissionnait de son poste de ministre de l'information. Officiellement, M. Fedotov entend protester contre les atteintes portées par le Parlement à la liberté de l'information. Le ministre, en fonctions depuis décembre dernier, était cependant en butte aux attaques de plus en plus virulentes des amis de Mikhaïl Poltoranine, auquel il avait succédé en décembre dernier, mais qui gardait la haute main sur le secteur de l'information et jouit d'une grande influence auprès de Boris Eltsine (*le Monde* du 14 août).

TURQUIE : la lutte contre le PKK

L'armée aurait bombardé une ville de 30 000 habitants

Les Comités du Kurdistan d'Europe, proches des séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont fait état, vendredi 20 août, de bombardements intenses de l'armée turque, depuis l'avant-veille, contre les villes de Yuksekova et Cukurca, dans le sud-est anatolien. Dans la seule ville de Yuksekova, 100 magasins ont été détruits, précisent-ils. Sur les quelque 30 000 habitants, 25 000 auraient dû se réfugier dans les montagnes, où elles seraient *« exposées aux bombardements de l'Etat turc »*. Le maire de Yuksekova, Necdet Buldan, cité par les comités du Kurdistan, a réitéré ces informations auprès de l'agence Reuter. Les comités du Kurdistan jugent que l'armée utilise dans la région la tactique : *« assécher la mer pour attraper le poisson. »* Il y a un an, dans la même région, les troupes s'étaient livrées à une opération similaire dans la ville de Sirnak, que la plus grande partie de ses quelque 20 000 habitants avaient du évacuer.

Après l'enlèvement revendiqué par le PKK de deux touristes allemands, le ministre des affaires étrangères de Bonn, M. Klaus Kinkel, a affirmé, vendredi, qu'*« il faut interdire rapidement le PKK »* en Allemagne, même si cela pose des problèmes juridiques. M. Kinkel a aussi écrit à son homologue turc, Hikmet Cetin, afin de lui demander de *« vraiment tout faire »* pour faciliter la libération des deux touristes. M. Kinkel a ainsi rejetté les propositions de dialogue des ravisseurs qui réclament une intervention de l'Etat allemand.

A Paris, le quai d'Orsay a renouvelé, vendredi, ses recommandations de *« prudence »* à l'égard des touristes français en Turquie, qui doivent *« s'abstenir de se rendre dans les zones où l'état d'urgence a été instauré »*. – *(AFP, Reuter.)*

□ **Quatre nouveaux touristes auraient été enlevés dans l'est du pays.** – Quatre touristes, deux Italiens et deux Suédois, ont été enlevés jeudi 19 août près de Dogubayazit, dans l'est de la Turquie, non loin de la frontière iranienne, par la rébellion kurde, qui détient également deux Allemands et un Néo-Zélandais, rapporte le quotidien pro-kurde *Ozgur-Gundem* proche de la rébellion. Le journal fournit les identités des quatre touristes. Aucune précision n'avait pu être obtenue samedi matin auprès des autorités turques ni des ambassades concernées. – *(AFP.)*

Le calvaire d'un otage français détenu par les Croates

« Ils nous ont contraints à des travaux forcés ! »

Le Français Farid Mazni, détenu pendant plus de trois mois par les forces croates bosniaques (HVO), a affirmé avoir été battu et *« contraint de creuser des tranchées sur la ligne de front »*, à son arrivée à Zagreb, vendredi 20 août.

Très amaigri, exténué et visiblement ému, Farid Mazni, trente-trois ans, qui venait de Sarajevo à bord d'un avion de la FORPRONU (Force de protection de l'ONU), a raconté à l'AFP l'*« enfer »* qu'il avait vécu tout au long de sa détention, de même que ses deux camarades, Chelali Benchelali, un Algérien de cinquante ans, et un Turc, Ulus Selami, cinquante-deux ans, que le HVO refuse toujours de libérer (*le Monde* du 12 août).

Venant de Lyon, les trois hommes étaient arrivés en Bosnie-Herzégovine le 9 avril, pour leur quatrième mission dans ce pays, en tant que membres de l'association de bienfaisance Jeunes de Vénissieux. Ils devaient distribuer, avec l'organisation humanitaire islamique Merhamet, des médicaments et de la nourriture. Capturés par les forces du HVO, les trois hommes ont été conduits dans la prison de Kiseljak où les détenus ont droit à *« un pain pour vingt personnes »* selon M. Mazni. *« Nous avons passé une première nuit d'enfer*, dit-il. *Quinze personnes nous ont frappés, disant que nous étions des moudjahidins* [combattants islamistes]. *Ils nous ont frappés pendant les vingt premiers jours, six fois par nuit. Au bout de vingt jours, ils nous ont emmenés au check-point serbe avec des menottes. Ils voulaient nous échanger contre deux chars. Les Serbes leur ont dit qu'on était des cas humanitaires et qu'ils n'avaient rien à gagner dans cette affaire. Les Croates nous ont contraints à des travaux forcés, à creuser des tranchées sur la ligne de front. Ils tiraient près de nous parce qu'ils trouvaient qu'on ne travaillait pas assez vite. »*

Il ignore quel sort sera réservé à ses deux compagnons qui, selon lui, sont en très mauvaise condition : *« L'un d'eux a une côte cassée, l'autre a les reins complètement bloqués. »* – *(AFP.)*

□ **MACÉDOINE : premiers soldats américains aux frontières avec la Serbie.** – Des soldats américains ont commencé, vendredi 20 août, à patrouiller sur la frontière entre la Macédoine et la Serbie après avoir relevé des « casques bleus » suédois sur deux postes d'observation. La présence de 325 soldats américains, déployés depuis un mois en Macédoine pour s'y familiariser avec leur tâche de maintien de la paix, vise à mettre en garde la Serbie contre toute opération agressive dans sa province méridionale du Kosovo, limitrophe de la Macédoine. Quarante-cinq soldats américains occuperont les deux postes d'observation. Les autres formeront une force de soutien au bataillon nordique déployé le long de la frontière avec la Yougoslavie. – *(AFP, Reuter.)*

□ **CHYPRE : le gouvernement réclame des troupes grecques.** – Un porte-parole du gouvernement chypriote a mentionné, vendredi 20 août, l'existence d'un *« désaccord »* avec la Grèce. Le président chypriote, Glafcos Cléridès a demandé à Athènes l'envoi d'une division, ce que le premier ministre grec, Constantin Mitsotakis, a refusé en précisant : *« Il n'est absolument pas question pour la Grèce de se faire piéger en envoyant des troupes à Chypre, sauf si, à Dieu ne plaise, la guerre est déclarée. »* Le porte-parole chypriote a rétorqué que son gouvernement *« persiste à réclamer une présence militaire grecque »* sur l'île pour faire face à une éventuelle offensive de l'armée turque dont quelque trente-cinq mille soldats sont présents, depuis l'invasion de 1974, dans la partie nord du pays. – *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

MAURICE

Crise politique après la révocation du chef de la diplomatie

L'île Maurice est entrée dans une nouvelle crise politique après la révocation mercredi 18 août du ministre des affaires étrangères, Paul Bérenger, par le premier ministre, Sir Anerood Jugnauth, au terme de deux ans d'une alliance conflictuelle entre les deux hommes et leurs partis. Le premier ministre a limogé le chef de la diplomatie, estimant que celui-ci avait *« régulièrement remis en cause »* son autorité et avait eu des contacts avec le chef de file de l'opposition, Navin Ramgoolam, du Parti travailliste mauricien (MLP).

Cette révocation devrait entraîner une recomposition du paysage politique et des alliances entre les partis, avec, vraisemblablement, à la rentrée parlementaire de novembre, le passage dans l'opposition de l'ensemble du Mouvement militant mauricien (MMM), dont M. Bérenger est le secrétaire général.

L'alliance du MMM et du Mouvement socialiste mauricien (MSM) de Sir Jugnauth avait triomphé aux législatives de septembre 1991 et, pour la seconde fois, MM. Bérenger et Jugnauth s'étaient trouvés dans un même gouvernement. – *(AFP.)*

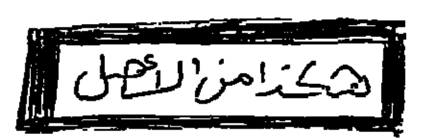
ZAÏRE

Importante saisie d'armes au Nord-Kivu

D'importantes quantités d'armes de guerre, dont 138 armes automatiques, 10 lance-roquettes et un stock de 50 000 cartouches, ont été saisies au Nord-Kivu par l'armée zaïroise, selon un communiqué de la Société civile du Nord-Kivu (groupement des associations socio-professionnelles), diffusé mardi 17 août. Les trafiquants d'armes auraient été arrêtés et conduits dans la capitale, précise la même source.

D'autre part, des soldats qui n'ont pas touché leur solde depuis plusieurs mois ont menacé de se mutiner à Kinshasa s'ils n'étaient pas payés avant dimanche. Des pillages auraient été organisés, mardi 17 août, à Lisala, où des centaines de soldats se seraient mutinés. Le même jour, un capitaine aurait été tué par un caporal alors qu'il tentait d'interdire le pillage d'un convoi de ravitaillement entre Kinshasa et Mbanza-Ngungu.

A Kinshasa, un prêtre polonais, curé d'une paroisse de Kisangani, le père Jean Smauch, a été tué jeudi par des hommes que des témoins auraient identifiés comme appartenant à la Division spéciale présidentielle (DSP), une unité d'élite. – *(AFP, AP.)*



DIPLOMATIE

Contre l'Europe platonique

Suite de la première page

Nous avons refusé, au cours des cinq dernières années, de tirer les conséquences du fait, pourtant capital, qu'avec l'effondrement de l'Union soviétique, l'Europe avait brusquement cessé d'être pour les Allemands une exigence imposée. L'Europe cessait d'être aux yeux de l'Allemagne une obligation pour devenir une option.

Proposée et non plus imposée, l'union européenne se devait pour être choisie de paraître assez aimable pour rendre les liens d'un supplément d'intégration aussi doux que les plaisirs d'une latitude d'action retrouvée. Or, sous le double effet de l'incompréhension française et de l'indifférence britannique, l'exercice de Maastricht a abouti à un résultat inverse, enfantant un traité indiscutablement déséquilibré, l'Allemagne étant priée, comme au temps de son ancienne humilité, de faire don à la collectivité de sa suprématie monétaire et n'obtenant en échange aucun avantage substantiel, à l'exception de l'éligibilité des nouveaux Länder au fonds de cohésion.

Sur le plan institutionnel, les Anglo-Français se sont victorieusement opposés à l'essentiel des revendications allemandes en matière d'union politique, c'est-à-dire tout à la fois au remplacement et à la démocratisation des institutions communautaires. En empochant le traité, c'est-à-dire une promesse de monnaie unique, sans céder aux exigences allemandes, M. Dumas et l'orgueilleuse technocratie française dont il était l'expression ont sans doute eu le sentiment de remporter une grande victoire, d'avoir eu, si l'on ose dire, «le mark à l'œil». Fausse victoire toutefois et qui préparait des lendemains décevants puisqu'elle accusait la contradiction traditionnelle de la politique française qui veut une Europe forte et des institutions communautaires faibles, et qu'elle créait chez les Allemands, plus attachés à la démocratie parlementaire qu'on ne le croit chez nous, une frustration fondamentale.

S'agissant de la monnaie, la dissociation des pouvoirs monétaire et budgétaire conduisait à considérer que seule la solidarité monétaire s'imposait aux Etats-membres, et qu'à l'exclusion des crédits prévus au budget communautaire il n'était pas question pour eux de faire jouer entre eux une réelle solidarité budgétaire. Concrètement, cela voulait dire que l'on demandait à l'Allemagne de faire don de sa monnaie à l'Europe mais qu'on lui laissait le soin de financer comme elle le pouvait le développement des nouveaux Länder. Là encore, pouvait-on imaginer partage du fardeau moins attrayant pour la nouvelle Allemagne ?

Que la mariée de Maastricht ait été un peu trop belle pour la France, c'est l'évidence. Du côté allemand, la tentation britannique, c'est-à-dire l'engagement nominal au service d'une Europe platonique, était le terme logique de la désillusion. Les frustrations accumulées par nos partenaires d'outre-Rhin ne pouvaient pas manquer de les rapprocher de certaines positions britanniques traditionnelles. La tentation de l'Europe minimale, Europe-espace et non pas puissance, Europe diluée et non pas ramassée, Europe intergouvernementale et non pas communautaire, Europe de la concurrence monétaire et non pas de la monnaie unique, ne pouvait pas ne pas se faire jour dans la nouvelle Allemagne même s'il lui était impossible de s'assumer avec la même franchise qu'ailleurs.

La fuite en avant sur le dossier de l'élargissement, décidée lors du Conseil européen de Lisbonne de juin 1992, avait été la première grande manifestation d'une convergence germano-britannique qui devait éclater de façon particulièrement subtile un an plus tard à l'occasion de la crise monétaire avec le spectacle d'une cavalerie de saint Georges *new look*, celle des golden boys de Londres et de New-York, volant au secours de la souveraineté monétaire allemande. On vit alors se mettre en place un étrange quadrille, la solidarité réelle entre la Bundesbank et la City pour faire sauter le système doublant en sous-main la solidarité formelle de la France et de l'Allemagne une fois de plus d'accord «pour jouer le jeu», c'est bien le mot, de l'union européenne. Jeu de miroirs éminemment platonicien opposant la réalité aux apparences, les sociétés aux Etats, la cour au jardin et... la Grande-Bretagne à la France.

Dans la nuit du 1er août, on a, en quelque sorte, aboli le lien entre les mots et les choses et assisté à la naissance d'un ectoplasme, une Europe purement formelle, à la fois factice et bien imitée, qui tente, tel un hologramme facétieux, de se faire passer pour l'objet disparu qu'elle représente. Le contraste est saisissant entre le formidable recul impliqué par les décisions prises ou annoncées – mise à mort du SME, renvoi à une date ultérieure du passage à la monnaie unique – et la multiplication des rencontres programmées, des sourires orchestrés, des gesticulations concertées en vue de faire paraître la solidité du couple franco-allemand et partant celle de l'union européenne tout entière. Nos gouvernants semblent vouloir imiter ces personnages de dessin animé qui avancent dans le vide et demeurent comme suspendus dans les airs tant qu'ils n'ont pas pris conscience de n'avoir aucun sol sous leurs pas.

L'Europe platonique qui maintiendrait le rituel communautaire, mais ne comporterait aucune mutualisation nouvelle de la puissance des nations, et en particulier de leur puissance monétaire, permet de concilier la bonne conscience européenne avec l'exercice retrouvé de l'indépendance. Les délices de la souveraineté sans les poisons du nationalisme : vive tentation quand on est allemand, démocrate et qu'on vit les premières années de l'unité, de l'indépendance retrouvée de son pays !

Nos amis allemands ne doivent toutefois pas se leurrer : le souci des apparences où s'expriment à la fois la quête de la bonne conscience outre-Rhin et la volonté française de ménager l'avenir ne mènera pas très loin. L'Europe platonique apparaîtra vite aux Français idéologiquement superflue, politiquement décevante, et de surcroît techniquement impraticable. Idéologiquement superflue, car à la différence de son homologue allemand, la nationalisme français, celui d'un Philippe Séguin ou d'un Jean-Pierre Chevènement, n'a pas besoin d'un cache-sexe européen pour se montrer en public. De la Révolution française au général de Gaulle, le combat pour la nation s'est toujours identifié chez nous au combat pour la liberté et la démocratie et nous n'avons nul besoin d'une mystique ou d'une bureaucratie communautaire pour nous aider... à ne pas faire l'Europe en toute bonne conscience.

L'inutilité idéologique de la référence européenne n'en rendra que plus vive la déception politique provoquée par une entreprise qui se réduirait à un rituel communautaire sur fond de libre-échange. S'il est une constante de la politique européenne de la France, de Robert Schuman à Charles de Gaulle et de Valéry Giscard d'Estaing à François Mitterrand, c'est d'avoir voulu subordonner les aspects économiques de la construction européenne à sa finalité politique et de n'avoir jamais séparé l'aménagement de l'Europe-espace, celle des quatre grandes libertés de circulation, de l'édification d'une Europe-puissance, capable de jouer un rôle de premier plan au service de la paix mondiale et du développement.

Un jeu à somme négative

Cette Europe minimale risque enfin d'être techniquement impraticable. Il faut en effet tout le dogmatisme des ultras des deux bords pour imaginer que les institutions communautaires pourraient constituer un encadrement juridique assez puissant et assez légitime pour passer outre au défaut de connivence ou, comme on dit dans le traité, de « convergence », entre les Etats. C'est sans doute l'une des principales faiblesses de la construction européenne, entreprise baroque par excellence, de n'exister que par et dans le mouvement et, pour paraphraser Le Bernin, de « n'être jamais davantage elle-même qu'en marchant ». Privée de la perspective de l'union monétaire, limitée à la gestion laborieuse du marché intérieur et à la confrontation des différences dans le cadre d'une improbable politique extérieure commune, l'union européenne entrerait inévitablement dans l'ère du soupçon réciproque et des procès d'intention à répétition. Dans cette communauté réduite aux aguets, le heurt des intérêts se ferait plus querelleur, les marchandages plus difficiles, les compromis à la fois moins stables et plus limités. Faute d'un dessein partagé les grandes questions politiques demeureraient pendantes, et l'Europe absente des affaires du monde.

Ce scénario est-il pour autant inéluctable ? Comme le disait, en une illustre occurrence, le général de Gaulle : *« Le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ? »* Il est permis d'en douter dans la mesure où le flottement général de l'Europe constitue, à terme rapproché, pour l'Allemagne comme pour la France un jeu à somme négative. En apparence nos voisins tireraient mieux que nous leur épingle du jeu de la nouvelle donne : une Allemagne réunifiée, à la fois plus puissante et plus peuplée que chacun de ses voisins occidentaux, une Europe centrale et orientale déboussolée et offerte, des Balkans partagés entre le néo-communisme serbe et les obligés croates et slovènes de la République fédérale, un empire soviétique ruiné, démembré et convulsé, un Royaume-Uni plus attaché que jamais à diviser pour régner, l'ordre européen que paraît vouloir enfanter notre étrange fin de siècle ressemble furieusement à celui d'avant 1914, la puissance russe en moins, la sagesse allemande en plus. Bref, rien de bien exaltant pour les intérêts français.

L'heure de vérité

Nous sommes sortis, il y a trois ans, de l'après-guerre et de ses rassurantes tutelles. L'Europe connaît donc aujourd'hui sa première véritable épreuve, celle qui décidera de sa capacité ultérieure à vivre dans l'ordre, la stabilité et la solidarité organisée ou au contraire dans le flottement, celui des esprits plus encore que celui des monnaies, l'incertitude et le désordre. Pour une période sans doute très brève l'histoire semble vertigineusement ouverte même si depuis le 1er août dernier une sérieuse option a été prise en direction de l'Europe flottante. C'est dire à quel point les semaines et les mois qui viennent, les initiatives que nous prendrons ou que nous ne prendrons pas de part et d'autre du Rhin, vont peser lourd dans la détermination de notre avenir.

Si la France considère, comme il paraît raisonnable, qu'elle doit demeurer résolument dans le camp de l'Europe organisée, il appartiendra à son gouvernement de prendre deux séries d'initiatives, en direction de l'Allemagne, bien entendu, avec laquelle il convient de redéfinir, en termes plus équilibrés, le pacte fondateur des années Adenauer, mais aussi en direction de sa propre majorité. Celle-ci doit sortir, une fois pour toutes, de sa schizophrénie européenne et admettre qu'elle ne peut pas d'un même souffle proclamer la nécessité d'une Europe forte et rassemblée, d'une préférence communautaire rétablie, d'une stratégie commerciale sans faiblesse vis-à-vis des Etats-Unis, du Japon et de quelques autres, et célébrer les vertus du flottement monétaire, récuser tout renforcement des institutions communautaires, brocarder au lieu de responsabiliser la Commission et cultiver le pieux souvenir du prétendu compromis du Luxembourg, c'est-à-dire du droit reconnu à chacun d'empêcher tous les autres de faire quoi que ce soit. L'incohérence a ses limites, et déjà les paroles de M. Séguin comme les silences de M. Chirac ont pesé lourd dans le déclenchement de la tempête monétaire.

Concrètement, le souci de mener à bien cette double épreuve de vérité pourrait conduire les autorités françaises à préparer, dans les semaines qui viennent, une initiative franco-allemande comportant à la fois une dimension économique et une dimension politique. Economiquement, s'il paraît difficile, pour des raisons juridiques en particulier, d'accélérer le processus d'union monétaire prévu dans le traité, il n'est en revanche pas acceptable de laisser s'allonger la période des canards boiteux séparant la mise entre parenthèses du SME du passage à la monnaie unique. La nature européenne a horreur du vide, et les marchés financiers de l'incertitude. Il faut donc au plus vite revenir à un système de parités fixes entre les pricipales monnaies européennes, voire à une suppression pure et simple des marges de fluctuation entre les quatre monnaies dur noyau du communautaire – mark, franc français, florin et franc belgo-luxembourgeois. La leçon des événements que nous venons de vivre est toutefois claire : on ne peut pas atteindre cet objectif en agissant sur les seuls taux de change et en laissant au bon plaisir de chacun le soin de gérer ses taux d'intérêt et ses déficits budgétaires. Il nous faut donc, soit dans le cadre de la deuxième phase de l'union monétaire, soit plus vraisemblablement dans un cadre intergouvernemental beaucoup moins formel, combiner l'élimination des marges de fluctuation avec une gestion conjointe des taux d'intérêt et de nos déficits budgétaires. Ces propositions précises constitueront un test des intentions réelles de la République fédérale en ce qui concerne l'union monétaire.

Sur le plan politique, une initiative franco-allemande devrait se donner un double objectif : renforcer et démocratiser les institutions communautaires. Les adaptations institutionnelles rendues nécessaires par l'élargissement devront être rapidement identifiées et clairement prises en compte dans les futurs traités d'adhésion non seulement parce que le passage à seize membres affaiblira la capacité décisionnelle du système mais surtout parce qu'elle rendra beaucoup plus difficiles qu'aujourd'hui les réformes indispensables au succès des élargissements ultérieurs. Les incertitudes politiques sur l'avenir de la construction européenne sont trop grandes pour qu'on se permette, chez nous comme chez nos partenaires, de faire plus longtemps la politique de l'autruche.

La démocratisation des institutions communautaires, dans le cadre de la révision des traités prévue pour 1996, constitue enfin une des conditions déterminantes à l'acceptation par l'Allemagne, et autrement que du bout des lèvres, de la construction maastrichtienne. Il ne s'agit pas seulement d'accroître les prérogatives du Parlement européen et de renforcer le contrôle politique sur la Commission, mais plus essentiellement de repenser l'articulation fondamentale d'un système qui doit tout à la fois consacrer la responsabilité ultime des Etats dans le processus de décision et soumettre l'exercice de ses responsabilités à des disciplines collectives accrues. Laurent Cohen-Tanugi a proposé de reconstituer, dans la perspective du rendez-vous institutionnel de 1996, l'équivalent du comité Spaak qui joua un rôle déterminant dans la préparation du traité de Rome. Il serait particulièrement bienvenu que la France et l'Allemagne prennent l'initiative d'en proposer la création à leurs partenaires.

De telles initiatives peuvent-elles suffire à retrouver le cap de l'union ? Une chose est certaine, le temps, qui fut si longtemps l'allié de la construction européenne, semble aujourd'hui travailler contre elle tant sont nombreuses et puissantes les forces centrifuges, qui poussent à une balkanisation suicidaire du Vieux Continent. Si les peuples européens, et au premier chef les peuples allemand et français, ne sont pas capables de saisir ce moment fugitif où le destin hésite, pour se donner à nouveau une grande ambition collective, alors nul doute que le XXIe siècle se fera sans l'Europe, c'est-à-dire sans nous.

JEAN-LOUIS BOURLANGES

□ **Theo Waigel insiste pour que Francfort accueille la future Banque centrale européenne.** – Le ministre allemand des finances, Theo Waigel, menace ses partenaires européens de faire échouer le projet d'Union économique et monétaire (UEM) si la ville de Francfort n'est pas choisie comme siège de la future Banque centrale européenne (BCE). *« Ou bien la Banque centrale européenne vient à Francfort, ou bien rien de toute l'organisation ne verra le jour »*, a déclaré M. Waigel dans une interview à l'hebdomadaire *Focus*. Le siège de la future BCE doit être choisi à l'automne lors d'un sommet européen extraordinaire à Bruxelles.

□ **M. Delors juge regrettables les propos de M. Kohl sur le calendrier de l'union européenne.** – Jacques Delors, président de la Commission de la Communauté européenne, a qualifié jeudi 19 août de *« regrettable »* la déclaration du chancelier allemand Helmut Kohl, qui n'avait pas exclu, au début du mois d'août, que le calendrier de l'Union économique et monétaire (UEM) fixé par le traité de Maastricht soit décalé *« d'un à deux ans »*. *« Dans l'état actuel des marchés et des mentalités, cette déclaration est regrettable, car elle ajoute au doute »*, a affirmé M. Delors, interrogé sur France 2.

AMÉRIQUES

PÉROU

Un commando du Sentier lumineux a massacré une soixantaine d'Indiens

LIMA

de notre correspondante

Deux cents membres de l'organisation «maoïste» du Sentier lumineux ont attaqué, jeudi 19 août, cinq villages de la communauté indienne des Ashaninkas, qui vit dans la forêt amazonienne, non loin de Satipo, à 300 kilomètres à l'est de Lima. Après avoir tout détruit, ils ont massacré à coups de machettes, de couteaux ou de pierres une soixantaine d'indigènes. Quatorze enfants, qui ont eu les oreilles coupées, ont été transportés dans un hôpital de Lima.

Le territoire des Ashaninkas était passé, en 1990, sous le contrôle du Sentier lumineux. Beaucoup de ces Indiens s'étaient alors réfugiés au plus profond de la forêt pour échapper au joug des terroristes, mais des centaines de familles avaient été recrutées de force. Depuis plus d'un an, l'armée avait réussi à regrouper quinze mille Ashaninkas dans ses propres campements. Elle leur a appris à repousser les rebelles en créant des groupes d'autodéfense. Une partie du territoire ashaninka a ainsi pu être reconquis et, récemment, un millier d'indigènes prisonniers de l'organisation «maoïste» avaient été libérés. Repoussé de la côte et des Andes, le Sentier lumineux a apparemment cherché à mener une «opération punitive» contre ces Indiens qui essayaient péniblement de reconstruire un semblant de vie communautaire.

L'opinion publique a été bouleversée par la cruauté de cette vengeance. Un mouvement spontané pour protéger les Ashaninkas s'est organisé, à l'exemple de l'Eglise qui a consacré l'année 1993 au soutien des ethnies de l'Amazonie.

D'autres informations ont choqué la capitale. Les fouilles menées dans trois fosses communes découvertes en banlieue de Lima ont permis d'identifier des restes calcinés comme étant ceux d'un professeur et de neuf de ses étudiants, qui avaient été séquestrés sur le campus de l'université de la Cantuta en juillet 1992. Le groupe avait ensuite été porté disparu. Plusieurs membres dissidents de l'armée avaient affirmé que les auteurs de ce massacre faisaient partie d'un commando dépendant directement du service de renseignements de l'armée.

Le manque de transparence dans l'enquête sur cette affaire a été l'un des arguments invoqués par l'administration Clinton pour geler un crédit relais de 150 millions de dollars au Pérou, dont l'octroi aurait permis à ce pays de tenir ses engagements vis-à-vis de la communauté financière internationale. Le gouvernement américain entend ainsi faire pression sur le président Fujimori pour le respect des droits de l'homme.

NICOLE BONNET

□ **BRÉSIL : incarcération d'un grand propriétaire terrien accusé du massacre des Yanomamis.** – La police fédérale brésilienne a décrété, vendredi 20 août, la prison préventive pour un *fazendeiro* (grand propriétaire foncier), Joao Neto, soupçonné d'être le commanditaire du massacre d'une trentaine d'Indiens Yanomamis commis par une quinzaine de chercheurs d'or dans l'Etat amazonien de Roraima (*le Monde* du 21 août). Il y a cinq ans, M. Neto avait déja mis le feu à deux villages indiens près de Surucucus (Roraima), selon la police. – *(AFP.)*

Guérilla anti-IVG aux Etats-Unis

Suite de la première page

Le ministère de la justice est aux mains d'une femme, Janet Reno, qui, elle aussi, entend, dans certaines limites, préserver la liberté de choix laissée aux femmes.

Cela compte quand il s'agit de proposer et de nommer des dizaines et des dizaines de juges ou de donner des instructions aux procureurs. Cela compte encore davantage quand il s'agit de désigner les plus hauts magistrats du pays, ceux qui décident en dernier recours, les juges de la Cour suprême. Or Ruth Ginsburg, le premier juge choisi par le président Clinton pour siéger à la plus haute juridiction du pays, n'a pas caché qu'elle entendait maintenir le droit à l'avortement. Au sein de la Cour, Mme Ginsburg viendra renforcer une petite majorité centriste qui, l'an passé déjà, avait confirmé la validité de l'arrêt de 1973 (Roe contre Wade), énonçant que le droit à l'avortement faisait partie d'une des libertés garanties par la Constitution (la protection de la vie privée).

Pour les plus radicaux des militants contre l'avortement, notamment ceux du groupe *Operation Rescue* (Opération sauvetage), ces défaites dans l'arène politique et sur le terrain judiciaire conduisent à porter le combat dans la rue. Ils s'y emploient avec une ardeur redoublée. Les manifestations devant les cliniques sont de plus en plus violentes. Le 10 mars dernier, le docteur David Gunn, praticien dans un de ces établissements, a été tué de trois balles en pleine poitrine à Pensacola, en Floride. Cette semaine, même scénario : une militante anti-avortement, une mère de famille de trente-sept ans, rédactrice en chef d'une des publications du mouvement, a ouvert le feu sur le docteur George Tiller, le blessant au bras.

Les faits ont eu lieu à Wichita. Petite bourgade du Kansas mais haut lieu de la bataille autour de l'avortement, Wichita vit, en 1991, les militants d'*Operation Rescue* faire l'assaut de la clinique où travaille le docteur Tiller ; en quelques semaines, la police avait alors arrêté deux mille sept cents manifestants. Depuis, le docteur Tiller, un des derniers médecins du comté à pratiquer l'avortement, va au travail avec un gilet pare-balles, qu'il avait oublié de mettre jeudi. Si les responsables d'*Operation Rescue* avaient – du bout des lèvres – déploré la mort du docteur Gunn, la plupart des sympathisants interrogés ne formulaient aucun regret. Commentaire entendu alors : *« Un certain nombre de bébés vont être sauvés. »* Commentaire entendu vendredi dans la bouche d'un pasteur du mouvement, cité par le *Washington Post* : *« Il est légitime d'utiliser la force quand des innocents sont menacés. »* Chaque jour, les militants d'Operation Rescue s'en prennent à un établissement pratiquant l'avortement : jets de coktails Molotov et d'acides puants sur les murs, badigeonnages, vandalisme et « manifs » bruyantes à l'entrée. Les médecins opérant dans ces établissements sont harcelés à domicile : menaces de mort au courrier, pressions sur leurs enfants à l'école, lettres de dénonciation anonymes dans le quartier (du genre *« Votre voisin est un tueur »*), etc.

Des limites imposées

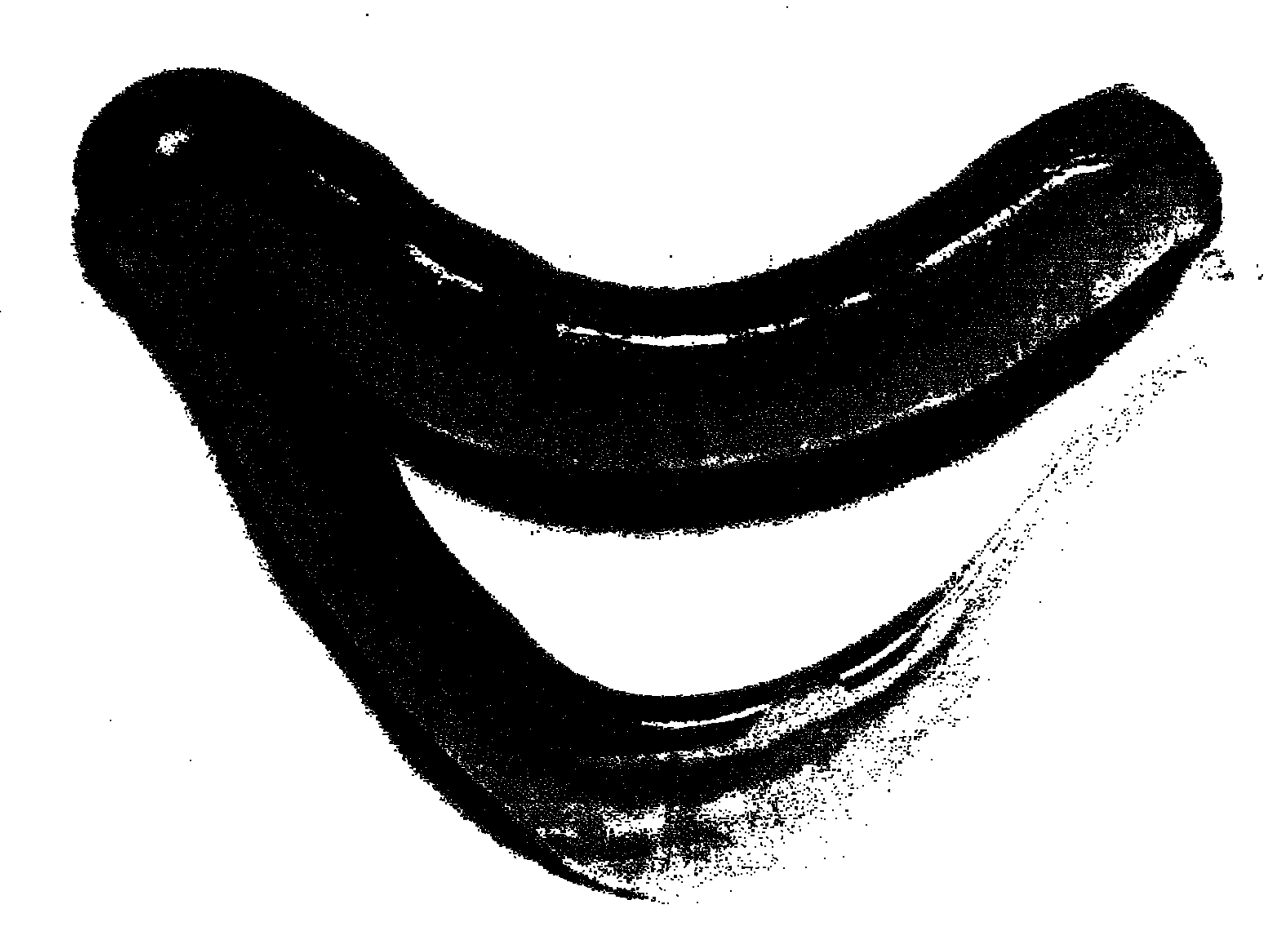
La plupart des porte-parole des Eglises ont condamné l'escalade de la violence. Mais il n'est pas impossible qu'Operation Rescue soit en train de gagner la bataille de la rue. Peu après l'affaire de Pensacola, le quotidien *USA Today* relevait que le nombre de médecins osant encore pratiquer l'avortement en Floride ne cessait de baisser. Certains d'entre eux ne se déplacent plus qu'armés. Déjà peu nombreux, le nombre des cliniques pratiquant l'interruption volontaire de grossesse diminue ; celui des établissement médicaux universitaires où l'on enseigne l'avortement connaît la même évolution. Dans la plupart des Etats, des limites sont imposées : une période d'attente, et, pour les mineures, le plus souvent, l'autorisation des parents.

Les traditions d'une Amérique qui abrite les plus pratiquants des chrétiens du monde occidental et où les racines intégristes sont nombreuses n'expliquent pas tout. Derrière l'ampleur et l'âpreté de cette bataille, il y a une évolution que, dans un camp comme dans l'autre, chacun s'accorde à trouver inquiétante : il se pratiquerait plus d'un million et demi d'avortements par an aux Etats-Unis.

ALAIN FRACHON





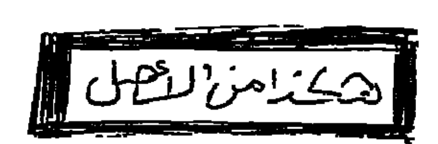


En Août, Septembre, etc... oubliez tout.
Ou presque.

FCA!

Pour un monde sans carie.





ASIE

CHINE : reconnaissant le « mécontentement » de la population

Le régime lance une nouvelle campagne contre la corruption

PÉKIN

de notre correspondant

Le régime chinois vient d'annoncer le lancement d'une nouvelle campagne contre la corruption en son sein, mettant tout particulièrement l'accent sur les châtiments qu'encoureront ses hauts responsables, convaincus de malversations. *« La première tâche est de renforcer la supervision des cadres dirigeants du Parti et du gouvernement à tous les niveaux »*, a déclaré, vendredi 20 août, Wei Jianxin, le « Monsieur Propre » du régime, inaugurant une réunion plénière de la commission centrale de discipline du Parti communiste, qu'il dirige.

Il a noté qu'il existait, à cet égard, un *« mécontentement »* dans la population envers les responsables de l'État. Ceux-ci, de l'avis général, n'ont jamais été aussi ouvertement corrompus. Si la corruption est un fléau que la Chine connaît depuis des temps immémoriaux, elle devient, aujourd'hui, d'une telle ampleur qu'il est extrêmement difficile pour un citoyen moyen d'obtenir de l'État des services aussi simples que l'achat d'un billet d'avion ou de train sans avoir à y recourir.

On prête à Jiang Zemin, chef en titre du Parti, l'intention d'intervenir, à l'aube de cette nouvelle campagne, pour tenter de démontrer que, cette fois, le régime est sérieux. Les précédentes campagnes anti-corruption ont, dans l'ensemble, par leur caractère peu dissuasif, contribué à accroître le pourrissement du système.

En épinglant quelques boucs *émissaires de calibre moyen*, elles faisaient, à contrario, la démonstration qu'il suffisait d'être haut placé pour échapper aux foudres des inspecteurs. C'est pour écarter les risques d'une nouvelle poussée de fièvre contestataire que le régime a lancé cette campagne.

La corruption avait été un thème central de mécontentement de la population lors de la crise de Tiananmen en 1989. Le premier ministre, Li Peng, avait dû se défendre en public, devant les caméras de télévision, d'être impliqué dans « l'affairisme officiel », dénoncé par les étudiants.

La baignade de M. Li

M. Li, actuellement en convalescence pour troubles cardiaques, a fait une curieuse réapparition, par le biais de la presse officielle qui l'a montré, le 19 août, en maillot de bain, au bord de la mer, à Beidaihe. La photographie, consciencieusement reproduite par tous les journaux, peut vouloir dire au pays que l'impopulaire chef du gouvernement s'apprête bientôt à reprendre son travail. Elle contraste pourtant avec l'image de sérieux qu'offrent les autres dirigeants occupés, pendant tout l'été, à tenter de régler les graves problèmes auxquels la Chine est confrontée dans son brutal décollage économique.

C'est la même crainte d'un regain d'agitation qui a poussé les autorités, en violation de leurs engagements, à interdire un retour au pays à Han Dongfang, jeune syndicaliste indépendant de 1989, qui avait gagné les États-Unis après avoir été libéré de prison, l'an dernier. M. Han a été interpellé, le 15 août, à son arrivée à Canton, et expulsé vers Hongkong sous le motif qu'il avait rompu sa promesse de ne pas participer à un mouvement de contestation à l'étranger . Les autorités américaines ont protesté, à ce sujet, auprès du gouvernement chinois.

FRANCIS DERON

□ **Projet de coopération militaire entre le Japon et les États-Unis devant la menace nord-coréenne.** – Le Japon souhaite élaborer un système de défense anti-missiles avec les États-Unis pour contrer les *« menaces »* que fait peser la Corée du Nord, a déclaré, samedi 21 août, au quotidien *Japan Times*, le directeur général de l'Agence japonaise de défense, Keisuke Nakanishi. La Corée du Nord a récemment mis au point un nouveau missile, capable de transporter une charge nucléaire sur une distance de 1 000 kilomètres, pouvant ainsi atteindre une bonne partie du territoire japonais. – *(AFP.)*

□ **Le Vatican apprécie les déclarations d'ouverture de Pékin.** – Le porte-parole du Vatican, Joaquin Navarro, a affirmé, vendredi 20 août, que le pape *« prenait acte avec satisfaction de la volonté manifestée par les autorités de Pékin de normaliser leurs relations avec le Saint-Siège »*, rompues depuis 1957. Le gouvernement chinois avait fait savoir, la veille, qu'il était prêt à améliorer ses relations avec le Vatican si celui-ci rompait ses *« soi-disant »* liens diplomatiques avec Taiwan et s'il *« cessait de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Chine »*. Il y a deux mois, Jean-Paul II avait exprimé le *« vif désir »* de se rendre en Chine. – *(AFP.)*

CAMBODGE : après plusieurs victoires sur le terrain

Le gouvernement rejette une offre de discussion des Khmers rouges

Le gouvernement a rejeté, vendredi 20 août, l'appel des Khmers rouges à l'ouverture urgente de discussions après que ses forces eurent investi trois de leurs positions stratégiques. *« Le gouvernement est occupé. Nous n'avons pas de temps à perdre à parler à Khieu Samphan au sujet de sa proposition »*, a déclaré un haut responsable gouvernemental qui a requis l'anonymat. *« Nous verrons quand les co-premiers ministres* – Hun Sen et le prince Norodom Ranaridh – *reviendront du Vietnam. »*.

A l'issue d'un entretien avec le chef de la diplomatie thaïlandaise, Prasong Soonsiri, vendredi à Bangkok, le chef des Khmers rouges, Khieu Samphan, tout en ne voulant pas admettre le revers de ses troupes, avait tout de même appelé *« à une réunion d'urgence pour négocier autour d'un tapis vert »*.

L'aide de l'armée thaïlandaise

Pour sa part, le général Khoun Rouen, commandant les troupes progouvernementales qui ont conquis le bastion khmer rouge de Phum-Chat, dans le nord-ouest du pays, a affirmé que les guérilleros avaient pu quitter les lieux grâce à l'aide de l'armée thaïlandaise. Il a précisé que la ville a été trouvée complètement vide de ses habitants et de son armement. *« Les Thaïlandais avaient fourni* (aux Khmers rouges) *des camions pour l'évacuation. Ils ont emmené 400 soldats et un millier de civils »*, a-t-il déclaré, protestant contre l'attitude du gouvernement de Bangkok. – *(AFP.)*

LOIN DES CAPITALES

Kota-Kinabalu défie Kuala-Lumpur



KOTA-KINABALU

de notre envoyé spécial

LA plus haute montagne d'Asie du Sud-Est ? Le mont Kinabalu, 4 107 mètres au sommet, dans l'Etat malaisien du Sabah, au nord-est de Bornéo. Rien de plus élevé entre la Birmanie et la Nouvelle-Guinée que cette dent de granit du Crocker Range, fleuron d'une réserve naturelle où les amateurs de plantes rares insectivores, de fleurs parfois monstrueuses et de sensations fortes hors de chemins trop battus trouvent largement leur compte.

A deux heures de Kota-Kinabalu – « KK » pour les initiés, – ce paradis tropical est la principale attraction touristique de ce Far-East de la Malaisie coincé entre le Sarawak et les *provinces indonésiennes de Kalimantan*. Invention britannique en quelque sorte puisque la British North Borneo Company a administré le territoire de 1881 à 1942, quand l'invasion japonaise fit déferler son rouleau compresseur sur la région.

Rebaptisé Kota-Kinabalu en hommage à la montagne tutélaire dont la crête se dessine sur l'horizon, le chef-lieu du Sabah, incorporé en 1963 à la Fédération de Malaisie, a perdu jusqu'à la mémoire du temps où on l'appelait Jesselton : sous ces latitudes, les ruines et les souvenirs s'effacent vite au gré des pluies tropicales. Avec ses 300 000 habitants, la ville se donne des allures de port affairé sur la mer de Chine méridionale, prenant néanmoins toujours le temps de se prélasser dans la luxuriance des fleurs sous l'ondulation des palmiers.

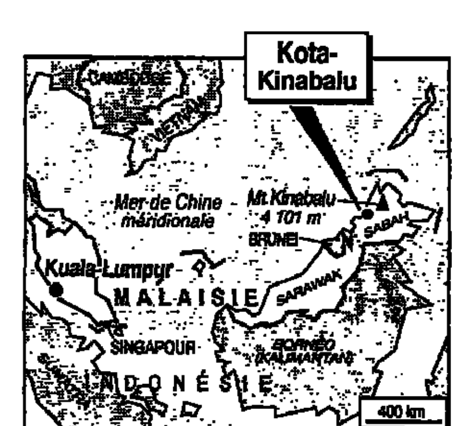
Sur les quais et les principales artères, grands magasins rutilants et petites échoppes voisinent tandis que des marchands ambulants arrêtent leur roulante à la demande du client. La mosquée, quelques pagodes chinoises, un temple sikh et plusieurs églises chrétiennes témoignent de la diversité ethnique de ce coin de terre qui ne compte pas moins d'une trentaine de peuples autochtones.

A l'orée de la ville, dans le village de Penampang, se trouve l'église Saint-Michael, le plus « ancien » édifice chrétien bâti en pierres à Sabah : il date de 1938. Un peu plus loin, dans un bosquet de bambou, un mégalithe sacré atteste la présence autrefois de Monsopiad, redoutable guerrier coupeur de têtes dont les descendants sont aujourd'hui une paisible famille paysanne catéchisée qui garde précieusement sous la poutre maîtresse de la maison ancestrale quelques crânes blanchis aux orbites vides. Ici commence le domaine des Kadazans, qui s'étend jusque sur les flancs du Kinabalu, *« le lieu des esprits des morts »* dans leur langue.

Principal groupe indigène de ce patchwork ethnique, les Kadazans représentent plus du quart de la population légale de l'État (1). Catholiques dans une Fédération où l'islam est religion d'Etat, ils se montrent particulièrement attachés à la préservation de leur quant-à-soi. Leur nationalisme a encore été renforcé par l'arrivée au pouvoir, en 1985, du parti à dominante chrétienne Bersatu Sabah (PBS) du chef du gouvernement local, Joseph Pairin Kitingen. Le vote des Chinois (17 % de l'électorat) avait fait pencher la balance en faveur de cet avocat kadazan dont le mariage avec Geneviève Lee avait scellé la bonne entente entre les deux communautés.

Violences intercommunautaires

A l'époque déjà, la constitution au Sabah d'un premier gouvernement non musulman avait été ressentie comme un camouflet par Kuala-Lumpur. L'arrivée des chrétiens au pouvoir avait ensuite entraîné des violences inter-



communautaires, les musulmans (40 % des électeurs) reprochant aux nouvelles autorités une politique anti-islamique. Les tensions s'étaient apaisées quand le PBS avait rejoint le Front national du premier ministre malaisien, Mohamad Mahathir. Les relations se sont à nouveau envenimées depuis que M. Pairin est repassé à l'opposition à la veille des élections générales de 1990. Un revirement qualifié de *« coup de poignard dans le dos »* par M. Mahathir et qu'il n'a jamais pardonné. La dispute politique n'a pas tardé à virer à la vendetta personnelle.

Pressé de reprendre en main ce lointain Etat, trop turbulent à son goût, le fougueux chef de gouvernement fédéral cherche par tous les moyens à se débarrasser de celui qui ose le défier. Il a réduit son assistance économique et n'a presque plus de contact avec M. Pairin, accusé récemment de vouloir *« suivre l'exemple* [de la sécession en 1971] *du Bangladesh »*. M. Pairin a été brièvement arrêté en janvier 1992 et un interminable procès pour corruption lui a été intenté par le pouvoir fédéral. Comme Amnesty International le rappelle dans son dernier rapport, son frère, Jeffrey Kintingan et six autres personnes soupçonnées d'avoir prôné l'indépendance du Sabah sont détenus depuis 1990 sans avoir jamais été inculpés ni jugés.

Dans sa tentative de déstabilisation du gouvernement local, M. Mahathir s'est efforcé de provoquer des défections au sein du parti de M. Pairin en créant au Sabah une section de sa propre formation, l'UMNO, qui domine la politique dans la péninsule. Mais les pressions fédérales ont jusqu'ici fait l'effet contraire, renforçant le sentiment identitaire sabahan, même parmi les musulmans. Un résident étranger estime que les persécutions contre M. Pairin lui ont donné une auréole de martyr, masquant les carences de sa gestion et son style parfois autoritaire. Plus encore, le gouvernement fédéral a subi une cuisante humiliation en avril dernier quand le PBS a formé une coalition avec son traditionnel rival musulman, l'Organisation nationale du Sabah uni (USNO). Alors que l'UMNO était justement en train d'absorber l'USNO, la moitié des députés de cette formation sont passés dans le camp de M. Pairin, qui contrôle désormais quarante-deux des quarante-huit sièges de l'Assemblée de l'Etat.

L'exacerbation des divergences porte sur le degré d'autonomie du Sabah, une meilleure répartition des revenus du pétrole et du bois, ses principales richesses, ainsi que sur le respect de ses particularités. Se plaignant de l'emprise croissante de Kuala-Lumpur, les Sabahans entendent réaffirmer leur statut spécial au sein de la Fédération.

Géographiquement et ethniquement plus proche des Philippines que de Kuala-Lumpur, le Sabah recèle nombre d'ingrédients d'une situation potentiellement explosive. En plus de tendances sécessionnistes latentes, Manille, voire les sultans de Sulu ou Brunei, et même l'Indonésie n'ont pas complètement renoncé à leurs prétentions. Autre problème, la présence de quelque sept cent mille immigrants illégaux, en grande majorité philippins, mais aussi indonésiens, tolérés en partie parce qu'ils sont musulmans, mais aussi parce que le Sabah manque de main-d'œuvre. *« Prompt à faire la leçon aux autres, Mahathir ferait bien de prendre garde à ce que le Sabah ne devienne pas un jour la Bosnie-Herzégovine de la Malaisie »*, avertit un journaliste local qui ne fait pas dans la nuance.

JEAN-CLAUDE BUHRER

(1) 1,4 million d'habitants.

AFRIQUE

NIGÉRIA

« L'offre de démission de M. Babangida n'est qu'une nouvelle ruse »

nous déclare Moshood Abiola, vainqueur présumé de l'élection présidentielle

Cherchant un soutien international contre le régime militaire nigérian, Moshood Abiola, candidat du Parti social-démocrate (SDP) et vainqueur présumé de l'élection présidentielle du 12 juin, annulée par la junte, est arrivé jeudi 19 août à Paris. Après s'être rendu à Londres et Washington, il doit poursuivre sa tournée en allant à Bonn lundi.

Le président Ibrahim Babangida *« n'a aucune intention »* de renoncer au pouvoir. Ce que *« la nation lui demande maintenant, c'est de s'en aller, non de promettre une hypothétique démission »*, nous a déclaré Moshood Abiola, après avoir eu dans la matinée des entretiens avec de hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay. *« L'offre de démission de Babangida n'est qu'une nouvelle ruse pour se maintenir au pouvoir »*, estime-t-il. Sinon *« pourquoi aurait-il ordonné l'arrestation de plus de soixante-dix personnes au cours des trois derniers jours ? Pourquoi aurait-il interdit plusieurs journaux à la veille du discours qu'il a prononcé mardi devant l'Assemblée nationale ? »*, s'interroge Moshood Abiola.

Le milliardaire nigérian est sûr d'avoir remporté les élections du 12 juin, *« avec 58,4 % des voix »*, tient-il à préciser. A Paris, il a appelé *« la France à donner l'exemple en étant le premier pays occidental à imposer des sanctions économiques strictes contre le régime de Babangida et à soutenir le peuple »* nigérian. *« La France a toujours été très présente chez nous. C'est une superpuissance en Afrique de l'Ouest et ces quatre dernières années, c'est le seul pays à avoir continué d'aider économiquement le Nigéria »*, constate M. Abiola.

L'homme d'affaires yorouba, ethnie du Sud-Ouest nigérian, fervent musulman, aimerait concrètement que *« l'argent du pétrole »* soit déposé par les acheteurs sur *« des comptes spéciaux bloqués »* et que *« les comptes personnels du général Babangida et de ses proches collaborateurs soient saisis dans les pays occidentaux »*.

Moshood Abiola a également voulu mettre en garde la communauté internationale contre le *statu quo* au Nigéria. *« Cette situation ne peut pas durer. Un Africain sur cinq, au sud du Sahara, est nigérian. Notre pays est vaste. Si nous ne réglons pas pacifiquement le passage à la démocratie, c'est toute la région qui risque d'être déstabilisée »*, prophétise-t-il.

« Le général Babangida est un dictateur. Il fait régner la terreur comme Hitler. Est-ce que l'Afrique veut d'un nouvel Hitler ? Le reste du monde va-t-il rester les bras croisés en attendant qu'il y ait un bain de sang au Nigéria, où plus de deux cents tribus cohabitent ? », se demande Moshood Abiola, qui a résolument décidé de rentrer à Lagos le 24 août, le jour de son cinquante-sixième anniversaire, trois jours avant la date du 27, à laquelle les militaires ont promis, il y a quatre ans, de remettre le pouvoir aux civils.

« Je rentre pour prendre ma place » de président de la République, a encore dit le candidat du SDP, qui estime avoir été légalement élu le 12 juin, et espère être investi dans ses fonctions dès son retour au pays où il est assuré du soutien des communautés chrétienne et musulmane, de l'appui de l'ancien président, le général Olusegun Obasanjo (qui fut le premier chef d'Etat africain à transmettre le pouvoir à un président démocratiquement élu en 1979) et d'une large majorité de la population.

Il n'est toutefois pas question pour M. Abiola d'accepter la constitution d'un gouvernement intérimaire, comme le souhaite le président Babangida. *« Ce ne pourrait être qu'un arrangement contraire à toutes les règles de la démocratie, une institution qui resterait sous la coupe de Babangida »*, a-t-il estimé.

Une analyse partagée par l'écrivain nigérian Wole Soyinka, prix Nobel de littérature, également de passage à Paris, qui considère que le général Babangida *« veut gagner du temps pour semer la confusion, diviser la classe politique et rester au pouvoir comme président à vie »*.

A Lagos, la capitale économique du pays, où la situation est de plus en plus tendue à l'approche de la date fatidique du 27 août, le Congrès national du travail (NLC, centrale syndicale unique) a appelé jeudi tous ses adhérents à participer à une nouvelle campagne de *« désobéissance civile »* si les militaires ne quittaient pas le pouvoir au moment voulu. Les sénateurs, de leur côté, ont adopté, dans la nuit de jeudi à vendredi à Abuja, une résolution par laquelle ils demandent au chef de l'Etat de transmettre tous ses pouvoirs au président du Sénat, Iyorchia Ayu, le 27 août.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

TOGO : à cinq jours du scrutin

L'opposition suspend sa participation à l'élection présidentielle

Le Collectif de l'opposition démocratique togolaise (COD-2) a décidé vendredi 20 août de *« suspendre à compter de samedi sa participation »* à l'élection présidentielle, prévue pour le 25 août, estimant que les préparatifs techniques du scrutin n'étaient pas assez avancés pour que celui-ci puisse être organisé à cette date. Dans une lettre adressée au Comité international de suivi de l'élection (composé de diplomates français, burkinabé, allemand et américain), le COD-2 a implicitement conditionné sa participation à un report du scrutin et à une *« recomposition »* de la Cour suprême.

Le candidat du COD-2, Edem Kodjo, est apparu pendant la campagne comme le seul des quatre concurrents capable de disputer la victoire au chef de l'État sortant, le général Gnassingbé Eyadéma. Dans la lettre, signée par son président, Léopold Gnininvi, le COD-2 se déclare *« au regret de constater »* que le délai de quatre jours d'ici au scrutin ne lui *« paraît pas suffisant pour mener à bien toutes les tâches restant à accomplir »*.

Le COD-2 accuse également la Cour suprême, qui devra valider officiellement les résultats de l'élection, de *« partialité »*. Celle-ci a rejeté la candidature de M. Gilchrist Olympio, un des trois prétendants déclarés de l'opposition. Le COD-2 regroupe une dizaine de partis d'opposition au chef de l'État.

Outre MM. Eyadéma et Kodjo, la liste officielle des candidatures à l'élection comprend Yao Agboyibo (opposition), Ifé Adani et Jacques Amouzou (indépendants). Sans renoncer à faire campagne, M. Agboyibo s'est abstenu de toute apparition publique pour protester contre le rejet de la candidature de M. Olympio par la Cour suprême et contre les *« insuffisances dans l'affichage des listes électorales et la distribution des cartes d'électeur »*. – *(AFP.)*

□ **CONGO : recours en annulation d'une partie des élections législatives.** – Près de la moitié des sièges attribués au premier tour des élections législatives au Congo, le 2 mai, font l'objet d'un recours en annulation. Mais le collège international de magistrats chargé de les examiner n'a pas encore été formé, aussi la vie politique et administrative du pays risque-t-elle d'être paralysée pendant encore de nombreuses semaines. – *(AFP.)*

□ **TCHAD : levée du couvre-feu à N'Djamena.** – Le gouvernement tchadien a levé, vendredi 20 août, le couvre-feu imposé douze jours auparavant, après des violences ethniques qui avaient fait au moins 41 morts à N'Djamena. Un porte-parole du gouvernement a déclaré que la sécurité avait été rétablie et que les autorités n'hésiteraient pas à prendre de nouveau des mesures similaires en cas de nécessité. Selon des témoins, des membres de la garde du président Idriss Deby avaient ouvert le feu sans sommation le 8 août sur des habitants de N'Djamena qui protestaient contre la mort de 82 civils tués quatre jours auparavant dans la région d'Abéché, dans l'est du pays. – *(Reuter.)*

Les débats dans les revues de philosophie politique

La redécouverte de la démocratie

LE BANQUET
n° 2, 1er semestre 1993, 95 F, Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique (CERAP), 289, rue Lecourbe, 75015 Paris.
RUE DESCARTES
n° 3, janvier 1992, 120 F, Albin Michel.
LA PENSÉE POLITIQUE
n° 1, mai 1993, 150 F, Hautes Etudes-Seuil-Gallimard.
PHILOSOPHIE POLITIQUE
nos 1, 2 et 3, 285 F (pour les 2 numéros de 1993), PUF.
LES TEMPS MODERNES
n° 564, juillet 1993, 56 F, Gallimard.
SCIENCE(S) POLITIQUE(S)
nos 2-3, mai 1993, Kimé (2, impasse des Peintres, 75002 Paris), 160 F.

Le renouveau du débat intellectuel en France s'organise depuis quelques années autour de l'apparition de revues, dont la lecture permet de comprendre les grands axes actuels de la réflexion politique. La caractéristique commune à des revues récentes comme *la Pensée politique* (Hautes Etudes-Gallimard-Le Seuil), *le Banquet* (CERAP), *Philosophie politique* (PUF) ou encore *Science (s) politique (s)* (Kimé) est qu'elles assignent au retour des intellectuels dans le débat public un lieu précis : la démocratie. En effet, le point de départ de leur réflexion est un même constat : le régime démocratique semble être désormais le modèle politique incontesté, à la suite du recul du marxisme.

Ainsi les directeurs de *la Pensée politique* (Marcel Gauchet, Pierre Manent et Pierre Rosanvallon) se déclarent-ils membres d'une génération *«arrivée à la maturité intellectuelle après le grand désenchantement idéologique et la redécouverte de la démocratie comme motif d'action et de pensée»*; de même, les animateurs du *Banquet* (Nicolas Tenzer et François Ivernel) excluent des débats de leur revue *«les formes pathogènes de la vie politique que sont, dans un genre différent, le Front national et un Parti communiste non sorti de la glaciation»*, pour se consacrer à une *«recomposition à partir de positions «raisonnables»»*; la revue *Philosophie politique* donne également comme exemples des questions les plus débattues aujourd'hui *«la république et la démocratie, l'Europe, le droit, la justice, la loi...»*

Cette réflexion doit aider les citoyens des démocraties à comprendre que le consensus sur leur régime n'empêche pas les divergences idéologiques : les anciens clivages réapparaissent, opposant les tenants d'une démocratie libérale, dont le fondement serait économique, et les partisans d'une démocratie républicaine, dont le fondement serait politique.

On peut formuler cet antagonisme autrement : la démocratie doit-elle être avant tout la gestion politique adaptée à l'économie de marché (et donc privilégier le développement des libertés individuelles), ou doit-elle se conformer au primat républicain de l'égalité? Jean-François Kervegan résume bien ce débat, lorsqu'il écrit, dans le numéro 3 de la revue *Rue Descartes*, que *«la démocratie représente, dans la configuration politique contemporaine, une tendance à l'égalité qui, fondamentalement, s'oppose à la tendance à la liberté que le libéralisme incarne.»* Kervegan, à partir des débats anglo-saxons qui opposent le libéralisme social-républicain du philosophe américain Rawls à l'ultralibéralisme de Hayek, tente *«d'éprouver la consistance de la philosophie du libéralisme»*.

En effet, un des rôles primordiaux de la philosophie politique semble être désormais, une fois le succès politique du libéralisme reconnu comme incontestable, de tenter de le fonder en raison. Si dans les faits la démocratie libérale semble avoir prouvé sa supériorité (en tout cas dans le monde occidental), est-il pour autant légitime d'en faire un modèle universellement valide? La conclusion de Kervegan est que les deux modèles libéraux de Rawls et de Hayek pèchent également, malgré leurs différences, par abstraction : le tort du libéralisme, selon lui, est de faire du politique (de l'Etat) *«une réalité dérivée»* de la logique du marché.

Une telle critique du libéralisme définit une ligne de partage entre l'économique et le politique à laquelle les revues ont du mal à échapper, même lorsqu'elles prétendent, comme c'est le cas pour le *Banquet*, proposer *«une réelle alternance»*. Car lorsque celle-ci consiste à *«restaurer l'éducation comme tâche émancipatrice»*, à *«affirmer un nouveau volontarisme»* de l'Etat en matière d'immigration et de politique sociale pour faire de la France *«un pays exemplaire»*, on ne voit pas très bien ce qui distingue cette *«nouvelle donne politique»* de la démarche républicaine incarnée par exemple, à gauche, par Jean-Pierre Chevènement.

La plupart des revues soulignent en outre la double contrainte qui s'exerce contre les démocraties contemporaines : contrainte interne et contrainte extérieure. Deux articles de *La pensée politique* soulèvent le premier problème : comment une démocratie libérale, par définition pluraliste, peut-elle se protéger contre les ennemis qui s'attaquent, de l'intérieur, à ses principes? La stricte solution libérale, proposée par Patrice Rolland dans son article *«La démocratie et ses ennemis»*, s'en tient à un compromis probablement insuffisant : *«Il n'existe qu'un moyen de lutter contre ce risque mortel, c'est de prendre à son tour la parole et de tenter de convaincre chaque citoyen d'aimer activement la démocratie et ainsi de la protéger efficacement. Au risque de n'être pas entendu.»*

L'insuffisance de cette position n'est pas seulement conjoncturelle (peut-on prendre indéfiniment le risque de n'être pas entendu des électeurs du Front national?), mais tient à une raison de fond, que souligne Estelle Drique dans son article «Gouverner le pluralisme» : la démocratie ne peut se passer d'une norme du bien commun, qui seule permette de définir le respect dû à ses principes fondamentaux.

C'est cette nécessité d'une norme commune qui pousse des philosophes comme Quentin Skinner (dans le numéro 3 de *Rue Descartes* – Albin Michel) ou Dick Howard (dans le numéro des *Temps modernes* de juillet 1993 – Gallimard) à revenir à l'idéal républicain qui, selon Quentin Skinner, *«nous apprend comment édifier une vraie démocratie, celle dans laquelle le gouvernement est pour le peuple comme le résultat de ce que le peuple en a fait»*. Mais les débats philosophiques nous apprennent également que la possibilité pour la démocratie de se définir des ennemis doit s'accompagner d'une tradition d'accueil et d'assimilation des étrangers : le dernier numéro de *Philosophie politique*, consacré à l'Etranger, nous rappelle ainsi par la voix de Dominique Schnapper que *«les formes de xénophobie, que l'on a toujours observées dans les démocraties, (...), ne doivent pas masquer le fait que la nation démocratique reste, dans son principe sinon dans ses formes historiques concrètes, la forme politique la plus favorable à l'inclusion des* outgroups.»

D'autre part la *forme* démocratique moderne ne saurait éviter – c'est la contrainte externe – de comporter une dimension internationale.

En mettant dès son premier numéro l'Europe au cœur de ses interrogations, la revue *Philosophie politique* (dirigée par Blandine Barret-Kriegel) inaugure un mode intéressant de dialogue entre philosophes et hommes politiques, sous la forme d'un questionnaire adressé à des personnalités, qui doit leur permettre de définir leur *«idée de l'Europe»*. Ainsi s'amorce un passage entre les exigences théoriques les plus abstraites et l'espace concret de la décision et du pouvoir politiques . Reste à espérer que le citoyen sera le médiateur véritable entre philosophes et gouvernants.

HÉLÈNE FRAPPAT

Vigilance ou confusion ?

Après la publication dans *le Monde* du 13 juillet d'un «Appel à une Europe de la vigilance» contre l'extrême-droite et d'un article de Roger-Pol Droit intitué «La confusion des idées», Jacques Julliard dénonce, dans *le Nouvel Observateur* du 19 août, *«la campagne menée par* Le Monde *contre Pierre-André Taguieff»*, estimant qu'il s'agit d'*«une honte»*.

L'article que nous avons consacré à la *«confusion des idées»* contenait des remarques sur l'ambiguïté de certaines critiques de l'antiracisme chez Pierre-André Taguieff et, plus encore, chez Paul Yonnet. Elles ne constituaient qu'un point de l'argumentation, qui mentionnait principalement le brouillage des pistes opéré par Alain de Benoist, auteur toujours lié aux réseaux éditoriaux et politiques de l'extrême droite européenne et en même temps directeur, depuis 1988, d'une revue – *Krisis* – où se sont retrouvées bon nombre de signatures de gauche. *Le Monde* a publié, le 27 juillet, une longue réponse de Pierre-André Taguieff, dont les analyses ont par ailleurs été plusieurs fois exposées dans nos colonnes. Il n'y a donc pas, à nos yeux, d'«affaire» Taguieff, comme voudrait le faire croire Jacques Julliard. Le vrai débat est ailleurs.

Le Monde a en effet publié le 13 juillet le texte de l'«Appel à une Europe de la vigilance» lancé par quarante intellectuels, parmi lesquels trois Prix Nobel et treize membres du Collège de France (1). Les signataires de cet appel, qui sont aujourd'hui plusieurs centaines, refusent de participer à des revues, des livres, des colloques, des émissions de radio, etc., dirigés ou organisés par des personnes ayant des liens attestés avec l'extrême droite. Il s'agit donc de savoir si la vigilance – cette vieille vertu républicaine – a encore un sens, ou bien n'en a plus. Les personnalités qui ont rejoint cet appel pensent qu'une nouvelle vigilance est exigée par la situation européenne et la recomposition politique qui s'ébauche de l'est à l'ouest du Vieux Continent.

Dans le *Nouvel Observateur* du 12 août, Michel de Pracontal considérait cette vigilance comme *«une ligne Maginot des idées»* ; à l'opposé, Norbert Bensaïd et K. S. Karol, signataires de l'appel, et membres de la rédaction de l'hebdomadaire se disaient dans la même page préoccupés par «une inquiétante évolution des idées.»

Jacques Julliard précise n'avoir pas écrit pour la revue *Krisis* d'Alain de Benoist, mais autorisé la reprise d'un de ses articles du *Nouvel Observateur*. «*Mais,* continue Jacques Julliard, *devant le zèle purificateur de certains, je vais finir par regretter mon abstention.»*

Le Monde a précisé notamment, les 27 et 31 juillet, qu'Alain de Benoist dirige une collection chez l'éditeur allemand négationniste Wigbert Grabert, où publient plusieurs anciens nazis. Question en apparence microscopique : sachant cela, acceptez-vous que votre signature figure au sommaire d'une revue dirigée, en même temps, par le même homme? Certains disent non, par principe. D'autres disent oui.

Il y a là une frontière, morale et politique. Les raisons sur lesquelles s'appuient ces deux attitudes antagonistes seront très probablement au cœur des débats politiques dans les années qui viennent. La *«honte»* aurait été de n'avoir pas le courage de le dire, et de prendre position.

ROGER-POL DROIT

(1) *Comité «Appel à la vigilance»*, 54, bd Raspail 75006 Paris.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Après la découverte de fausses factures il y a quelques mois

Une affaire de détournement à l'hôtel de police de Grenoble est révélée par un syndicat de gardiens de la paix

Le Syndicat national des policiers en tenue (SNPT, membre de la FASP, majoritaire), qui avait révélé il y a moins d'un an l'existence de fausses factures à l'hôtel de police de Grenoble (*le Monde* du 10 novembre 1992), dénonce aujourd'hui des irrégularités dans les comptes du Centre de loisirs jeunes, un organisme s'occupant localement de la prévention.

GRENOBLE

correspondance

«Le 12 octobre n'aurait-il servi à rien?» Après avoir accusé, dans un tract diffusé à l'automne, des membres de la hiérarchie de l'hôtel de police de Grenoble de s'être enrichis personnellement dans l'exercice de leurs fonctions, le responsable local du SNPT, André Gueguen, relance la polémique. Il dénonce aujourd'hui des irrégularités dans les comptes du Centre de loisirs jeunes (CLJ) local. Sur la base d'un rapport transmis par l'actuel directeur du centre, *«à toutes fins utiles»*, au chef du service départemental des polices urbaines de l'Isère, M. Gueguen cite une facture de réparation d'un canoë-kayak que l'association n'a jamais possédé, ainsi que le rachat d'un Zodiac au directeur de l'association *«à un prix surévalué»*, selon le syndicaliste.

Une révision du bateau effectuée en mai dernier aurait en effet mis au jour *«un manque d'entretien évident»* et une usure justifiant une mise à prix *«de 12 000 à 15 000 francs»*, alors qu'il avait été racheté 35 000 francs. Cette somme aurait été prise *«sur des fonds destinés aux frais de gestion des contrats emploi-solidarité* (CES) *de l'association»*, toujours selon M. Gueguen. Le rapport fait aussi état de matériel manquant (sac d'alpiniste, matériel de plongée, etc). Le directeur départemental, Pierre Berlan, a indiqué qu'il faisait actuellement procéder à des *«vérifications»*. *«En ce qui concerne le bateau, les avis sont pour l'instant contraires. J'attends la suite de l'enquête et déciderai à la rentrée de septembre s'il y a ou non lieu de saisir le procureur de la République»*. Reste le geste. *«Vendre son bateau à l'association que l'on dirige manque d'élégance. Je le désapprouve»*, a-t-il déclaré.

Ces développements interviennent dans un climat déjà marqué par la révélation, l'an dernier, de factures surévaluées ou correspondant à des travaux d'aménagement ou d'entretien, payés mais jamais réalisés. Selon les estimations du SNPT, l'ensemble correspondrait à une somme dépassant largement 100 000 francs. Instruit par Jacques Hamy, juge d'instruction à Lyon, ce précédent dossier a entraîné la mise en examen pour «faux et usage de faux» du commissaire chargé de la logistique et des travaux, suspendu par ailleurs de ses fonctions à titre conservatoire. Le sous-brigadier chargé de parapher les factures, qui avait alerté le SNPT après avoir entendu ses collègues se plaindre de l'odeur désagréable régnant dans les salles de garde à vue alors que des travaux étaient censés y avoir été exécutés, a lui-même été convoqué le 1er septembre pour être mis en examen pour «faux et usage de faux».

«Il est scandaleux que la personne grâce à qui la vérité a été connue soit mise en cause», reproche M. Gueguen, rappelant que plusieurs disparitions d'argent à l'hôtel de police de Grenoble n'ont *«jamais été élucidées»*. Des gratifications nominatives, mandatées en 1990 à la direction départementale de l'Isère, ne sont ainsi jamais parvenues à leurs destinataires, tandis que 41 000 francs provenant d'une saisie ont disparu au début de l'été 1991 du coffre-fort de la direction départementale des polices urbaines de l'Isère, *«sans que jamais on n'identifie les coupables»*, relève-t-il.

L'enquête diligentée à l'époque par l'inspection générale de la police nationale (IGPN) avait estimé *«vraisemblable que* [le vol ait été commis] *par un ou plusieurs fonctionnaires de l'hôtel de police de Grenoble»*. Elle devait mettre en évidence des *«dysfonctionnements au sein de la police urbaine de Grenoble»*, notamment dans l'usage du coffre-fort dont l'inventaire n'avait jamais été établi, alors qu'il était *«ponctuellement utilisé par certains fonctionnaires de la sûreté qui y déposaient des valeurs appréhendées dans le cadre d'affaires judiciaires»*. Quatre blâmes devaient d'ailleurs être proposés dans cette affaire, dont l'un à l'encontre du directeur départemental de polices urbaines de l'Isère de l'époque, Michel Roland.

NICOLE CABRET

Citoyens sous haute surveillance

Suite de la première page

A chaque appel opéré par un abonné exhibant son «sans-fil» sur la voie publique correspond l'enregistrement d'une série impressionnante d'informations : son identité et son adresse, l'heure exacte et la durée de l'appel, le numéro de la ligne appelée ainsi que... la localisation de la borne répercutant les appels vers le central téléphonique (2 000 bornes ont été installées dans Paris, soit au minimum une tous les 400 mètres). En d'autres termes, France Télécom peut savoir, à quelques dizaines de mètres près, de quel endroit précis a été passée une communication. Hormis l'exception judiciaire, ces informations sont heureusement couvertes par le secret des correspondances.

Janus, encore, avec les radiotéléphones, qui sont utilisés à ce jour par près de 500 000 abonnés dans l'Hexagone. Ces téléphones cellulaires de voiture ont l'inconvénient de pouvoir être localisés au cours des déplacements, puisque l'appareil branché afin de recevoir des appels émet forcément un signal en direction du système de transmission. Le réseau Numéris de France Télécom permet aussi le meilleur – conjuguant le fax au téléphone et aux transmissions de données – et le pire, avec la possibilité d'identifier une ligne téléphonique appelante grâce à l'affichage du numéro correspondant sur l'appareil de l'abonné au réseau numérique. Aussi la Commission nationale informatique et libertés (CNIL), soucieuse de garantir un droit au secret de la ligne appelante, s'est-elle opposée à ce que Numéris autorise une identification systématique.

Vide juridique

Comme ce fut le cas pour Jacques Mellick, député du Pas-de-Calais, les télépéages mis en œuvre sur la plupart des autoroutes françaises conservent en mémoire les listes informatiques recensant précisément les passages effectués par les abonnés. Au chapitre de l'automobile, c'est pourtant l'explosion des vols de voitures qui paraît devoir assurer un avenir radieux aux systèmes informatiques de détection des véhicules. Depuis l'an passé, la société Volback développe ainsi son système en France : un marqueur électronique, dissimulé à bord du véhicule protégé, se déclenche à chaque fois que la voiture passe à proximité de l'une des mille trois cents antennes de détection disséminées sur le réseau routier.

D'où une mine de renseignements permettant de localiser, d'une antenne à l'autre, les véhicules protégés par Volback (la société table sur plus de 120 000 abonnés d'ici à la fin de l'année). Chaque passage d'une voiture, qu'elle soit ou non volée, est en effet enregistré par les ordinateurs. Seul le repérage d'une voiture déclarée volée par son propriétaire conduit toutefois, assure-t-on à Volback, à avertir aussitôt les services de police ou de gendarmerie compétents. Reste à savoir si le ministère de l'intérieur, qui a déjà manifesté son intérêt pour prendre en charge un tel système, pourra résister à la tentation de suivre à la trace les déplacements d'une voiture dont le propriétaire l'intéresserait particulièrement.

Le consensus sur la sécurité conduit aussi à la floraison de la vidéosurveillance, des grandes surfaces aux banques, des transports en commun aux centres urbains. Les années 80 auront acclimaté les caméras placées dans des boutiques signalées par la pancarte *«Magasin sous surveillance vidéo»*. La décennie 90 risque de voir se multiplier les caméras en circuit fermé installées sur la voie publique, avec une possibilité de stockage sur support informatique dans les cas des systèmes à numérisation des données. La SNCF a déjà présenté à la CNIL un projet de système de vidéosurveillance, expérimenté sur les quais de gare de la région Paris-Saint-Lazare. Du côté des municipalités, Levallois-Perret et Avignon essuient les plâtres, sous les regards envieux de nombreux maires. Soulignant le vide juridique existant en la matière, la CNIL a recommandé aux municipalités de ne pas visualiser l'entrée des immeubles privés et l'intérieur des appartements.

Dans l'intimité des foyers, la télévision à la carte – l'abonné achète le droit de regarder une émission donnée – risque enfin de sonner le glas de l'anonymat du téléspectateur et de ses choix. Il sera alors possible de connaître les préférences et les habitudes de chaque abonné. TF 1 a, d'ores et déjà, annoncé sa volonté de développer, au cours des prochaines années, ce type de paiements à la consommation, qui est expérimenté à Saint-Germain-en-Laye.

Le dernier exemple de transparence informatique concernera, à tout seigneur tout honneur, la carte bancaire. Au retour des vacances, chacun redécouvrira son pouvoir formidable. Grâce au document récapitulatif adressé par sa banque, chacun aura l'occasion de revivre, ville par ville, jour après jour, l'ensemble des retraits d'argent, des détours par des restaurants et des dépenses chez des commerçants qui auront jalonné sa route.

ERICH INCIYAN

Vacances de guerre

Des enfants et leurs mères, réfugiés bosniaques, tentent d'oublier pour trois semaines, dans un village d'Auvergne, le drame de leur pays

ÉCHANDELYS (PUY-DE-DÔME)

de notre envoyée spéciale

Les enfants sont partis se baigner, construire des cabanes ou se gaver de mûres. Le soleil tape fort sur Échandelys (Puy-de-Dôme). On a sorti une table, quelques chaises et un grand parasol, devant la vieille bâtisse prêtée par les petites sœurs de Saint-Vincent-de-Paul.

Christian, le cuisinier, a concocté un café fouetté «à la turque». Sur la terrasse improvisée, elles le boivent brûlant, très sucré et avec du lait, une fois le marc retombé. En fumant des cigarettes blondes à la chaîne, ces neuf femmes bosniaques réfugiées du camp de Zaprude, près de Zagreb (nord-est de la Croatie), contemplent le paysage de semi-montagne, typique aussi bien de l'Auvergne que de la Bosnie.

Des hommes les ont servies au réfectoire ce midi. Elles en rient encore. Elles sont belles, joliment vêtues, les cheveux courts et les paupières maquillées. Elles s'appellent Hata, Refika ou Yaminska. Elles sont en vacances.

Venues passer le mois d'août avec leurs enfants dans les monts du Livradois-Forez, ces mères ne devaient pas, à l'origine, faire partie du voyage «Copains du monde» organisé par le Secours populaire français (1). Mais elles ont refusé de laisser leurs enfants partir sans elles, par crainte qu'ils ne retrouvent pas leur place au camp à leur retour ou qu'elles-mêmes aient été déportées entre-temps. Les garçons de plus de quinze ans n'ont pas été autorisés à sortir.

Quelques jours de bon temps offerts à des victimes de la guerre, qui repartiront vers leur enfer, dès la parenthèse de vie normale achevée, n'est-ce pas une façon commode de se donner bonne conscience? Djemila réfute le raisonnement avec un large sourire : *«C'est toujours trois semaines de gagné, vous comprenez?»*

Le cadre champêtre est là, mais la discussion n'a rien de léger. Doucement, car les plus petits jouent à la marelle à côté et s'arrêtent fréquemment pour épier la conversation, chacune raconte aux autres sa guerre.

Sadena a vingt-cinq ans. Elle semble en avoir quinze de plus. La plus jeune de ses cinq enfants se nomme Medina. De ses petits poings têtus, la minuscule fillette agrippe toutes les mains qui passent, pour qu'elles dansent et qu'elles jouent avec elle. Une force et une rage de vivre inaccoutumées émanent de cet enfant de quatre ans. Enfant de la guerre.

Portraits de femmes

Elle souffre d'un fort strabisme. Sadena n'a pu lui trouver de lunettes à Zagreb, où elle s'est réfugiée après que son village de Bosnie, Kozarac, a été détruit par des combattants serbes. *«Quand ils ont vu qu'elle portait un nom musulman,* explique-t-elle, *les médecins de l'hôpital ont refusé de la soigner. Là-bas, votre prénom trace votre avenir.»*

De grands yeux verts, les cheveux cuivre, les traits généreux à la Sophia Loren, Djemila tient très vite à préciser qu'elle était une intellectuelle avant-guerre. Dans un anglais enrichi de sonorités slaves, elle évoque son passé de professeur d'histoire de l'art à Sarajevo. Son mari était journaliste. Il est au front. La télévision croate ne veut plus de ses images, il les vend à l'Allemagne. Aujourd'hui, raconte-t-elle, elle ne peut même plus exposer parce qu'elle n'a pas la carte d'identité croate, réservée à ceux qui vivent en Croatie depuis au moins cinq ans.

Aussi, confie-t-elle, *«la vie n'a pas vraiment de sens. On mange, on boit, on dort»*. Se définissant plutôt comme *«une musulmane historique et laïque»*, elle considère que chez les Bosniaques de Croatie, *«l'amertume a atteint son comble»* et elle note *«la montée de la religion, la seule chose,* dit-elle, *qui puisse adoucir leur peine»*. Une anecdote résume l' *«absurde situation»* qui est la sienne. Interrogée par ses filles, Djemila tente de leur expliquer les raisons nationalistes du conflit. Nada n'y comprend rien du haut de ses sept ans. *«Et mon chien,* demande-t-elle à sa mère, *est-il serbe, croate ou bosniaque?»*

Née en 1935, Gordana est la doyenne de ces femmes. En dépit de problèmes cardiaques, elle a insisté pour être du voyage. Elle voulait retrouver son fils, réfugié politique en France. Ancien prisonnier du camp de Prijedor, il vit depuis un an au foyer Sonacotra de Saint-Etienne, avec sa femme et son bébé de dix-huit mois. Le jour même de son arrivée en Auvergne, il est venu voir sa mère les bras chargés de vivres. Rester en France? L'idée semble saugrenue à Gordana. *«Mon mari et mes filles sont restés là-bas...»*

FLORENCE DUTHEIL

(1) Fédération du Puy-de-Dôme du Secours populaire, Opération *«Copains du monde»*. Tél. : (16) 73-91-90-69. CCP 150477 U, Clermont-Ferrand.

REPÈRES

FAIT DIVERS

Un gendarme tué en Haute-Savoie au cours d'une interpellation

L'adjudant-chef Jean-Claude Liard, âgé de quarante-neuf ans, marié, père d'un enfant, et commandant de la brigade de gendarmerie de Faverges, en Haute-Savoie, a été tué, vendredi 20 août, alors qu'il tentait d'interpeller un escroc présumé. Eddy Rota, trente-cinq ans, et son amie Nathalie Corront, vingt-deux ans, étaient recherchés depuis plusieurs jours pour complicité dans une attaque à main armée, le 14 août, contre un bureau de tabac de Grenoble, et pour un vol de bijoux dans un hôtel de Chamonix. Les gendarmes de Faverges avaient été alertés vendredi à la mi-journée par le propriétaire de l'hôtel de Florimont à Saint-Ferréol (Haute-Savoie). Le couple tentait de régler sa note de restaurant avec un chéquier volé. La jeune femme était aussitôt appréhendée, son compagnon prenait la fuite avant de s'emparer du fusil mitrailleur de l'adjudant-chef et de faire feu. Le fils de l'hôtelier est parvenu à blesser le fuyard à l'aide de sa carabine à pompe. Mortellement blessé à la poitrine et au cou, l'adjudant-chef Liard est décédé deux heures plus tard. Le plan Vautour était déclenché samedi sur la région d'Annecy pour retrouver Eddy Rota.

INCENDIES DE FORÊTS

Plus de 1 500 hectares détruits par le feu en Corse en 48 heures

Depuis jeudi 19 août, mille cinq cents hectares ont été détruits par le feu en Corse. Les services de secours ont eu à lutter contre deux principaux foyers. Le premier a pu être maîtrisé dans le secteur d'Urtaca, en Balagne (Haute-Corse). Près de neuf cents hectares, essentiellement du maquis, mais aussi des oliviers centenaires, des chênes-lièges et de la broussaille, ont été parcourus par les flammes. Un lotissement a dû être évacué à Novella. Le second incendie a touché près de trois cents hectares de résineux et de gros maquis à Bocognano, une commune située à une trentaine de kilomètres d'Ajaccio, à l'intérieur des terres. Les quatre Canadair des pompiers ne pouvant opérer dans cette zone très escarpée, il a fallu recourir à des bombardiers d'eau. Des troupes de soldats du feu ont été héliportées dans les endroits inaccessibles par la route. Trois trackers, deux Trush Commander et un Hercules C-130 ont été mobilisés. A Soveria (Haute-Corse), un incendie a commencé vendredi 20 août, toujours très violent, samedi matin.

Pendant ces deux jours, de nombreuses mises à feu se sont produites à quelques secondes d'intervalle, qui pourraient être d'origine criminelle. Le préfet de Haute-Corse a déposé une plainte contre X...

LOGEMENT

Soixante-dix personnes expulsées d'un squat à Paris

Soixante-dix personnes, pour la plupart d'origine malienne ou sénégalaise, dont onze femmes et trente enfants, qui occupaient un immeuble situé 35, rue des Partants, dans le vingtième arrondissement de Paris, ont été expulsées, vendredi 20 août vers 6 heures, par les forces de l'ordre. Onze des habitants évacués, qui seraient en situation irrégulière, ont été conduits dans les locaux de la préfecture de police pour des vérifications. Les associations de riverains du quartier estiment que *«l'une des personnes expulsées au moins était en réalité un locataire en titre de la Société d'économie mixte d'équipement et d'aménagement du quinzième arrondissement (SEMEA-XV)»*, propriétaire du bâtiment et maître d'ouvrage du projet de réaménagement de la ZAC des Amandiers, dans le vingtième arrondissement. Le 20 septembre prochain, le tribunal de grande instance de Paris jugera en référé trente-sept dossiers d'habitants de la ZAC des Amandiers qui font l'objet de procédures de demandes d'expulsion de la part de la SEMEA-XV. Selon Me Brigitte Plaza, avocat de l'association d'entraide et de défense de la ZAC des Amandiers (ADEFZA), il s'agit pourtant *«d'anciens locataires en titre, ayant donc droit au relogement»*.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6110

HORIZONTALEMENT

I. Passe à l'étude la majeure partie de son temps. Ils souffrent d'un mal que la saignée ne peut qu'empirer. Assurance contre le vol. – II. Ignorent ce qu'ils vont «gagner». Il faut le faire pour repasser. Conviendraient fort bien à la parure d'une rosière. – III. Résiste à de lourdes charges. Précieux auxiliaire. Eau potable. – IV. Accomplissent parfois à l'œil des travaux délicats. – V. Sont remplies par un garçon qui sert. Symbole. – VI. Des gens s'acharnent contre lui avant de prendre sa défense. Coule à l'étranger. – VII. Quartier de Manille. Résolue. Il en est question dans «les Trois Mousquetaires». – VIII. Entrave. Préposition. Implique un passé brillant. Asile de nuit. – IX. Travailles en musique. Il s'évada, vola et fut condamné à mort. Est à louer. – X. Abréviation. Signe de noblesse. N'est pas à louer. – XI. Préposition. La bourrée leur convient. – XII. Fut appelé à s'élever nettement au-dessus des hommes. Préfixe. C'est du tout cuit! – XIII. Noircissent avec le temps. Long ruban. Note. – XIV. Assez salées. Conjonction. Jeu pour Caroline ou Virginie. – XV. Appartiennent à une famille cultivée. Apporte la confirmation à ceux qui ont reçu des ordres.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I					■							■			
II							■					■			
III				■					■						■
IV		■												■	
V												■	■		
VI		■									■				
VII			■					■							
VIII					■			■				■			
IX						■						■			
X				■				■		■					
XI			■									■		■	
XII		■					■				■				
XIII	■								■				■		
XIV							■			■					
XV				■											

VERTICALEMENT

1. Résultats plus qu'encourageants. Quelque chose de suave. – 2. Pouvait être allumée avec un soufflet. Ils sont sonnés quand vient le moment de «servir». Accueille des moines, des pèlerins et des anges. – 3. Parole de dieux. Emporté ou retenu. Courant d'air. – 4. Orientation. Etait toujours plein. Ouvrage à emporter. – 5. Peuvent rester longtemps dans les chaînes. On lui doit de jolis traits. – 6. Prise. N'est jamais grosse quand elle est noire. – 7. Est blanc, dur et cassant. – 8. Commune. Vole de ses propres ailes. – 9. Participe. Produisent de gros volumes. Ne manque pas de bras. – 10. Epluche tout ce qu'il accommode. Changes souvent d'air au cours de ses voyages. – 11. Liquides pour les savonniers. Choses très minces. Sigle. – 12. Indique un mode de pliage. Symbole. Il s'y entend pour nous rouler. – 13. Annonce une fin. Ne pas se contenter de passer l'éponge. Préfixe. – 14. Bienheureux. Cité. Grande nappe. – 15. Varient d'un pays à l'autre. Un métier qui rapporte.

Solution du problème n° 6109

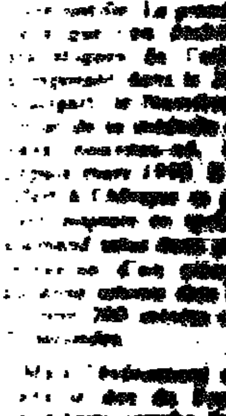
Horizontalement

I. Robinets. – II. Obus. Moto. – III. Ut. Bipied. – IV. Buraliste. – V. LSD. Trohs (short). – VI. As. Ino. – VII. Ra. Coq. St. – VIII. Dora. Ci. – IX. Relue. Or. – X. Etape. SPA. – XI. Réservées.

Verticalement

1. Roublard. Er. – 2. Obtus. Aorte. – 3. Bu. RDA. Réas. – 4. Isba. Scalpe. – 5. Ilt (lit). UER. – 6. Empirique. – 7. Toison. Se. – 8. Stéthoscope. – 9. Odes. Tiras.

GUY BROUTY



LES CHAMPIONNATS DU MONDE D'ATHLETISME

Doublés

Victime d'une chute lors de la finale du 100 m haies des Jeux de Barcelone, l'Américaine Gail Devers, déjà médaille d'or sur 100 m, n'avait pu réaliser un doublé que personne avant elle n'avait osé. A Stuttgart, elle a heurté la cinquième haie, mais elle est parvenue à garder son équilibre et à finir la course en tête. La protégée de l'entraîneur californien Bob Kersee a donc réussi en Allemagne le pari qu'elle avait perdu en Espagne.

Cette victoire, à laquelle se sont ajoutées, vendredi 20 août, celles de Mike Powell à la longueur et de Dan O'Brien au décathlon, assure une confortable avance à l'équipe des Etats-Unis au bilan des médailles avec dix premières places, deux jours avant la fin des compétitions. L'équipe de Grande-Bretagne, qui arrive en deuxième position dans ce bilan, était, pour sa part, créditée des deux seuls records du monde améliorés au cours des six premiers jours de championnats. Après Sally Gunnel sur 400 m haies, le Gallois Colin Jackson est devenu l'homme le plus rapide de tous les temps sur 110 m haies.

Au moment où ces performances étaient réalisées, la Fédération internationale d'athlétisme révélait un premier cas de dopage au cours de ces championnats du monde : l'Uzbek Dimitri Polyunin, qui avait été classé troisième du lancer du javelot, a été convaincu, après analyse et contre-analyse de ses urines, d'avoir utilisé un stéroïde anabolisant interdit, le stanolozol. Il a été disqualifié, la médaille de bronze revenant ainsi au Britannique Mick Hill, qui avait été l'auteur d'un jet à 82,96 m.

de nos envoyés spéciaux à Stuttgart
ALAIN GIRAUDO et JÉRÔME FENOGLIO

Les résultats du 20 août

Dames

100 m haies (rm 12 s 21) : 1. G. Devers (E.-U.), 12 s 46; 2. M. Azyabina (Rus.), 12 s 60; 3. L. Tolbert (E.-U.), 12 s 67; ... 8. C. Cinelu (Fra.), 12 s 95.

800 m fauteuil roulant : 1. L. Sauvage (Aut.) 1 min 54 s 39; 2; C. Hansen (Dan.), 2 min 00 s 94; 3. T. Grey (G.-B.), 2 min 01 s 22.

Messieurs

200 m (rm : 19 s 72) : 1. F. Fredericks (Nam.), 19 s 85; 2. J. Regis (G.-B.), 19 s 94; 3. C. Lewis (E.-U.), 19 s 99; ... 6. J.-C. Trouabal (Fra.), 20 s 20.

110 m haies (rm : 12 s 92) : 1. C. Jackson (G.-B.), 12 s 91 (nouveau record du monde); 2. T. Jarrett (G.-B.), 13 s 00; 3. J. Pierce (E.-U.), 13 s 06.

Longueur (rm : 8,95 m) : 1. M. Powell (E.-U.), 8,59 m; 2. S. Tarasenko (Rus.), 8,16 m; 3. V. Kirilenko (Ukr.), 8,15 m.

Décathlon (rm : 8 891 pts) : 1. D. O'Brien (E.-U.), 8 817 pts (100 m : 10 s 57; longueur : 7,99 m; poids : 15,41 m; hauteur : 2,03 m; 400 m : 47 s 46; 110 m haies : 14 s 08; disque : 47,92 m; perche : 5,20 m; javelot : 62,56 m; 1 500 m : 4 min 40 s 08); 2. E. Hamalainen (Bié.), 8 724 pts; 3. P. Meier (All.), 8 548 pts; ... 5. A. Blondel (Fra.), 8 444 pts; 6. C. Plaziat (Fra.), 8 398 pts; ... 14. S. Levicq (Fra.), 7 783 pts.

1 500 m fauteuil roulant : 1. F. Nietsbasch (Sui.), 3 min 15 s 38; 2. M. Noe (E.-U.), 3 min 16 s 65; 3. H. Frei (Sui.), 3 min 16 s 90; ... 8. F. Amarouche (Fra.), 3 min 18 s 83.

(Entre parenthèses le record du monde de la discipline et la nationalité des concurrents)

200 mètres

L'adieu à Carl Lewis

Le Namibien Frankie Fredericks est devenu champion du monde du 200 mètres, vendredi 20 août, en s'imposant, en 19 s 85, devant le Britannique John Regis et l'Américain Carl Lewis. Le Français Jean-Charles Trouabal, sixième, a amélioré son record personnel en 20 s 20.

Le tour d'honneur de Frankie Fredericks est de ceux que l'histoire justifie. La grande et la petite, celle que l'on déchiffre dans les statistiques de l'athlétisme. En s'imposant dans le 200 mètres de Stuttgart, le Namibien a renvoyé l'éclat de sa médaille d'or vers son pays nouveau-né, indépendant depuis mars 1990. Il a également offert à l'Afrique sa première victoire majeure en sprint. Le public allemand salue donc poliment cette intrusion d'un citoyen de son ancienne colonie chez les dieux qui courent 200 mètres en moins de 20 secondes.

Mais l'événement n'est pas là. Dans le dos de Fredericks, un grand battu arrache des vivats à la foule. Son tour d'honneur est de ceux que la légende exige, et Carl Lewis s'y est jeté sans réfléchir. Chez lui, les tours de piste d'après-course sont un réflexe acquis par l'habitude de seize médailles d'or. Ce vendredi soir, il s'en acquitte en automate de sa gloire passée. Pour la première fois, Carl Lewis ne quitte pas une compétition le cou surchargé de récompenses. Il dit adieu à Stuttgart, muni d'une seule breloque en bronze. Adieu ou au revoir? Aux caméras, l'Américain s'empresse de préciser qu'il sera au rendez-vous d'Atlanta, qu'il ne faut pas l'enterrer sous la déception de deux courses ratées. Lewis promet, s'obstine contre l'évidence de ses sprints en demi-teinte, et la foule n'y croit plus. Elle acclame le champion pour l'ensemble de son œuvre, s'emplit une dernière fois les yeux de ce torse parfait, porté, elle en est sûre désormais, par des jambes qui ont trop vieilli.

Sur la ligne de départ, ce corps plaidait encore en faveur de l'athlète. Il suffisait de comparer. Avec le champion olympique américain Michael Marsh, tête de pierrot lunaire, oreilles en choux-fleur, tout sauf un profil de médaille. Avec le Britannique John Regis, fils d'un champion de body-building, fesses et pectoraux comme des baudruches : un semi-remorque plutôt qu'un dragster. Avec Frankie Fredericks, fine moustache d'intellectuel, épaules fluettes de coureur de fond, pas le genre de carrure à bousculer les caïds des courtes distances. Seul Carl Lewis semble toujours taillé pour le sprint, calibré pour la gloire. Sa morphologie est encore calculée pour être admirée au ralenti. Sur ce corps dont l'athlète raffole, douze années de carrière n'ont pas gravé une cicatrice, le sable des sautoirs n'a pas laissé une égratignure. Et Stuttgart a tout misé sur la statue d'ébène.

Mais un 200 mètres ne sanctionne pas des apparences, encore moins des réputations. Par rapport aux 100 mètres catapultes, il se complique de ruses et d'arrière-pensées tactiques. Il faut partir vite, virer sans gaspiller de temps puis donner un coup de reins à l'entrée de la ligne droite, réaccélérer jusqu'à la ligne. Jadis, Carl Lewis excellait dans ces variations de rythme. Il savait se cacher dans le virage pour jaillir dans le dos de ses adversaires et les crucifier de sa pointe de vitesse.

En finir avec le modèle

Mauvais signe : vendredi, Carl Lewis a démarré plus rapidement qu'à son habitude, comme s'il se savait guetté par le temps. Il n'a pas patienté, de crainte que le chronomètre ne finisse par le trahir. Au début de la ligne droite, il pointait en tête. Puis, plus rien. Carl Lewis n'a pas réussi à repartir de l'avant. Il a regardé de loin le tracteur Regis labourer ses chances de médaille d'argent. Il a vu Frankie Fredericks lui voler sa tactique, attendre les dernières dizaines de mètres pour propulser son corps étriqué vers la médaille d'or.

Sans pitié, le Namibien a poussé la légende hors de la piste pour imposer sa belle histoire. Mais il a gagné à la Lewis. Comme s'il ne pouvait détrousser l'idole sans lui rendre un dernier hommage. Gamin, à Katutura, le quartier noir de la capitale Windhoek, Frankie Fredericks collait les photos de *King Carl* dans ses cahiers. Il se rêvait grand sprinter mais connaissait déjà la distance qui le séparerait du meilleur athlète du monde.

Frankie Fredericks ne s'est pas construit uniquement sur les pistes comme Carl Lewis. Lorsque la compagnie d'uranium dans laquelle il travaillait en Namibie l'a envoyé étudier dans une université américaine, en plein pays mormon, elle l'avait choisi pour ses qualités intellectuelles et non pour ses qualités de coureur. Ce n'est que par hasard, au fil de ses contacts avec les meilleurs Américains, que le Namibien apprit à développer ses talents de sprinter. Lewis visait, dès le début de sa carrière, le sommet des podiums. Il fonçait vers les victoires, poussé par son don et la certitude d'être le meilleur. Frankie Fredericks a fait les choses dans l'ordre. Il a appris à passer par la médaille d'argent – à Tokyo, à Barcelone deux fois – avant de toucher l'or. Et sur le podium de Stuttgart, il voulait encore rester à sa place. Celle d'un excellent sprinter, mais pas hors des normes. *« Pour les enfants de Namibie, je ne serai jamais un dieu comme Carl Lewis*, a-t-il expliqué. *Je souhaite simplement qu'ils apprennent à connaître Frankie Fredericks et qu'ils l'apprécient à sa juste valeur. »*

Le Namibien fait partie de cette génération de coureurs, avec Leroy Burrell ou Andre Cason, qui ont voulu devenir Carl Lewis et qui constatent qu'il leur faut tuer le père de leur discipline, en finir avec leur modèle, pour parvenir à sortir de l'ombre. Longtemps le maître a joué sur cette admiration. Sur les lignes de départ des 100 mètres, il savait tétaniser, par sa seule présence, les jeunes ambitions. Mais ce temps est révolu. Ce délai suplémentaire accordé à sa longévité a pris fin à Stuttgart. Linford Christie, le vieux – trente-trois ans contre trente-deux à Lewis, – s'est vengé de ses années d'humiliation, passées à ne voir que le dos de l'Américain dans les 100 mètres. Frankie Fredericks, vingt-six ans, n'a plus tremblé au moment de poignarder son modèle.

A Stuttgart, Carl Lewis a vu les bastions de son empire s'écrouler un à un. Il n'a pas cherché à se réfugier derrière cet accident de voiture qui l'a blessé au dos pour justifier ses défaites. Il n'a pas expliqué sa pénurie de médailles d'or par son absence au saut au longueur, où Mike Powell s'est imposé, vendredi, en orphelin. *« La seule chose qu'il me reste à faire*, a-t-il constaté, *est de rentrer à la maison, de soigner mon dos, de pendre soin de moi, et de revenir l'année prochaine. »* Carl Lewis semblait y croire, prêt à se lancer dans une tournée d'adieux de trois ans – et de plusieurs millions de dollars – jusqu'aux Jeux olympiques d'Atlanta . Comme si le meilleur athlète de l'époque ne pouvait se décidait à quitter les stades les mains vides. Sur un tour d'honneur à blanc.

J. Fe.

Décathlon

Alain Blondel, l'homme tranquille

Les huit premiers concurrents du décathlon remporté vendredi 20 août par le recordman du monde Dan O'Brien ont totalisé plus de 8 200 points. Le Français Alain Blondel a pris la cinquième place de ce concours exceptionnel en améliorant son record personnel.

Alain Blondel est un type simple, sans histoire. A tel point qu'on a souvent oublié d'en parler. En France, le décathlonien qui a capté pendant longtemps toute l'attention était Christian Plaziat. Narcissique et égocentrique, celui-ci a fasciné jusqu'à l'exaspération, la crispation. On attendait beaucoup de lui, et, à part un titre européen en 1990, il n'a pas beaucoup donné. Invariablement, les rodomontades précédaient la litanie des échecs, des fuites, des dérapages. Il en est devenu un héros de séries noires, ces personnages qui peuvent toujours tomber plus bas et ne rebondissent que pour mieux sombrer.

Et cela le rend encore plus intéressant, Christian Plaziat, nouveau pauvre de la gloire, RMiste de la médiatisation, le Gatsby du décathlon. On s'interroge sur cette propension à faire le vide affectif autour de lui, à marcher continuellement à côté de ses baskets, à mettre en scène sa propre décadence athlétique. Pour avoir des réponses qu'il ne veut ni ne peut donner, on interroge alors Alain Blondel qui le côtoie depuis une dizaine d'années.

Le gentil Blondel. Lui ne se serait pas fait peindre le corps pour paraître nu et doré dans un magazine avant les Jeux de Séoul. Il n'aurait pas pris comme entraîneur une Roumaine suspectée de pratiquer le dopage. Il n'aurait pas trouvé plus de 100 000 F par mois auprès de commanditaires momentanément éblouis. Il n'aurait pas traité le directeur technique de la Fédération d'athlétisme de *« garçon d'écurie »*...

C'était l'éternel second rôle, Alain Blondel. Il semblait condamné à ne jamais s'épanouir, à végéter à l'ombre du laurier-rose Plaziat, l'arbre vénéneux. Toujours à la remorque, derrière, sans en manifester d'amertume ou de ressentiment. Comme soumis à un ordre supérieur des choses, une certaine fatalité de l'inégalité. Jusqu'à vendredi. Jusqu'à ce que le gentil se décide à tenter sa chance sans arrière-pensée, sans crainte d'être pris à partie. Ce fut la révolte du bon élève qui en a marre d'être racketté à la sortie du lycée. Ce fut la fin d'une dépendance, le début d'une émancipation.

Un peu déçu et ravi

Depuis qu'il a dû abandonner aux Jeux de Barcelone, blessé à un genou, Christian Plaziat a accumulé les déboires. Il a perdu ses sponsors et sa compagne. Il a déménagé et changé d'entraîneur. Il a beaucoup déprimé et pris un nouveau départ. Il est moins fanfaron, plus lucide. Il sait qu'à moins d'un miracle il ne sera pas sur le podium des championnats du monde. Ce qu'on lui demande, c'est simplement qu'il tienne le choc, qu'il ne s'effondre pas comme à Séoul ou à Tokyo. Et il remplit son contrat.

Alain Blondel n'a rien changé à rien depuis Barcelone. Le doux, le père de famille, est seulement survolté par l'ambiance du stade, les quelque 40 000 spectateurs qui, du matin au soir, encouragent les Hercule à leurs dix travaux . C'est ici en 1986 qu'il a commencé sa carrière internationale. C'est peut-être ici qu'elle prendra fin. Il y mettra donc tout son cœur, tout son panache. Après une première journée toujours laborieuse (4 120 points), il donne le meilleur de lui tout au long de la seconde. Jamais il n'aura fait un aussi beau score (4 324 points), jamais il ne sera arrivé à un aussi beau total (8 444 points).

A trente et un ans, l'informaticien normand, marié à une ancienne vice-championne du monde de judo, entraîné par son père, soutenu par le conseil régional de Haute-Normandie, prend ainsi la cinquième place mondiale au terme d'un 1 500 m qu'il mène de bout en bout. Un peu déçu d'avoir eu trop mal aux jambes pour aller chercher une place sur le podium en courant 15 secondes plus vite. Ravi d'avoir amélioré son record personnel qui datait de 1988, d'être devenu le meilleur décathlonien français du moment. En toute simplicité. Tel qu'en lui même on le découvre.

A. G.

DOSSARD

L'athlète en fauteuil

Sa huitième place ne le privera ni de médaille, ni de titre de champion du monde. Pourtant, *sur son fauteuil aux roues en carbone, Farid Amarouche est déçu.* Le 1 500 mètres en fauteuil roulant de Stuttgart n'a pas de caractère officiel – les prochains championnats du monde pour handicapés auront lieu l'an prochain à Berlin – mais il est l'une des courses les plus importantes de la saison. *« Nous n'évoluons pas tous les jours devant 50 000 spectateurs,* explique l'athlète français. *Cette course, au sein d'une des compétitions les plus regardées au monde, est la vitrine de notre sport. Autant y briller ».*

Depuis quelques années, Farid Amarouche, qui a participé aux Jeux para-olympiques de Barcelone l'an dernier, n'a toutefois plus besoin d'attendre ces courses de démonstration pour côtoyer des athlètes de haut niveau. *Il s'entraîne,* avec cinq autres handicapés, au club de Franconville, celui de Stéphane Diagana. *« Les contacts sont excellents, il existe une vraie complicité lorsque nous nous retrouvons dans les mêmes compétitions d'athlétisme ».*

Pour figurer en équipe de France, le passage par les clubs « valides » est désormais presque obligatoire. Les athlètes y disposent d'entraîneurs, et suivent des programmes de préparation physique de plus en plus exigeants. Sur la piste de Franconville, Farid Amarouche s'entraîne ainsi tous les jours, à raison de 130 à 150 kilomètres par semaine. Il y bénéficie d'un contrat d'athlète de haut niveau qui lui permet d'aménager son temps de travail en fonction de ses activités d'athlète.

« Pour les handicapés, ce rapprochement avec les clubs valides et la Fédération française d'athlétisme est essentiel, explique Jean Minier, directeur technique fédéral à la Fédération française handisport. *C'est là que se trouvent les athlètes, les entraîneurs qui pourront nous aider à progresser. C'est là que nous trouverons les moyens d'attirer les jeunes vers le sport de haut niveau. Les handicapés pourront s'y intégrer sans gêner, en amenant aux athlètes valides leurs propres qualités ».*

J. Fe.

110 mètres haies

Colin Jackson celui qui leur fait peur

Le Britannique Colin Jackson a amélioré de un centième de seconde le record du monde du 110 m haies (12 s 91) en s'imposant, vendredi 20 août, en finale, devant son compatriote Tony Jarrett et l'Américain Jack Pierce.

Quand on regarde Colin Jackson, on ne peut pas croire que ce gars-là, tout en muscles, le regard froid, le verbe tranchant, soit un trouillard. C'est pourtant le qualificatif employé à son égard par l'Américain, Anthony Dees. Et pour étayer son propos, celui-ci expliquait que Colin Jackson gagnait tous les meetings qu'il voulait mais qu'il était incapable de s'imposer dans les grands rendez-vous mondiaux ou olympique.

Tenant sans doute pour quantité négligeable les titres de champion d'Europe et du Commonwealth remportés par le Gallois, Anthony Dees se référait surtout à la septième place prise par Colin Jackson en finale des Jeux olympiques de Barcelone. Ce jour-là le Britannique, qui était effectivement super favori de l'épreuve au terme d'une saison estivale où il avait établi six meilleures performances mondiales de l'année, fit une course catastrophique, culbutant presque toutes les haies sur son passage.

Comme son partenaire d'entraînement, le Canadien Mark McKoy, gagna ce jour-là la médaille d'or, on put penser que le Britannique n'avait pas eu le caractère assez trempé pour estoquer cet ami dont il admirait et redoutait les qualités de vitesse. En fait, Colin Jackson s'était fait mal au dos en renversant un obstacle lors de la deuxième course éliminatoire et il avait du mal à lancer en l'air sa jambe d'attaque. Il se retrouva ainsi nettement battu, alors qu'il avait réalisé lors de la première série un temps (13 s 10) meilleur que celui du vainqueur en finale (13 s 11).

Le plus fin technicien

Colin Jackson avait feint de ne pas prendre au sérieux les calomnies d'Anthony Dees : *« Je n'ai pas besoin de gagner un titre pour prouver que je suis le meilleur* hurdler *du monde »*, affirmait-il après avoir remporté les onze courses auxquelles il avait participé cette année, battant notamment au passage le champion olympique en titre, et améliorant de 7 centièmes de secondes son propre record d'Europe qui passait ainsi sous la barre des 13 secondes (12 s 97).

Il n'empêche que le doute s'était installé. Colin Jackson était considéré sans réserve comme le plus fin technicien sur les haies hautes à l'heure actuelle, comme le plus rapide aussi sur la distance de 110 m avec des chronos à répétition sous les 13 s 20. Avait-il bien, pour autant, « l'instinct du tueur », cette volonté hypertrophiée de gagner qui est le signe distinctif des grands champions?

Même en Grande-Bretagne on avait fini par en douter, tant il est vrai que la diffamation laisse toujours des traces. Les journalistes anglais en arrivèrent même à se demander comment Colin Jackson réagirait à l'absence de son ami Mark McKoy, écarté de la sélection canadienne pour avoir refusé de participer aux championnats nationaux. A cela Jackson répondait qu'il avait un seul souhait, une seule préoccupation, être en bonne santé le jour de la course. Il gardait en effet un mauvais souvenir des championnats du monde de Tokyo où il s'était gravement déchiré un muscle en s'échauffant pour les demi-finales et avait dû être évacué sanitaire du Japon.

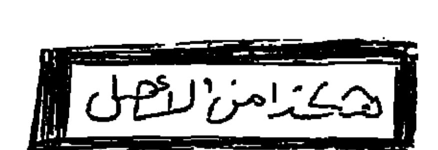
Finalement son' vœu a été exaucé. Pas de bobo pendant la période de préparation et de qualification. Le Gallois a ainsi pu couper court à toutes ces spéculations. De la plus belle façon qui soit : un départ de fusée, une course parfaite où il a simplement effleuré la dernière haie... Vendredi 20 août Jackson a non seulement gagné le titre mondial mais aussi amélioré le record de sa discipline qui était depuis des lustres la propriété privée des *hurdlers* américains. De quoi clouer le bec à Dees qui a terminé bon dernier.

A. G.

Un record intact depuis 1989

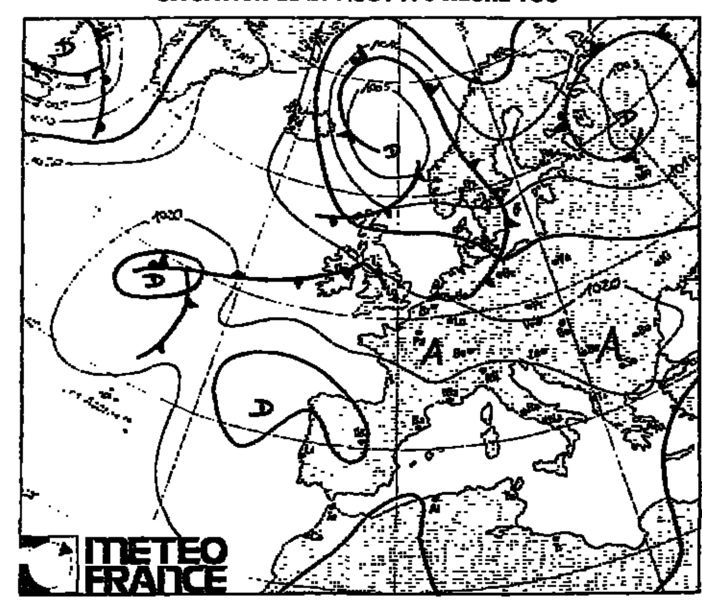
En s'appropriant le record du *monde du 110 m haies,* vendredi 20 août, le Britannique Colin Jackson bat d'un centième de seconde le temps *réalisé par l'Américain* Roger Kingdom, le 16 août 1989, en Suisse. 12 s 91, c'est la seconde performance que le Gallois inscrit à son palmarès, après le nouveau record d'Europe en 12 s 97 qu'il a obtenu le 28 juillet dernier.

Depuis qu'en 1979 l'Américain Renaldo Nehemiah était passé, à *Los Angeles, sous* la barre des 13 secondes, les meilleurs résultats mondiaux ont été obtenus, en 1981, à nouveau par Nehemiah (E.-U.) en 12 s 93, à Zurich, puis par Roger Kingdom (E.-U.) en 1988, en 12 s 92, aussi à Zurich.

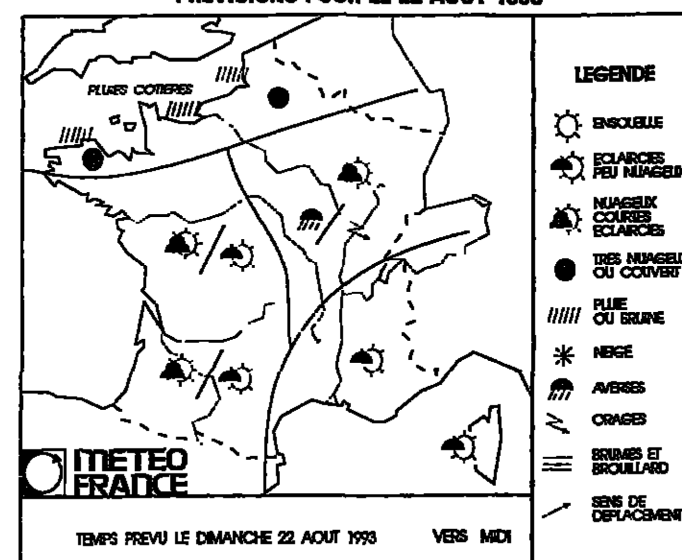


MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21 AOÛT A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 22 AOÛT 1993



Dimanche : les nuages sont de retour, ils accompagnent une dégradation orageuse. – Sur la moitié sud-est du pays, le pourtour méditerranéen, la Corse, ainsi que la région Rhône-Alpes, le soleil sera encore bien présent, malgré des passages de nuages élevés sans conséquence. Seul le Languedoc-Roussillon sera défavorisé, avec quelques rentrées maritimes poussées sur les côtes par un petit vent marin de sud-est. En soirée, des orages isolés éclateront sur le relief alpin.

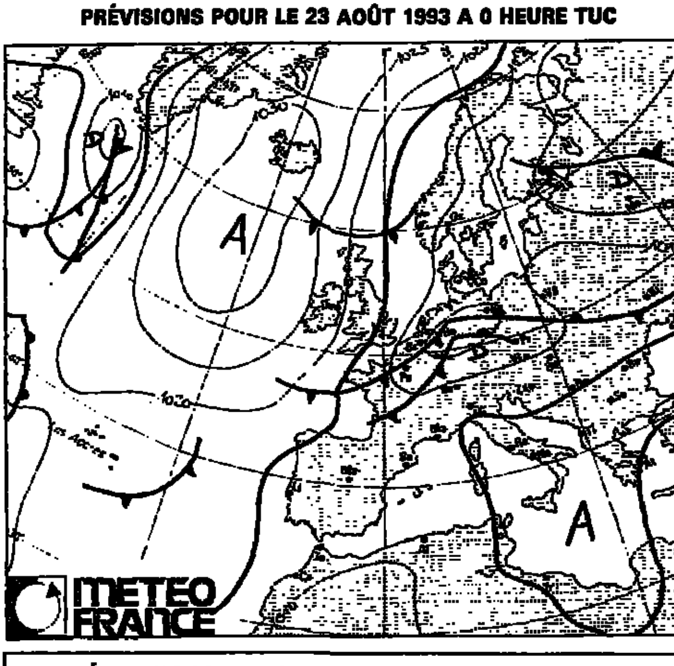
Quant au reste du pays, cette journée de dimanche sera bien agitée. Le matin, le ciel sera très nuageux, et une zone orageuse concernera encore un axe Bassin-Parisien, Massif Central, Aquitaine. Les orages s'atténueront vers la mi-journée, pour se réactiver ensuite plus à l'est, concernant alors les régions allant du Nord-Est au Midi-Pyrénées.

A l'arrière de cet axe orageux, le temps restera encore bien chargé. La région Nord-Pas-de-Calais restera à l'abri des orages, mais le ciel sera couvert, et il pleuvra une bonne partie de la journée. Ces nuages s'étendront dans la journée plus au sud, de la Bretagne à l'Ile-de-France, mais les pluies les plus importantes se cantonneront au littoral Manche.

Le vent de nord-est se renforcera sensiblement, atteignant 40 km/h en Manche. Sur le reste du pays, le vent sera de secteur sud-ouest, et pourra souffler par rafales sous les orages.

Les températures matinales seront très douces, avoisinant de 14 degrés à 21 degrés du nord au sud. Dans l'après-midi, les températures seront en baisse par rapport à ces derniers jours : il ne fera pas plus de 18 degrés sur les bords de la Manche, et 22 degrés dans l'intérieur. Sinon, il fera entre 24 degrés et 26 degrés au nord de la Loire, et entre 26 degrés et 29 degrés au sud. On pourra toutefois encore atteindre 32 degrés dans l'intérieur de la Provence.

PRÉVISIONS POUR LE 23 AOÛT 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 20-8-1993 à 18 heures TUC et le 21-8-1993 à 6 heures TUC — le 21-8-1993

FRANCE

AJACCIO	28	18	D
BIARRITZ	33	19	D
BORDEAUX	34	19	N
BOURGES	31	16	N
BREST	27	14	N
CAEN	28	12	B
CHERBOURG	24	11	B
CLERMONT-FER.	30	15	D
DIJON	30	16	D
GRENOBLE	32	16	D
LILLE	26	15	C
LIMOGES	29	20	N
LYON	30	15	D
MARSEILLE	34	22	D
NANCY	28	12	D
NANTES	32	19	N
NICE	29	24	D
PARIS-MONTS.	30	17	D
PAU	33	16	N
PERPIGNAN	38	18	D
POINTE-A-PITRE	33	26	D
RENNES	31	14	C
ST-ETIENNE	30	13	D
STRASBOURG	29	13	D
TOULOUSE	32	16	D
TOURS	31	17	C

ÉTRANGER

ALGER	35	18	D
AMSTERDAM	19	14	C
ATHÈNES	33	24	D
BANGKOK	31	26	C
BARCELONE	32	21	D
BELGRADE	29	13	D
BERLIN	24	16	C
BRUXELLES	25	13	D
LE CAIRE	32	21	D
COPENHAGUE	18	13	D
DAKAR	32	24	D
GENÈVE	30	14	D
ISTANBUL	28	20	D
JÉRUSALEM	31	18	D
LISBONNE	27	20	C
LONDRES	26	13	D
LOS ANGELES	23	17	D
LUXEMBOURG	26	14	D
MADRID	41	23	D
MARRAKECH	34	19	D
MEXICO	23	13	C
MILAN	30	17	B
MONTRÉAL	23	18	C
MOSCOU	16	11	C
NAIROBI	22	13	C
NEW-DELHI	38	29	D
NEW-YORK	28	21	D
PALMA-DE-MAJ.	34	16	D
OSLO	–	–	–
PÉKIN	27	19	N
RIO-DE-JANEIRO	24	17	–
ROME	31	20	D
HONGKONG	29	25	A
SÉVILLE	32	19	D
SINGAPOUR	32	27	C
STOCKHOLM	19	12	C
SYDNEY	21	9	D
TOKYO	32	25	C
TUNIS	34	18	D
VARSOVIE	22	9	C
VENISE	30	20	D
VIENNE	27	18	N

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TÉLÉVISION

Samedi 21 août

TF 1

20.35 Sport : Athlétisme. Championnats du monde, à Stuttgart.
20.45 Tirage du Loto.
20.50 Variétés : Succès fous de l'été (rediff.).
22.25 Téléfilm : Trio de choc. De Joseph Merhi.
0.00 Sport : Athlétisme. Résumé.

FRANCE 2

20.50 Variétés : Taratata d'été.
22.30 Série : L'As de la crime. La Méthode Scali, de Mark Sobel.
0.00 Journal et Météo.
0.20 Documentaire : Eric Le Lann *à la trompette*. De Valérie Stroh.

FRANCE 3

20.40 ► Téléfilm : Noces de carton. De Pierre Sisser.
22.10 Journal et Météo.
22.35 Magazine : Pégase. Présenté par Bernard Chabbert. Avid Flyer, le retour aux sources : des « fous volants » dans une ferme de Champagne ; Les joailliers du ciel : la fabrication des satellites ; Les astronomes du plateau de Bure ; Portrait d'un passionné de pilotage.
23.30 Documentaire : Les Etoiles d'Hollywood. Barbara Stanwick, de Richard Schickel (v.o.).

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : Série macabre. D'Eric Till.
22.00 Flash d'informations.
22.10 Sport : Boxe. Réunion de Monaco. En direct du Sporting Club. Championnat du monde WBA superwelters : Julio Cesar Vasquez (Argentine)-Aaron Davis (Etats-Unis).
23.10 Cinéma : La colline a des yeux 2. □ Film américain de Wes Craven (1987).

ARTE

20.40 Documentaire : Bons baisers de la planète Mars. De Robert Stone.
21.55 Téléfilm : Deux corps. De Beth B.
23.20 Musique : Montreux Jazz Festival. Louis Bellson's Swing America, Holly Cole, Stéphane Grappelli, McGriff et Smith, Newport Allstars.
23.50 Série : Monty Python's Flying Circus (rediff., 45 min.).

M 6

20.35 Divertissement : Tranche de rire.
20.50 Téléfilm : Pancho Barnes, l'aventurière du ciel. De Richard T. Heffron.
23.20 Téléfilm : L'Incorruptible. D'Abel Ferrara.

Dimanche 22 août

TF 1

20.50 Cinéma : Reds. ■■ Film américain de Warren Beatty (1982).
0.00 Magazine : Ciné dimanche.
0.05 Cinéma : L'Intruse. ■ Film français de Bruno Gantillon (1986).

FRANCE 2

20.50 Cinéma : Le Gang. ■ Film français de Jacques Deray (1977).
22.35 Cinéma : Diva. ■ Film français de Jean-Jacques Beineix (1980).

FRANCE 3

20.40 Divertissement : La Classe fête la Saint-Fabrice. Présenté par Fabrice.
22.05 Magazine : Montagne. Invité : Michel Bamier. Reportage : le Retour des Indiens Navajos sur la terre de leurs ancêtres.
22.50 Journal et Météo.
23.15 Magazine : Le Divan. Invitée : Gisèle Halimi.
23.40 ► Cinéma : L'Aventure de Mme Muir. ■■■ Film américain de Joseph L. Mankiewicz (1947, v.o.).

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Rambling Rose. □ Film américain de Martha Coolidge (1991).
22.20 Flash d'informations.
22.30 Sport : Corridas. La Feria de Dax, présentée par Jean-Louis Burgat, Pierre Albaladejo et Simon Casas. Avec Luis Francisco Espla, Richard Millian, Victor Mendès.
23.50 Magazine : L'Equipe du dimanche. Football, éliminatoires de la Coupe du monde : Brésil-Equateur, Argentine-Pérou, Paraguay-Colombie, Bolivie-Venezuela ; résumé du match Porto-Benfica ; les buts anglais.

ARTE

20.40 Soirée thématique : Le Ring de Wagner par Boulez et Chéreau. Soirée proposée par la ZDF (2e partie).
20.41 Opéra : La Walkyrie. De Richard Wagner. Mise en scène de Patrice Chéreau. Par l'Orchestre et le Chœur du Festival de Bayreuth, direction Pierre Boulez.

M 6

20.45 Téléfilm : Appels au secours. De Robert Markowitz.
22.25 Magazine : Culture pub. Spécial Europe.
23.10 Cinéma : Sexy Dancing. □ Film italien de Joe D'Amato (1989).

CORRESPONDANCE

Architecte et citoyen

A la suite de l'article paru dans le Monde *du 22 juin et consacré à ses démêlés avec l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR) qui l'emploie, Eric Galmot, architecte et membre d'une association de quartier (11 de Pique) nous a adressé la lettre suivante :*

Dès lors qu'une agence d'urbanisme considère les associations de quartiers comme des « ennemis » et non comme des interlocuteurs à part entière, elle s'isole de la réalité.

Mon licenciement en est un exemple.

1. Architecte et citoyen. – Comment être architecte-urbaniste à Paris sans être aussi citoyen ? Paris est une ville extraordinaire, qui devrait évoluer en douceur : c'est cette évidence que j'ai toujours défendue à l'APUR et dans l'association 11 de Pique dont je suis vice-président depuis sa création en septembre 1992.

2. Une affaire de principe. – Début 1993, à l'issue de l'étude que l'APUR m'a confiée sur le Faubourg Saint-Antoine, j'ai recommandé trois « médecines douces » pour soigner ce quartier ancien : respect de la trame urbaine, soutien à l'habitat modeste, création de petits jardins. Ce sont ces mêmes idées que 11 de Pique préconise pour tout le 11e arrondissement. Bien que l'APUR n'ait jamais contesté le bien-fondé de ces suggestions, elle semble s'indigner d'une convergence possible entre l'urbanisme officiel et les vues de l'association. Ne devrait-elle pas plutôt se féliciter d'un consensus inhabituel à Paris ?

3. Le bon sens mis au secret. – Dans l'étude de l'APUR, j'ai formulé de simples recommandations, libre à mes supérieurs de les retenir ou non. J'ai développé des idées de bon sens qui circulent depuis longtemps sur la place publique. Aucune information sensible, aucune donnée confidentielle ne figure dans ce travail ou dans celui de 11 de Pique. Néanmoins, convaincue de son monopole sur la pensée urbaine, l'APUR estime que, s'il existe des « concordances » avec une association, c'est que des *« éléments » ont été transmis. Veut*-elle mettre le bon sens au secret ?

4. Un dialogue de sourds. – En vérité, il m'est surtout reproché de militer dans une association de quartier à Paris. Pourtant, si l'étude que j'ai menée à l'APUR est plutôt bien accueillie, je le dois à la vie associative, aux rencontres avec les habitants, à la connaissance fine du quartier. Une agence d'urbanisme peut-elle mener des études urbaines de qualité sans écouter les quartiers ? Sa vocation n'est-elle pas d'être l'interface entre la municipalité et les associations ?

5. Une ville de citoyens. – Il y a le travail de l'architecte. Mais il y aussi l'impatience du citoyen devant la destruction de son arrondissement. J'habite le 11e et je revendique le droit de rencontrer le maire – au titre de l'association – pour lui exprimer notre inquiétude. Aujourd'hui de plus en plus de gens souhaitent participer au devenir de leur ville. La mise en cause – même déguisée – du droit d'association par la direction de l'APUR n'y changera rien.

CARNET DU Monde

Mariages

M. et Mme Maurice CHEMIN,
M. et Mme Christian HEURTEBISE,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Christelle et Stéphane,

qui sera célébré à la mairie de Saint-Georges-d'Oléron (Charente-Maritime), le samedi 18 septembre 1993, à 15 h 30.

43, impasse des Mottes,
17190 Saint-Georges-d'Oléron.
Route de Verrières,
16590 Brie.

Décès

– Le délégué régional Rhône-Alpes du CNRS,
Le personnel de la délégation régionale Rhône-Alpes, secteur vallée du Rhône,
Et l'ensemble de la communauté scientifique,
ont l'immense tristesse de faire part du décès accidentel de

M. Michel BUDA,
directeur de recherches au CNRS,
directeur de l'unité INSERM U 171
neurochimie fonctionnelle.

– L'ingénieur général
et Mme Jean Citerne,
ses parents,
Isabelle Pasty
et son fils Antoine Citerne,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Michel CITERNE,

survenu le 10 août 1993, à l'âge de trente-six ans.

Les obsèques ont eu lieu à Limoges, le 12 août.

32, rue Anatole-France,
94300 Vincennes.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*

– Mme Max Cohen-Boulakia,
Sophie et Philippe Cohen-Boulakia,
M. et Mme Jacques Krief
et leurs enfants,
Mme Yvan Boulakia,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles parentes et alliées,
ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Max COHEN-BOULAKIA,

leur mari, père, frère, beau-frère et oncle,
survenu le 19 août 1993, à l'âge de soixante ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 23 août, à 9 heures, au cimetière du Montparnasse, réunion porte principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14e.

Ils rappellent le souvenir de ses frères,

André BOULAKIA,
décédé le 26 février 1950,

Yvan BOULAKIA,
décédé le 7 février 1991.

69, avenue Victor-Hugo,
75116 Paris.

Avis de messes

– L'ambassadeur de Belgique en France
a l'honneur de faire connaître qu'un service solennel pour le repos de l'âme de

S. M. BAUDOUIN Ier,
roi des Belges,

sera célébré le mardi 7 septembre 1993, à 11 heures précises, en l'église Saint-Louis des Invalides, à Paris.

Anniversaires

– Voilà deux ans, le 21 août 1991,

Jean-Bernard SAINT

nous quittait pour toujours.

Son souvenir lumineux vit en nous.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

CULTURE

CHEZ LES PEINTRES

Eric Fischl, le voyeur mélancolique

Après Frank Stella (1er-2 août), Malcolm Morley (8-9 août) et Ellsworth Kelly (15-16 août), Philippe Dagen continue son exploration de la peinture américaine en rendant visite à Eric Fischl, à New-York et à... Saint-Tropez. La semaine prochaine, ce sera le tour de Lydia Donna.

Acte Ier
Manhattan, avril

Eric Fischl n'est pas loin d'être insaisissable. L'appelle-t-on à New-York, il est à Long-Island ; à Long-Island, il en est parti pour l'Espagne, le Maroc ou une destination inconnue. Quand il consent enfin à répondre, c'est pour annoncer qu'aucune rencontre ne saurait avoir lieu dans son atelier new-yorkais – cela pour une excellente raison : parce que son atelier est livré aux maçons et aux plâtriers qui l'aménagent. Il veut bien d'une conversation, mais, comme il quitte Manhattan dès le lendemain, il convient qu'elle ait lieu à l'heure du petit déjeuner. Et comme Eric Fischl est un peintre fort connu, il faut que ce soit dans l'un des cafés chic de Soho, dans Prince Street. Là, dès huit heures du matin, des gens considérables et bien habillés mangent des croissants à la française et boivent des cafés à l'italienne. Bavardages, marivaudages, confidences et fausses confidences.

A l'heure dite, Eric Fischl s'y trouve, seul, assis à une table à l'écart, des lunettes noires sur les yeux, l'air mystérieux et légèrement ennuyé. L'a-t-on reconnu ? Il se peut, à en juger par les regards peu discrets de deux jeunes femmes à quelques pas. Quelques mots de bienvenue. Il regrette que son atelier ne soit qu'un chantier. Le visiter n'aurait pas été fort instructif du reste, il n'y aurait rien eu à voir. Des expositions successives l'ont vidé. Quant à sa manière de travailler, elle n'a rien de singulier. Des toiles tendues sur châssis, des couleurs, voilà tout. Il n'a guère envie d'en dire davantage.

« Et des modèles ?

– *Pas de modèles. Je ne peux pas peindre directement d'après un modèle dans l'atelier, je ne sais pas comment le diriger.*

– Mais les nus...

– *D'après des photographies. Je photographie une image qui me frappe. Plus tard, quand je la reprends, je retrouve le choc qui m'a décidé à photographier, et je retrouve aussi ce que je n'avais pas perçu en détail, des gestes, une lumière, des expressions. Je me trouve alors dans une position de voyeur, de voyeur dans l'espace. Je veux dire que j'éprouve l'espace dans lequel la scène se passe, que j'ai conscience de m'y trouver et que je m'aperçois de tout ce qui se passe alors entre les gens que j'ai photographiés, des désirs qui les attachent et des répulsions qui les éloignent... Ce sont des photographies que je fais en France. Je ne pourrais pas les prendre ailleurs.* »

Il s'explique. « *En France – cela se voit clairement dans l'impressionnisme – l'espace n'est pas perçu comme dangereux. Aucun danger ne menace le regardeur, ni le regardé. En Amérique, l'espace est violent. Il est parcouru de désirs et de réactions violents. Pourquoi ? Parce que les Américains croient qu'une incompatibilité définitive oppose l'intimité et la vie sociale.*

» *Le sexe, à leurs yeux, relève d'un comportement antisocial, et donc nécessairement suspect et condamnable. J'ai compris cela à Saint-Tropez, au début des années 80. Je regardais les baigneuses sur la plage et je pensais que j'étais en train de regarder des gens dont le corps était complètement social, quoique nu. J'étais surpris – j'étais médusé par cette attitude. Les Français, autant que les Américains, sont obsédés par le sexe, mais les Français l'admettent sans peine. Ils n'en font pas un drame.*

» *La différence est partout visible. Les Américains sont mal à l'aise avec leurs corps. Ils pensent qu'ils sont à l'intérieur d'un corps et non point qu'ils sont ce corps. Ils ne savent pas que faire de lui. Ici, on m'a souvent accusé de peindre des nus disgracieux – moches. Je peins ce que je vois, voilà tout. Mon œuvre ne se veut pas de critique ni de satire systématique. C'est simplement une vue tragi-comique de la vie, considérée dans sa réalité physique. Or la réalité physique de la vie nous humilie – c'est là ce que nous avons tous en commun et c'est là ce que je peins. Je suis un réaliste, rien d'autre.* »

Il l'affirme d'une voix égale, comme une évidence qui mérite à peine d'être rappelée. Nulle provocation dans ses mots, nulle forfanterie non plus – de la résolution sans doute, et la certitude de ne pas se leurrer sur lui-même.

– Réaliste au sens historique du mot ?

– *Au sens de la tradition réaliste en peinture – au sens de Vélasquez, de Goya, de Manet et de Degas.*

– De Courbet aussi ?

– *Courbet... différemment... J'en suis moins proche que des autres, quoique que ce soit un très grand peintre de la chair.*

– Et les expressionnistes ?

– *Non. Je suis complètement hors de la tradition allemande. Exception faite de Beckmann. Celui-ci, c'est l'un des artistes les plus importants du siècle, un de ceux qui m'ont fait devenir ce que je suis – un peintre figuratif comme on dit. Je l'admire profondément. Néanmoins, je cherche l'expression dans une tradition qui me semble bien davantage celle de Goya.* »

Encore faut-il qu'il définisse ce qu'il entend par réalisme hors de ces références. « *C'est le moment où le tableau devient réel, quand il n'est ni littérature ni métaphore, mais plutôt une sorte d'événement qui se passe dans la toile et qui a une signification plus large.*

– Ce n'est pas dans l'air du temps.

– *Je sais. Au vingtième siècle, chaque grand mouvement a toléré un réaliste, un seul. Aujourd'hui, je suis ce peintre que l'on supporte. Hopper l'a été, par rapport à l'abstraction. Balthus, par rapport au surréalisme. Hockney pour le pop. Chaque époque a son réaliste. Balthus est peut-être le plus étrange de tous – c'est un grand artiste, l'auteur de tableaux véritablement mémorables. Il a exécuté des toiles qui brûlent la cervelle, des toiles qu'il est impossible d'oublier* ». Un temps. La conversation tourne au monologue – bon signe.

« *D'après moi, il y a en somme deux espèces de peintres. Il y a d'abord les physiques, ceux qui vous absorbent dans leur présence, ceux qui vous emportent dans un flux. Ainsi Rubens, Greco ou Pollock. Quand vous les quittez, vous oubliez les détails des toiles, tout se confond dans une sorte de grand mouvement puissant.*

» *L'autre catégorie est celle des peintres qui composent des images si spécifiques que vous ne les oubliez pas, que vous n'en perdez pas un détail. Ainsi Michel-Ange, Hopper ou Balthus. Je voudrais appartenir à cette dernière espèce. Peindre des tableaux qui s'impriment dans les yeux et les têtes.* »

Il commence alors à se raconter. La méfiance décroît, il l'oublie progressivement. Ce qu'il évitait tout à l'heure, un autoportrait, il l'esquisse. « *Je suis un autodidacte. Dans les écoles, on m'a appris l'abstraction. Je n'ai jamais eu la moindre leçon d'après modèle. C'était là une activité qu'il fallait mépriser, comme le dessin et comme l'histoire de l'art. Les professeurs pensaient que c'était des sciences inutiles, trop chargées de conceptions* a priori. *Ils prétendaient qu'il fallait s'en libérer, les oublier.*

» *Depuis la révolution industrielle s'est développée en Occident la méfiance de la main. La main est devenue suspecte. Il suffit de voir comment elle a été peinte pour comprendre qu'elle a perdu l'art de caresser et l'adresse de dessiner. Elle a été déformée et défigurée. Beckmann peint des mains osseuses et nerveuses. Comme Schiele, comme Dix...*

» *Pour peindre, j'ai mes photos et des dessins. Mais, en vérité, je ne m'en sers pas immédiatement. Pas question de reports ou de projections. Je commence directement sur la toile – c'est le plus difficile, commencer. Je jette de la couleur sur la toile et ensuite, peu à peu, je trouve une lumière et une couleur qui évoquent quelque chose ou quelqu'un – et je suis. Je me raconte une histoire, une narration ouverte, une histoire qui soit à la fois innocente et suspecte. Elle pourrait demeurer innocente jusqu'à la fin, mais un événement intervient, qui le lui interdit.* »

A-t-il essayé du portrait ? Demi-sourire. « *J'en ai fait quelques-uns, des portraits d'amis – qui ont aussitôt cessé d'être mes amis. Le portrait est dangereux. Je ne prendrai pas le risque de peindre les portraits de mes collectionneurs, ce serait trop imprudent.*

– C'étaient des portraits d'après modèles ?

– *D'après des photographies.* » Il lui faut décidément ce filtre, cet écran. Entre la nature et la peinture, il interpose cet état intermédiaire. « *C'est simple. J'irai cet été à Saint-Tropez faire des photos sur la plage. Venez m'y rejoindre.* »

Acte II
Saint-Tropez, juin

Du chic de Soho à celui de la Côte. La conversation reprend au bord de la piscine d'un hôtel. Fischl a les mêmes lunettes noires, les mêmes vêtements blancs et légers, mais l'air moins inquiet – il est en vacances. Avant de venir à Saint-Tropez, il est allé à Paris revoir quelques tableaux aimés au Louvre et à Orsay, puis à Avignon, où sont les primitifs.

Il paraît plus serein, mais n'en parle pas moins de la crise et de ses méfaits. « *L'an prochain, je recommence à enseigner. J'avais enseigné longtemps, à mes débuts, parce que je ne gagnais pas ma vie avec ma peinture. J'avais cessé. Je recommence. Il existe à New-York une école absolument anachronique. Les élèves y apprennent les techniques de la peinture classique. Ils travaillent d'après des plâtres, des modèles. Il font des nus – tout ce que l'on ne fait pas dans la plupart des écoles d'art américaines. Je dois leur expliquer comment appliquer cette technique à des sujets contemporains. Je craignais qu'en raison de leur éducation ils soient très réservés. En vérité, il n'en est rien, ils ont l'esprit très large.*

» *C'est bien. J'avais besoin d'enseigner à nouveau, de toute façon... On y va ?* »

On y va aussitôt, à la chasse aux filles nues, sur la plage de Pampelonne.

« Vous n'avez jamais d'ennuis avec ceux que vous photographiez ?

– *Jamais. C'est très rapide. Ils ne s'aperçoivent de rien. Ceux qui s'en aperçoivent s'en moquent.* »

Sous un parasol qui le protège de la chaleur, des clichés surexposés et de la curiosité, sur un matelas de plage rayé, Fischl guette la nymphe et la sirène. La mer est à quelques mètres, Méditerranée plate divisée en rectangles par des lignes de bouées et parcourue en rond par des pédalos orange vif. Nul ne s'y baigne. Nul ne s'en approche afin d'en éprouver la température. Elle n'est que prétexte de nudité, excuse pour un exhibitionnisme calculé et préparé depuis des mois, choix du maillot, body-building et bronzage aux ultraviolets.

Fischl bougonne à nouveau. Cet été, le maillot une pièce revient en faveur et ce retour, où le peintre reconnaît le signe d'un regain de puritanisme, le prive de quelques vues dont son art pourrait tirer parti.

Par bonheur, toutes les belles de Pampelonne ne sacrifient pas à cet engouement et tiennent encore la pudeur en faible estime. Entre les matelas, sur les planches, le long du rivage, elles paradent lentement et Fischl, sans interrompre la conversation, comme si de rien n'était, comme s'il herborisait ou collectionnait des papillons, photographie leurs passages et leurs démonstrations plastiques. Il photographie avec une étonnante célérité. Voir, viser, appuyer – dix ou quinze secondes, pas plus. La composition du cliché l'intéresse peu, infiniment moins que le sujet. « *De toute façon, je ne suis pas un photographe.* » Il est vrai.

Bonnard ni Degas n'étaient pas non plus des photographes. L'allusion lui plaît. « *Bonnard. Voilà un peintre immense. Dina Vierny m'a raconté que, quand elle posait pour lui, elle n'avait pas le droit de demeurer immobile. Il lui demandait de ne pas cesser de se lever, de s'asseoir, de bouger, de se lever à nouveau, de se rasseoir. C'était épuisant pour elle. Il voulait l'avoir sans cesse en mouvement. A l'inverse, Matisse et Maillol lui demandaient de prendre une pose.*

» *En un sens, Bonnard m'intéresse plus qu'eux. Je suis allé visiter sa maison au Cannet, j'ai étudié ses photographies, ses dessins. Il m'arrive d'y penser. Et Marthe, sa femme, devenue folle... Et sa façon d'observer la lumière. Dans ses agendas, il inscrit* beau temps, pluvieux, couvert... *J'aime Bonnard, vraiment.* »

Passage d'une beauté, rien d'un Bonnard, des volumes puissamment développées, plutôt un Renoir tardif ou un Maillol. Photo. Pas de commentaires déplacés. Fischl est un voyeur professionnel, rapide et discret.

Le dialogue esthétique se poursuit. « *Ce qui m'intéresse dans la peinture contemporaine ? Les Allemands, bien sûr : Baselitz, Kieffer, Immendorff. Peut-être leurs toiles m'intéressent-elles moins en elles-mêmes que ce qu'elles trahissent, la crise d'identité de ces artistes qui souffrent d'être les fils des nazis. Je sens dans leur peinture une authenticité incontestable, une grande force d'expression – nées de cette crise, de ce malaise qu'ils n'en finissent pas de ne pas guérir.*

» *Il y a aussi les peintres américains. David Salle – j'aime ce qu'il fait, c'est un ami. – Susan Rothenberg, Malcolm Morley. Celui-là... Nous avons fait un entretien ensemble, chez lui, la plus extraordinaire visite d'atelier dont je me souvienne. Il est vraiment très excentrique, en tout. Aussi bien dans ce qu'il pense de ses tableaux que dans sa manière de les faire. Parfois, ce qu'il fait est très bon ; la fois suivante, il gâche tout. Il est tout à la fois un peintre radical et traditionnel... Rothenberg aussi, c'est intéressant. On ne la connaît pas assez en Europe. Dommage, c'est un vrai peintre. Un de ceux dont les tableaux ne s'oublient pas.* »

Une femme, près de lui, se déshabille, s'agenouille, se relève à moitié, s'allonge, se redresse, se drappe dans une serviette, se dévoile. On croirait qu'elle met quelque complaisance à imiter les postures tordues des femmes à la toilette de Degas. Fischl en oublie le fil de ses propos. Il n'est plus qu'œil et caméra. Une autre, couchée sur le dos, croise les jambes. Il la désigne : « *Mon exercice de géométrie du jour...* »

Un peu plus tard, la séance de prises de vues cesse pour cause de déjeuner, déjeuner des modèles et du photographe. Le lendemain, il quitte la France pour New-York. Il a envie de se remettre à peindre. Ses voyages du printemps et les travaux dans l'atelier l'ont contraint à s'interrompre trop longtemps. La peinture lui manque. Son été sera immobile et laborieux – l'idée lui plaît sans doute, mais elle ne le protège pas contre la mélancolie du départ.

Autour de lui, chacun s'applique à s'amuser. « *Regardez-les, tous ces efforts qu'ils font pour être heureux...* » Il songe à ce qu'il doit affronter à nouveau aux Etats-Unis, l'idéologie du *politically correct*, le puritanisme, l'incompréhension ou l'indignation. « *En France, vous ignorez cela. Il existe ici des institutions culturelles, des musées, des centres, même un ministre. Aux Etats-Unis, rien de tel. Rien qu'une indifférence presque générale.* » Il s'assombrit. Sous le dandy, l'observateur amer perce à nouveau. Il ne cherche plus à donner le change. « *Etre peintre aujourd'hui, c'est à peu près comme faire de la céramique – une activité anachronique qui n'intéresse plus grand monde.* »

PHILIPPE DAGEN

GÉRARD RONDEAU POUR « LE MONDE »

• Eric Fischl est né à New-York en 1948. Après des études en Californie et une courte période abstraite, il exécute sa première toile réaliste en 1979. Très vite, il apparaît alors comme le chroniqueur acide de la vie américaine – celle des banlieues bourgeoises et des loisirs organisés. Se fondant sur une abondante documentation photographique, il impose, à l'écart des modes dominantes, une peinture figurative contemporaine.

A partir du début des années 80, expositions personnelles et collectives se multiplient à New-York et dans les capitales européennes. En 1984, Fischl est présent à la Biennale de Venise, en 1985 dans celles du Whitney et de Paris. La même année, il est accueilli par les musées d'Eindhoven et de Bâle. En 1987, il figure à la Dokumenta de Cassel. En 1990, une première rétrospective de son œuvre a été présentée à Lausanne et à Vienne.

Il vit et travaille à New-York et à Sag-Harbour.

□ **Suicide d'un couple d'artistes italiens.** – L'acteur de théâtre italien Tino Schirinzi et sa compagne, la musicienne Daisy Lumini, se sont suicidés, mercredi 18 août, en se jetant d'un viaduc en Toscane. Tino Schirinzi, cinquante-neuf ans, souffrait d'un cancer à l'abdomen, et ses médecins lui avaient révélé qu'il lui restait peu de temps à vivre. Une jeune fille, seule témoin du drame, a vu le couple se précipiter en se tenant par la main du parapet du viaduc en construction près de la digue du Bilancino, dans la région du Mugello, au nord de Florence. Tino Schirinzi avait joué Goldoni, Sartre, Camus, Ibsen ou Corneille sur les grandes scènes italiennes et avait travaillé pour la télévision. Daisy Lumini, cinquante-sept ans, était surtout connue pour ses interprétations de musiques populaires toscanes. – (AFP.)

AGENDA

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

LA CHAMBRE 108. Film français de Daniel Moosmann : Les Trois Luxembourg, 6• (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; Le Balzac, 8• (45-61-10-60).

CIBLE ÉMOUVANTE. Film français de Pierre Salvadori : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Gaumont Hautefeuille, 6• (36-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8• (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Gaumont Opéra Français, 9• (36-68-75-55) ; Les Nation, 12• (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13• (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14• (36-68-75-55) ; Les Montparnos, 14• (36-65-70-42) ; Gaumont Convention, 15• (36-68-75-55) ; Pathé Wepler II, 18• (36-68-20-22).

DENIS LA MALICE. Film américain de Nick Castle, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; UGC Odéon, 6• (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8• (36-68-75-55) ; George V, 8• (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : Rex, 2• (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; George V, 8• (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Miramar, 14• (36-65-70-39) ; Mistral, 14• (36-65-70-41) ; UGC Convention, 15• (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; UGC Maillot, 17• (40-68-00-16 ; 36-65-70-61) ; Pathé Clichy, 18• (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

JE M'APPELLE VICTOR. Film français de Guy Jacques : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; Gaumont Hautefeuille, 6• (36-68-75-55) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8• (36-68-75-55) ; Gaumont Opéra Français, 9• (36-68-75-55) ; 14 Juillet Bastille, 11• (43-57-90-81) ; Escurial, 13• (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14• (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79).

MÉTISSE. Film français de Mathieu Kassovitz : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, 6• (43-25-59-83) ; UGC Biarritz, 8• (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; UGC Opéra, 9• (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; 14 Juillet Bastille, 11• (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Gaumont Parnasse, 14• (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79) ; Pathé Wepler II, 18• (36-68-20-22).

LA PART DES TÉNÈBRES. Film américain de George A. Romero, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; UGC Danton, 6• (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8• (36-68-75-55) ; UGC Normandie, 8• (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; v.f. : Rex, 2• (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; Bretagne, 6• (36-65-70-37) ; Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins, 13• (36-68-75-55) ; Mistral, 14• (36-65-70-41) ; Gaumont Convention, 15• (36-68-75-55) ; Pathé Clichy, 18• (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

UN, DEUX, TROIS, SOLEIL. Film français de Bertrand Blier : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; Gaumont Opéra, 2• (36-68-75-55) ; Rex, 2• (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; 14 Juillet Odéon, 6• (43-25-59-83) ; Gaumont Hautefeuille, 6• (36-68-75-55) ; La Pagode, 7• (47-05-12-15 ; 36-68-75-55) ; Gaumont Champs-Elysées, 8• (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11• (43-57-90-81) ; Les Nation, 12• (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins bis, 13• (36-68-75-55) ; Gaumont Parnasse, 14• (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14• (36-68-75-55) ; Miramar, 14• (36-65-70-39) ; Gaumont Convention, 15• (36-68-75-55) ; Gaumont Kinopanorama, 15• (43-06-50-50 ; 36-68-75-55) ; UGC Maillot, 17• (40-68-00-16 ; 36-65-70-61) ; Pathé Wepler, 18• (36-68-20-22).

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

SAMEDI

L'Espionnage, un genre impur : SAS à San Salvador (1982), de Raoul Coutard, 14 h 30 ; Un cerveau d'un milliard de dollars, (v.f.), de Ken Russel, 16 h 30 ; Osterman Week End (1983, v.o. s.t.f.), de Sam Peckinpah, 19 h ; l'Etau (1969, v.o. s.t.f.), d'Alfred Hitchcock, 21 h.

DIMANCHE

L'Espionnage, un genre impur : la Peau de Torpedo (1970), de Jean Delannoy, 14 h 30 ; l'Evasion (1954, v.o. s.t.f.), d'Anthony Asquith, 16 h 30 ; le Quatrième Protocole (1987, v.o. s.t.f.), de John Mackenzie, 19 h ; la Sanction (1975, v.o. s.t.f.), de Clint Eastwood, 21 h 15.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-26-34-30)

SAMEDI

Portraits de Paris : Paris à travers les siècles : Si Paris nous était conté (1955) de Sacha Guitry, 14 h 30 ; Adolescences : Enfants des courants d'air (1959) de E. Luntz, Laisse béton (1984) de Serge Le Perron, 16 h 30 ; Révolution française : 1789 (1989) de José-Xavier et Jerzy Kular, Madame Sans-Gêne (1943) de Roger Richebé, 18 h 30 ; l'Occupation : 1942 (1976) de Simone Boruchowicz, Monsieur Klein (1976) de Joseph Losey, 20 h 30.

DIMANCHE

Portraits de Paris : Adolescences : Rebecca (1983) de Gunhil Aasen, les Années sandwiches (1988) de Pierre Boutron, 14 h 30 ; l'Argent : l'Affaire Stavisky (1988) d'Henri de Turenne et Jean-Noël Delamarre, Y a-t-il un Français dans la salle? (1982) de Jean-Pierre Mocky, 16 h 30 ; Gendarmes et Voleurs : la Vie du commissariat de Belleville (1990) de Barek Tounsi, 20 h 30 ; Faits divers .

LES EXCLUSIVITÉS

A TOUTE ÉPREUVE (Hongkong, v.o.) : Studio des Ursulines, 5• (43-26-19-09).
ALARME FATALE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; George V, 8• (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31 ; 36-65-70-18).
AMANTS (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36).
ANGLE MORT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; George V, 8• (45-62-41-46 ; 36-65-70-74).
ANTONIA & JANE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6• (45-44-57-34).
L'ARBRE, LE MAIRE ET LA MÉDIATHÈQUE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Denfert, 14• (43-21-41-01).
ARIZONA DREAM (A.-Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Images d'ailleurs, 5• (45-87-18-09) ; Cinoches, 6• (46-33-10-82) ; George V, 8• (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Denfert, 14• (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68).
AU-DESSUS DE LA LOI (A., v.o.) : George V, 8• (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : Rex, 2• (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95 ; 36-65-70-45).
BAD LIEUTENANT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Utopia, 5• (43-26-84-65).
BASIC INSTINCT *(A., v.o.) : Studio* Galande, 5• (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) ; UGC Triomphe, 8• (45-74-93-50 ; 36-65-70-76).
LA BATAILLE DE SALAMMBO (Fr.) : La Géode, 19• (40-05-80-00).
BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; Gaumont Opéra Impérial, 2• (36-68-75-55) ; UGC Danton, 6• (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; UGC Rotonde, 6• (45-74-94-94 ; 36-65-70-73) ; UGC Champs-Elysées, 8• (45-62-20-40 ; 36-65-70-88) ; La Bastille, 11• (43-07-48-60) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79).
BEIGNETS DE TOMATES VERTES (A., v.o.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82) ; UGC Triomphe, 8• (45-74-93-50 ; 36-65-70-76).
BENNY & JOON (A., v.o.) : UGC Danton, 6• (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; George V, 8• (45-62-41-46 ; 36-65-70-74).
BLADE RUNNER-VERSION INÉDITE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68).
BOXING HELENA *(A., v.o.) : Gaumont* Les Halles, 1• (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, 6• (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; 14 Juillet Bastille, 11• (43-57-90-81) ; Escurial, 13• (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14• (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79) ; *v.f.* : Bretagne, 6• (36-65-70-37) ; Gaumont Opéra Français, 9• (36-68-75-55) ; Gaumont Gobelins bis, 13• (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14• (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15• (36-68-75-55) ; Pathé Wepler II, 18• (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).
C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS (Bel.) : Utopia, 5• (43-26-84-65).
LA CAVALE DES FOUS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6• (43-25-59-83) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8• (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; UGC Biarritz, 8• (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; UGC Opéra, 9• (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins, 13• (36-68-75-55) ; Miramar, 14• (36-65-70-39) ; Mistral, 14• (36-65-70-41) ; UGC Convention, 15• (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé Clichy, 18• (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).
CHUTE LIBRE (A., v.o.) : George V, 8• (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68).
COMMENT FONT LES GENS (Fr.) : Action Christine, 6• (43-29-11-30 ; 36-65-70-62).
LA CRISE (Fr.) : UGC Triomphe, 8• (45-74-93-50 ; 36-65-70-76).
CUISINE ET DÉPENDANCES (Fr.) : Lucernaire, 6• (45-44-57-34).
LES DÉCOUVREURS (A.) : La Géode, 19• (40-05-80-00).
DRACULA (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, *3• (42-71-52-36) ; Saint-Lambert, 15•* (45-32-91-68).
DUEL A ICHIJOJI (Jap., v.o.) : Max Linder Panorama, 9• (48-24-88-88).
L'ENFANT LION (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Rex, 2• (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; George V, 8• (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Denfert, 14• (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68).
LES EPICES DE LA PASSION (Mex., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6• (45-44-57-34) ; Le Balzac, 8• (45-61-10-60).
EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6• (45-44-57-34).
ET AU MILIEU COULE UNE RIVIÈRE (A., v.o.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8• (42-56-52-78 ; 36-68-75-55) ; Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68).
FANFAN (Fr.) : Gaumont Opéra, 2• (36-68-75-55) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8• (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14• (36-68-75-55).
FIORILE (It., v.o.) : Reflet Médicis II (ex Logos II), 5• (43-54-42-34).
HENRY V (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Denfert, 14• (43-21-41-01).
IMPITOYABLE (A., v.o.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82).
JAMBON JAMBON (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6• (45-74-94-94 ; 36-65-70-73) ; George V, 8• (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : Gaumont Opéra Impérial, 2• (36-68-75-55).
LE JEUNE WERTHER (Fr.) : Lucernaire, 6• (45-44-57-34).
LAST ACTION HERO (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; UGC Odéon, 6• (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8• (36-68-75-55) ; UGC Normandie, 8• (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; Gaumont Opéra Français, 9• (36-68-75-55) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13• (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2• (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; Les Nation, 12• (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Gaumont Alésia, 14• (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14• (36-68-75-55) ; UGC Convention, 15• (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé Wepler, 18• (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).
LA LEÇON DE PIANO (Austr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, 6• (43-25-59-83) ; UGC Rotonde, 6• (45-74-94-94 ; 36-65-70-73) ; Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; UGC Biarritz, 8• (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13• (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14• (36-68-75-55) ; v.f. : Gaumont Opéra Impérial, 2• (36-68-75-55) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8• (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Montparnasse, 14• (36-68-75-55).
LA LÉGENDE DE MUSASHI (Jap., v.o.) : Max Linder Panorama, 9• (48-24-88-88).
LOUIS, ENFANT ROI (Fr.) : Elysées Lincoln, 8• (43-59-36-14).
MA SAISON PRÉFÉRÉE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Publicis Saint-Germain, 6• (42-22-72-80) ; Elysées Lincoln, 8• (43-59-36-14) ; Bienvenüe Montparnasse, 15• (36-65-70-38).
MAD DOG AND GLORY (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20) ; v.f. : Paris Ciné I, 10• (47-70-21-71).
MADE IN AMERICA (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8• (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68) ; v.f. : Les Montparnos, 14• (36-65-70-42).
MAMAN J'AI ENCORE RATÉ L'AVION (A., v.f.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82) ; Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68).
MOI IVAN, TOI ABRAHAM (Fr., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6• (46-33-97-77 ; 36-65-70-43).
MUSASHI, UN FILM EN TROIS ÉPOQUES (Jap., v.o.) : Max Linder Panorama, 9• (48-24-88-88).
MY OWN PRIVATE IDAHO (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Images d'ailleurs, 5• (45-87-18-09).
NIAGARA, AVENTURES ET LÉGENDES (A.) : La Géode, 19• (40-05-80-00).
LES NUITS FAUVES (Fr.) : UGC Triomphe, 8• (45-74-93-50 ; 36-65-70-76).
L'ODEUR DE LA PAPAYE VERTE (vietnamien, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; La Pagode, 7• (47-05-12-15 ; 36-68-75-55) ; Bienvenüe Montparnasse, 15• (36-65-70-38).
L'ŒIL DE VICHY (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Reflet Médicis I (ex Logos I), 5• (43-54-42-34).
LE PAYS DES SOURDS (Fr.) : Reflet République, 11• (48-05-51-33).
PETER'S FRIENDS (Brit., v.o.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82) ; UGC Biarritz, 8• (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20) ; Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68).
POSSE, LA REVANCHE DE JESSIE LEE (A., v.f.) : Gaumont Opéra, 2• (36-68-75-55).
PROPOSITION INDÉCENTE (A., v.o.) : George V, 8• (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : Les Montparnos, 14• (36-65-70-42).
QIU JU UNE FEMME CHINOISE (Chin., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6• (45-44-57-34).
4 NEW-YORKAISES (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20).
RESERVOIR DOGS *(A., v.o.) : Ciné* Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Utopia, 5• (43-26-84-65).
RETOUR A HOWARDS END (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6• (43-26-58-00) ; Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68).
SANTA SANGRE (Mex., v.o.) : Accatone, 5• (46-33-86-86).
SIDEKICKS (A., v.f.) : Gaumont Opéra, 2• (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14• (36-68-75-55).
SNIPER (A., v.f.) : Montparnasse, 14• (36-68-75-55).
LE SOUPER (Fr.) : Lucernaire, 6• (45-44-57-34).
SWING KIDS (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8• (47-20-76-23 ; 36-68-75-55) ; Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20) ; v.f. : Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31 ; 36-65-70-18).
TALONS AIGUILLES (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5• (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) ; Denfert, 14• (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68).
THE CRYING GAME (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Images d'ailleurs, 5• (45-87-18-09) ; Cinoches, 6• (46-33-10-82).
THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Cinoches, 6• (46-33-10-82).
LES TORTUES NINJA 3 (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68).
TOUS LES MATINS DU MONDE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68).
TOUT ÇA POUR ÇA (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; UGC Odéon, 6• (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8• (36-68-75-55) ; UGC Normandie, 8• (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; Les Nation, 12• (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; Gaumont Gobelins, 13• (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14• (36-68-75-55) ; UGC Maillot, 17• (40-68-00-16 ; 36-65-70-61).
TRACES DE SANG (A., v.o.) : UGC Normandie, 8• (45-63-16-16 ; 36-65-70-82).
UN CRIME (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; UGC Opéra, 9• (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14• (36-65-70-41) ; Montparnasse, 14• (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15• (36-68-75-55).
UN FLIC ET DEMI (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31 ; 36-65-70-18).
UN JOUR SANS FIN (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; UGC Danton, 6• (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; UGC Biarritz, 8• (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; UGC Opéra, 9• (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; La Bastille, 11• (43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2• (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14• (36-65-70-41) ; UGC Convention, 15• (45-74-93-40 ; 36-65-70-47).
UNE BALLE DANS LA TÊTE (Hongkong, v.o.) : Studio des Ursulines, 5• (43-26-19-09).
UNE BRÈVE HISTOIRE DU TEMPS (Brit.-A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Denfert, 14• (43-21-41-01).
UNE FAMILLE FORMIDABLE (It., v.o.) : Gaumont Hautefeuille, 6• (36-68-75-55) ; Elysées Lincoln, 8• (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20) ; v.f. : Gaumont Opéra Français, 9• (36-68-75-55) ; Gaumont Gobelins, 13• (36-68-75-55).
VERSAILLES RIVE GAUCHE (Fr.) : Utopia, 5• (43-26-84-65).
LES VISITEURS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Gaumont Opéra, 2• (36-68-75-55) ; Rex, 2• (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Odéon, 6• (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; Publicis Champs-Elysées, 8• (47-20-76-23 ; 36-68-75-55) ; UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins, 13• (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14• (36-68-75-55) ; Les Montparnos, 14• (36-65-70-42) ; Gaumont Convention, 15• (36-68-75-55) ; UGC Maillot, 17• (40-68-00-16 ; 36-65-70-61) ; Pathé Wepler II, 18• (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).
LA VOIE DE LA LUMIÈRE (Jap., v.o.) : Max Linder Panorama, 9• (48-24-88-88).

LES SÉANCES SPÉCIALES

L'ADVERSAIRE (Ind., v.o.) : Utopia, 5• (43-26-84-65) 18 h 10.
ALPHA BRAVO (A., v.f.) : Cinaxe, 19• (42-09-34-00) 19 h.
ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5• (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) 20 h.
BLUE VELVET (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) 0 h 05.
BOYZ'N THE HOOD (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5• (45-87-18-09) 18 h.
BRAINDEAD (Néo-zélandais, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) 0 h 25.
CASABLANCA (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68) 21 h 15.
CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) : Action Christine, 6• (43-29-11-30 ; 36-65-70-62) 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
CERCLE DE FEU (A.) : La Géode, 19• (40-05-80-00) 19 h, 21 h.
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68) 19 h.
CLASS 92 (A.) : Brady, 10• (47-70-08-86) 21 h 40.
LES COMMITMENTS (irlandais, v.o.) : Le Berry Zèbre, 11• (43-57-51-55) 17 h 30.
CRIN BLANC (Fr.) : Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68) .
LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Studio Galande, 5• (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) 16 h 10.
L'EUNUQUE IMPÉRIAL (Chin., v.o.) : Images d'ailleurs, 5• (45-87-18-09) 16 h 05.
GROCK (Suis.) : Ranelagh, 16• *(42-88-64-44) 18 h.*
INDOCHINE (Fr.) : Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68) 21 h 15.
JIMI HENDRIX AT WOODSTOCK (A., v.o.) : Max Linder Panorama, 9• (48-24-88-88) 0 h 30.
MALCOLM X (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5• (45-87-18-09) 20 h.
LA NUIT SACRÉE (Fr.) : Images d'ailleurs, 5• (45-87-18-09) 16 h.
PASSION FISH (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5• (45-87-18-09) 19 h 50.
PEPI, LUCI, BOM ET AUTRES FILLES DU QUARTIER (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5• (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) 18 h 30.
RED ROCK WEST (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5• (45-87-18-09) 18 h.
REGGAE SUNSPLASH (All., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11• (43-57-51-55) 20 h, 22 h.
ROBOCOP 3 (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68) 17 h 15.
SISTER ACT (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68) 19 h.
LE SPORT FAVORI DE L'HOMME (A., v.o.) : Action Christine, 6• (43-29-11-30 ; 36-65-70-62) 19 h 15, 21 h 30.
THE KING OF NEW YORK (A., v.f.) : Brady, 10• (47-70-08-86) .
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) : Studio Galande, 5• (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) 22 h 30.
UNE VIERGE SUR CANAPÉ (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68) 21 h 15.

PARIS EN VISITES

LUNDI 23 AOÛT

« Le marché aux puces de Saint-Ouen a cent ans, les nouvelles installations. Conférence déposée », 10 h 30, métro Porte-de-Clignancourt, au fanion Paris autrefois, L.-A. Lavigne.

« Le Palais-Garnier, l'Opéra du Second Empire, construction et dessous » (limité à trente personnes), 11 h 30, dans le vestibule, statue de Lulli (Monuments historiques).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le jardin du Luxembourg : histoire d'un jardin et d'un palais », 14 h 30, métro Luxembourg, sortie jardin, à l'entrée du jardin (Connaissance de Paris).

« Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles insolites, jardins, plafonds et escaliers inconnus », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (I. Hauller).

« De Lalique à Foujita, de Laprade à Le Corbusier : la Cité internationale universitaire », 14 h 30, métro Cité universitaire (V. de Langlade).

« La Madeleine et son quartier : une église qui ressemble à un temple », 15 heures, en bas des marches, devant la Madeleine (Monuments historiques).

« L'île de la Cité, naissance de Paris, vieilles maisons de chanoines », 15 heures, 2, rue d'Arcole (Paris autrefois (L.-A. Lavigne).

« Promenade dans le Montparnasse des artistes », 15 heures, 171, boulevard du Montparnasse (Paris et son histoire).

« Cités d'artistes et jardins secrets, Montmartre hors des sentiers battus », 16 heures et 18 h 15, au pied du funiculaire (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

THÉÂTRE

AKTÉON-THÉÂTRE (43-38-74-62). Le *Premier : 17 h et 22 h.*
ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). L'Amour foot : 20 h 45, dim. 15 h 30.
ARCANE (43-38-19-70). Les Précieuses ridicules : 20 h 30.
ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). L'Eloge de la folie : 18 h et 21 h.
BATEAU-THÉÂTRE LA MARE AU DIABLE-RIVE GAUCHE (40-46-90-72). Marie l'incurie : 19 h 30. Sur le dos d'un éléphant : 21 h, dim. 17 h.
BERRY-ZÈBRE (43-57-51-55). Dim. Les Champêtres de joie : 20 h 30. Tiens bon ! : 21 h.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Les Zappeurs : 20 h 15. Le Graphique de Boscop : 21 h 30. Dim. Nous sommes tous des lapins à six pattes : 20 h. Chaud... mais pas fatigué : 21 h 15. Artus de Penguern : 22 h 30.
CRYPTE SAINTE-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Le Cid : 20 h 30, dim. 17 h 30.
DAUNOU (42-61-69-14). Le Canard à l'orange : 21 h, dim. 15 h 30.
DUNOIS (45-84-72-00). Cosi fa De Ponte ou la Croisière de l'improvisateur : 21 h, dim. 17 h.
ESPACE MARAIS (48-04-91-55). L'Ile des esclaves : 19 h, dim. 15 h. Feu la mère de madame : 20 h, dim. 18 h. La Mouette : 21 h. Dim. Le Mariage de Figaro : 16h.
HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Eté 86 chez les Pujols : 20 h. Le Jardin des cerises : 21 h 30. Théâtre rouge. Les Dix Commandements : 18 h. Ah! Si j'avais un nom connu, vous verriez comme je serais célèbre : 20 h. Personne n'est parfait : 21 h 30.
MADELEINE (42-65-07-09). Atout cœur : 21 h, dim. 15 h 30.
MÉTAMORPHOSIS (42-61-33-70). Tonnelle d'été : 15 h. Le Miroir des *songes : 21 h, dim. 15 h.*
MICHODIÈRE (47-42-95-22). Les Palmes de M. Schutz : 17 h et 20 h 30, dim. 16 h.
PALAIS DES GLACES (PETIT SALLE) (42-02-27-17). Bruno Lugan : 20 h 30.
PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE (42-27-39-54). Embrassons-nous, Folleville ! : 15 h et 18 h 30. Le Voyage de M. Perrichon : 16 h 30 et 20 h 30.
RANELAGH (42-88-64-44). Backswing : 20 h 30.
RENAISSANCE (42-08-18-50). La Java des mémoires : 16 h et 21 h.
SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Une aspirine pour deux : 20 h 45.
SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Allais nous plaît : 20 h 30. Le Défunt ; Edouard et Agrippine : 22 h.
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Improvizafond : 20 h 30.
THÉÂTRE DÉJAZET (48-87-52-55). Elie Kakou : 20 h 30.
THÉÂTRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). Les Jeunes Pères : 20 h 30. Rien ne sert de dormir, faut s'lever l'matin : 22 h.
THÉÂTRE D'EDGAR (42-79-97-97). Union libre : 20 h 15.
THÉÂTRE GRÉVIN (42-46-84-47). Charité bien ordonnée : 21 h.
THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-67-89). Comediante ! : 21 h, dim. 15 h.
THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GALABRU (42-23-15-85). Western-solo : 20 h, dim. 15 h. Eternel Tango : 21 h. Help ! Le Chippendale ou l'homme de leur vie : 22 h 30.
THÉÂTRE DU TAMBOUR-ROYAL (48-06-72-34). Dom Juan : 15 h et 20 h 45.
TOURTOUR (48-87-82-48). L'Heure espagnole : 19 h. Les Rendez-vous : 20 h 30. Le rêve était presque parfait : 22 h.

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi,
Bertrand Le Gendre, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

Après le choix par la Corée du Sud du consortium franco-britannnique

TGV : un transfert à risques

Difficile d'exporter des produits de haute technologie sans être obligé de les faire en partie fabriquer par l'acheteur et d'apprendre à celui-ci quelques-uns des secrets qui ont fait l'excellence du produit. Pour vendre le TGV à la Corée du Sud, GEC-Alsthom a dû accepter ces deux concessions : le partage du travail et le transfert de technologie.

Le premier n'est pas trop grave. Il diminue la valeur ajoutée par le vendeur et donc ce qui entre dans ses caisses, mais on peut considérer que c'est aussi un moyen d'abaisser le coût final si l'acheteur est un pays aux salaires modestes.

En revanche, le transfert de technologie peut se révéler autrement dangereux, car il confère à l'acheteur un savoir-faire précieux : cela peut lui permettre de damer le pion à son ancien vendeur en faisant évoluer intelligemment le produit et en le vendant moins cher. Pour l'exportateur, le partage volontaire de ses secrets a les mêmes effets que l'espionnage industriel : il aide à la naissance d'un concurrent qui pourra lui nuire sur le marché mondial.

Les exemples de l'automobile, de la téléphonie, de la construction navale ou des composants électroniques sont là pour démontrer que le risque est réel, notamment en Asie, où l'on apprend vite et bien.

Verra-t-on dans quelques années les conglomérats sud-coréens Daewoo ou Hyundaï commercialiser des TGV beaucoup moins chers que ceux de GEC-Alsthom ? Le canadien Bombardier n'avait-il pas appris d'Alsthom, dans les années 70, l'art de fabriquer un métro à Montréal, au point qu'aujourd'hui il taille des croupières à son ancien maître ?

Il existe des parades, comme la limitation des connaissances transmises. Ainsi, en aéronautique, Boeing et Airbus acceptent d'associer les Chinois et les Japonais à la fabrication du fuselage de leurs avions, mais ils se réservent les parties stratégiques comme le poste de pilotage, véritable cerveau de l'appareil. Les négociateurs français qui mettent au point avec les Sud-Coréens le contrat de vente du TGV s'efforceront vraisemblablement de ne pas céder l'essentiel.

L'autre solution est de poursuivre la modernisation du produit pour conserver l'avance acquise. Ainsi l'Etat français aide financièrement GEC-Alsthom et la SNCF à mettre au point un train à grande vitesse de la troisième génération. Après le modèle Sud-Est et le modèle Atlantique, les ingénieurs travaillent sur un TGV qui filerait à 350 kilomètres heure, plus léger, plus silencieux, plus spacieux. Pour cela, ils peaufinent le moteur, les roues, les rails, la caténaire, les boogies, la caisse, les freins, les matériaux composites, l'informatique et la signalisation embarquées. Histoire d'avoir mieux à vendre s'il prenait fantaisie aux Coréens d'inonder la planète avec le TGV dernier cri dont ils ont annoncé l'acquisition le 20 août.

ALAIN FAUJAS

Paris entend intensifier ses relations avec Séoul

La France a *« la ferme volonté d'intensifier »* ses relations *« économiques, mais aussi politiques »* avec la Corée du Sud, a déclaré vendredi 20 août la porte-parole adjointe du Quai d'Orsay, Catherine Colonna, après l'annonce du choix du consortium GEC-Alsthom pour la réalisation du train à grande vitesse reliant Séoul à Pusan. *« Cette décision constitue une opportunité majeure pour le développement d'un partenariat technologique et industriel à long terme entre la France et la Corée »*, a-t-elle ajouté.

Gérard Longuet, ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur, et Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, se sont félicités du choix du gouvernement sud-coréen. *« Cette première ouverture vers le continent asiatique devrait entraîner d'importantes retombées en France en faveur de l'emploi industriel »*, ont-ils notamment estimé dans un communiqué commun.

Versant allemand, le ministre de l'économie, Günter Rexrodt a déclaré qu'il *« respectait »* le choix du gouvernement sud-coréen en faveur du train à grande vitesse (TGV) tout en affirmant que l'Inter-City Express (ICE) de Siemens *« dispose de la technologie la plus avancée en matière de chemins de fer »*. Chez Siemens, un porte-parole a lui aussi indiqué qu'il *« respectait »* le choix de Séoul tout en le *« regrettant »*. *« Il ne règne pas pour autant d'atmosphère apocalyptique chez Siemens »*, a-t-il ajouté.

De son côté, un officiel japonais qui s'adressait à l'Agence France-Presse sous couvert de l'anonymat a estimé que la décision des Coréens d'écarter le Shinkansen (le TGV nippon) *« a surtout été politique car elle constituait un risque pour les autorités coréennes »*. *« Il sera passionnant de voir comment les Français vont travailler avec les Coréens, notamment sur les délicates questions des transferts de technologie »*, a-t-il notamment déclaré en prévoyant des *« difficultés »* en raison de *« pratiques très différentes entre Français et Coréens mais bien connues des Japonais. »*

De son côté, la SNCF a tenu à rappeler qu'elle avait *« conçu et validé »* le système du train à grande vitesse français puis qu'elle l'a *« développé et industrialisé avec les entreprises européennes conduites par l'ensemblier GEC-Alsthom. »*

Avec deux hypermarchés dans la région genevoise

Le suisse Migros s'implante en France

LYON

de notre bureau régional

Le groupe suisse de distribution Migros, dont le capital rassemble 1,548 million de coopérateurs, ouvrira bientôt deux hypermarchés dans la partie française de l'agglomération de Genève, à Thoiry (Ain) et Etrembières (Haute-Savoie). Cette agglomération compte près de 700 000 habitants, répartis par moitié des deux côtés de la frontière.

Le premier établissement (4 500 mètres carrés) ouvrira ses portes début septembre au sein d'un centre commercial de 21 000 mètres carrés comprenant cinquante boutiques et enseignes de forte notoriété, à une douzaine de kilomètres du centre de Genève. L'ensemble a nécessité un investissement de 255 millions de francs et permis la création de trois cents emplois, dont la moitié pour Migros. Le deuxième hypermarché devrait ouvrir au printemps prochain, légèrement retardé par la défaillance d'une entreprise de bâtiment chargée de sa construction.

Avec ces deux implantations *« sur France »*, selon l'expression consacrée dans la cité de Calvin, Migros souhaite mieux figurer face aux grandes enseignes (Leclerc, Intermarché, Continent, Rallye), présentes depuis longtemps dans le Genevois français, où elles ont su attirer une clientèle avantagée par les différentiels de taux de change, au détriment du grand commerce de centre-ville. L'autorisation d'exploitation des deux nouveaux hypermarchés a été obtenue avant l'arrivée du gouvernement d'Edouard Balladur, qui a gelé l'ouverture de grandes surfaces en France.

Migros rompt avec une tradition : la chaîne vendra aussi des produits de grande consommation sous d'autres marques que la sienne, ce dont elle s'abstenait pratiquement depuis sa fondation, au siècle dernier. Pour des raisons commerciales et réglementaires portant notamment sur les importations de textile, Migros a conclu un accord d'approvisionnement avec le groupe nancéien Cora pour ses deux nouveaux établissements.

Avec un chiffre d'affaires consolidé de 15,1 milliards de francs suisses (une soixantaine de milliards de francs français) en 1992, premier employeur privé de la Confédération – l'équivalent de 51 401 salariés à temps plein – Migros prévoit de nouveaux développements dans la distribution en Allemagne et en Autriche.

La réalisation du centre commercial de Thoiry a été confiée au promoteur Arc Union, qui doit également se charger de la future Cité de l'Europe, un centre commercial de 73 000 m² à l'entrée du tunnel sous la Manche, dont l'ouverture est prévue pour 1995.

GÉRARD BUÉTAS

EN BREF

□ **Eurotunnel engage un recours en arbitrage contre la SNCF et British Rail.** – Eurotunnel, société concessionnaire du tunnel sous la Manche, a annoncé qu'elle a introduit, vendredi 20 août, un recours en arbitrage auprès de la Chambre de commerce internationale contre la SNCF et British Rail, au sujet d'un différend sur la convention d'utilisation ferroviaire dans le tunnel sous la Manche. L'arbitrage, dont la procédure sera confidentielle, traitera aussi du retard de la mise en service des TGV Eurostar entre Londres, Paris et Bruxelles, et des conséquences de l'insuffisance des infrastructures du réseau britannique.

□ **Euro Disney ne fermera pas, selon son patron américain.** – Le président de Walt Disney, Michael Eisner, a qualifié de *« ridicules »* les rumeurs selon lesquelles Euro Disney, le parc de loisirs de Marne-la-Vallée, en France, fermerait. *« Euro Disney connaît un grand succès auprès des consommateurs, et nous ne sommes pas inquiets le moins du monde »*, a notamment ajouté M. Eisner dans un entretien accordé au *Daily Variety*. Toutefois, il a reconnu que les projets d'extension du parc avaient *« évidemment »* été repoussés. Cette déclaration, selon un porte-parole d'Euro Disney, est *« en phase »* avec celle du 8 juillet dans laquelle la société avait annoncé *« le réexamen de sa stratégie »* et *« l'adaptation de son programme de développement au contexte économique actuel »* (*le Monde* daté 11-12 juillet). On prévoyait alors que la signature de l'accord sur la création d'un deuxième parc devrait intervenir au plus tard le 10 septembre, date qui n'est pas *« immuable »*, indique-t-on de même source. L'action Euro Disney, introduite à 72 francs mais qui était montée jusqu'à 165 francs, cotait 56,80 francs le vendredi 20 août.

□ **Grève des facteurs depuis deux mois à Toulouse.** – Les soixante-cinq facteurs du centre-ville de Toulouse ont entamé, vendredi 20 août, leur soixantième jour de grève. Depuis l'interruption des négociations, le 13 août, la situation paraît complètement bloquée : les représentants de la direction régionale de la Poste à Bordeaux font savoir qu'ils sont allés jusqu'au bout de leurs concessions. De leur côté, les syndicats CGT et SUD (syndicat issu d'une scission de la CFDT) affirment qu'ils ne céderont pas, notamment sur la question de l'emploi d'auxiliaires et d'étudiants pour assurer la distribution du courrier.

□ **Hausse du taux vert du franc.** – Le « taux vert » du franc français a été augmenté de 0,3 % à compter du samedi 21 août, en raison de la baisse du franc par rapport à la devise la plus forte du SME (système monétaire européen), le florin néerlandais. Cette modification entraîne une hausse dans les mêmes proportions des prix agricoles en France. La parité du mark vert n'est pas modifiée, ce qui laisse inchangés les prix agricoles en Allemagne. Les modifications des taux verts résultent des mécanismes automatiques d'adaptation des monnaies du SME pour les échanges agricoles. Ce mécanisme, créé pour les monnaies flottantes, s'applique désormais à toutes les monnaies du SME depuis l'élargissement à 15 % des marges de fluctuations décidé le 2 août par les Douze.

La récession s'accentue

Non seulement la récession dans laquelle s'est enfoncée l'économie française à partir du printemps 1992 n'avait pas été prévue, mais son ampleur dépasse presque toutes les estimations qui avaient été faites jusqu'à présent. Les comptes du premier trimestre publiés vendredi 20 août par l'INSEE sont à cet égard sans ambiguïté.

Le PIB (produit intérieur brut) a baissé de 0,7 % au cours des trois premiers mois de l'année par rapport au dernier trimestre de 1992. Dans sa note de juillet, l'INSEE avait estimé le recul à 0,5 %. La différence est importante puisqu'elle correspond *grosso modo* à presque un point de PIB sur un an : la baisse de 2 % des premières estimations devient une baisse de 2,8 % en rythme annuel. Il est possible et même probable que la baisse de la production nationale ne se poursuivra pas au même rythme toute l'année, l'INSEE prévoyant, après une nouvelle baisse au deuxième trimestre, une stabilisation au second semestre de cette année : en moyenne sur l'ensemble de 1993, le recul du PIB n'atteindra donc pas 2,8 %. Il n'empêche qu'en début d'année la récession a été si forte que les estimations officielles d'une baisse de 0,4 % en 1993 seront largement dépassées. Le recul atteindra, dépassera même probablement 1 %. Une récession d'une telle ampleur ne s'était pas vue depuis très longtemps, puisque même en 1975, le contre-coup du premier choc pétrolier n'avait entraîné qu'un recul de 0,3 % du PIB.

La chute du premier trimestre s'explique par la production industrielle qui a beaucoup plus reculé qu'on ne le pensait. Déjà l'indice trimestriel publié par l'INSEE le 13 août avait fait apparaître une baisse de 1,9 % au cours des trois premiers mois de l'année par rapport au quatrième trimestre de 1992, un recul considérable, qui atteint 5 % en un an (premier trimestre 1993 comparé au premier trimestre 1992). Le plus inquiétant pour les capacités futures de l'industrie française est que ce recul s'explique d'abord par une nouvelle baisse absolue des dépenses d'équipement professionnel : – 3 % au premier trimestre, – 8 % en un an. Pour l'ensemble des investissements, le compte trimestriel que vient de publier l'INSEE montre un véritable effondrement : – 3,6 % par rapport au quatrième trimestre 1992, – 5,7 % en un an.

L'économie française va sortir affaiblie de la récession dans laquelle elle est plongée...

Al. V.

Plus forte que prévu

Suite de la première page

La baisse de 0,6 % des revenus réels au premier trimestre s'explique en partie par un effet de calendrier. En effet, calculé avant impôts, le revenu des ménages n'a pas reculé. Mais le brusque alourdissement de la pression fiscale – imputable à un rattrapage consécutif à la perception anticipée, au début de l'automne dernier, du solde réclamé aux contribuables mensualisés – ne joue qu'à la marge car les composantes de la rémunération des Français restent orientées dans un sens défavorable.

Au cours des trois premiers mois de l'année, leurs salaires n'ont progressé que de 0,4 % après 0,9 % au trimestre précédent malgré les revalorisations intervenues dans la fonction publique. Dans les entreprises non financières, on observe même une baisse de 0,2 % de la masse salariale brute, conséquence logique de l'évolution des salaires et de la baisse des effectifs. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant de constater que la consommation recule de 0,7 % au premier trimestre alors que le taux d'épargne des ménages reste à un niveau élevé (13 %).

Désendettement et compétitivité

Bien que rien n'interdise d'espérer de prochains comptes trimestriels plus favorables, le constat de l'INSEE, qui porte sur la période précédant la constitution de son gouvernement, apporte à Edouard Balladur plusieurs confirmations. La première est qu'il a bel et bien pris les rênes de l'économie française en pleine récession. La seconde est que, pour les Français, les « sacrifices » sont déjà inscrits dans les faits.

Le ralentissement du pouvoir d'achat est une donnée désormais bien établie. Cela incitera sans doute le premier ministre à tenter de réduire, comme il s'y est engagé, la fiscalité des classes moyennes... sans oublier que ceux qui ne paient pas l'impôt sur le revenu représentent près de la moitié des foyers fiscaux.

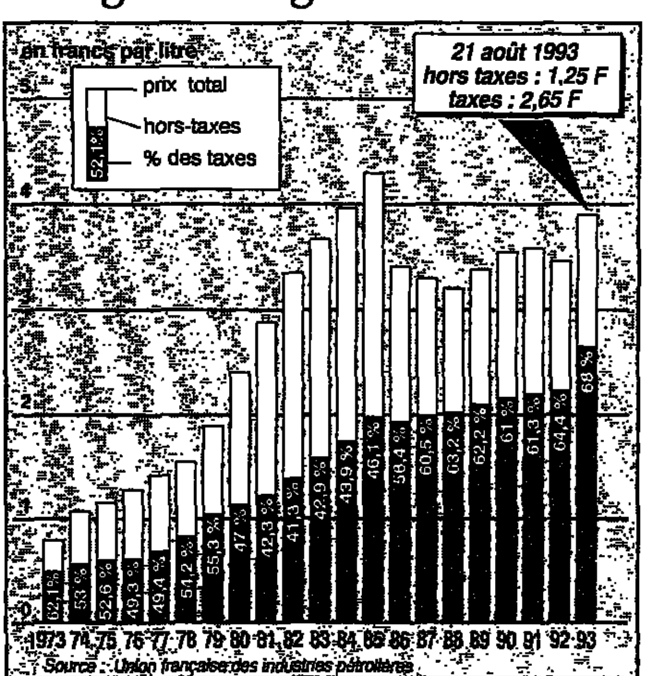
Au lendemain de la présentation par le gouvernement de son projet de loi quinquennale en faveur de l'emploi, le diagnostic de l'institut de la statistique conduit toutefois à s'interroger sur l'efficacité d'une politique de lutte contre le chômage reposant essentiellement sur la baisse des charges des entreprises. Parallèlement à la très sensible modération salariale (le coût salarial unitaire n'a augmenté que de 0,1 % au premier trimestre), l'emploi s'est une nouvelle fois dégradé.

Dans un contexte de récession économique, que peut-on dès lors espérer d'une baisse supplémentaire des charges ? En outre, la situation des entreprises, qui bénéficient également d'une baisse du prix de leurs propres dépenses et de la modification des modalités de perception de la TVA, semble se redresser. S'il est encore *« difficile d'interpréter ce trimestre l'évolution de leur excédent brut d'exploitation »*, en hausse de 4,4 %, l'INSEE considère que *« l'amélioration de la trésorerie des entreprises correspond bien à une réalité économique »*.

La confirmation d'un redressement des comptes des sociétés leur permettrait certes de se désendetter et de gagner en compétitivité. Mais cela pourrait bien impatienter ceux qui, au gouvernement comme dans les rangs syndicaux, attendent des chefs d'entreprise et des organisations patronales un comportement plus volontariste en matière d'emploi, favorable de surcroît à une reprise de la consommation.

JEAN-MICHEL NORMAND

Le gazole augmente de 10 %



L'augmentation du prix du gazole, qui avait été différée le 9 juillet, est entrée en vigueur le samedi 21 août. Cette hausse de 33 centimes par litre (28 centimes hors taxe) provient du relèvement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), décidé par le gouvernement le 10 juin. Elle se traduira par une hausse d'environ 10 % du prix du carburant, qui va passer à la pompe de 3,55 à 3,90 francs. Son incidence sur les coûts de revient des transporteurs routiers sera variable, et dépendra à la fois du tonnage et du type de matériel roulant utilisé. La part des taxes dans le prix du litre de gazole ne cesse d'augmenter depuis 1973. Elle atteint désormais 68 % du prix total contre près de 80 % pour le prix de l'essence.

Selon une étude du ministère du travail

Le nombre de nouveaux apprentis a diminué en 1992

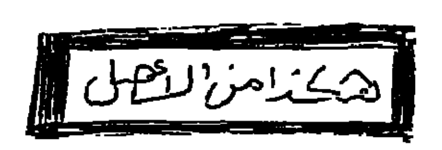
Stables en 1990 et 1991, les entrées en apprentissage ont représenté 129 600 contrats en 1992, en baisse de 1,5 %, indique une étude du ministère du travail. Celle-ci souligne que *« la baisse de 10 % du nombre des embauches consécutives à la rupture d'un premier contrat ou à la reconduction d'un contrat après échec à l'examen explique l'essentiel de ce recul, révélateur d'une sélectivité accrue de la filière »*.

Toutefois, le nombre de premiers contrats (97 000 jeunes accueillis) se maintient en dépit *d'« une évolution démographique défavorable »* après avoir reculé deux années consécutives. Selon le ministère, *« la dégradation de la conjoncture depuis 1990 semble donc n'avoir que peu d'impact sur l'évolution du nombre de contrats d'apprentissage »*. Les formules permettant à des apprentis d'obtenir une formation complémentaire progressent de 3 %, alors que les enseignements de niveau supérieur au CAP-BEP augmentent moins rapidement qu'auparavant. Au total, les non-diplômés composent encore près des deux tiers du public accueilli en 1992, les jeunes de niveau CAP-BEP représentent 33 % et ceux de niveau bac 5 %.

COMMUNICATION

□ **Autorisation du rachat du *Boston Globe* par le *New York Times*.** – Le département américain de la justice vient d'autoriser le rachat du quotidien *Boston Globe* par le *New York Times*, pour 1,1 milliard de dollars (environ 6,5 milliards de francs), en affirmant que cette opération, qui est la plus importante de l'histoire de la presse américaine sur le plan financier (*le Monde* du 15 juin), ne menaçait pas de créer un monopole. L'accord de rachat garantit l'indépendance de rédaction et de gestion du *Globe* pendant cinq ans. Le *New York Times* est le premier quotidien urbain américain avec 1,2 million d'exemplaires par jour, tandis que le *Boston Globe* est au douzième rang, avec 505 000 exemplaires quotidiens. A eux deux, le *New York Times* et le *Boston Globe* diffuseront 1, millions d'exemplaires en semaine et 2,6 millions le dimanche, ce qui renforce leur poids publicitaire.

□ **Décès de Jean Eparvier, premier reporter de la presse occidentale à être entré dans le bunker d'Hitler.** – Jean Eparvier, ancien directeur général adjoint de *France-Soir*, est mort le 20 août, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Né à Evreux (Eure), il avait débuté en 1921 au *Petit Niçois* puis avait été appelé à Paris en 1938 par Jean Prouvost pour être le rédacteur en chef de *Match* qui venait d'être créé. Jean Eparvier avait ensuite participé comme grand reporter à la reparution du *Figaro* à la Libération et fut à ce titre le premier journaliste de la presse occidentale à pénétrer dans le bunker d'Adolf Hitler, en 1945. Rédacteur en chef de *Paris-Presse* en 1948, il est ensuite directeur général adjoint de *France-Soir* et devient le bras droit de Pierre Lazareff. Il avait quitté le journal après la mort de ce dernier pour prendre sa retraite à Mougins (Alpes-Maritimes) en 1971.



ÉCONOMIE

Hausse des impôts indirects, recul des dépenses publiques

Le gouvernement australien s'efforce de restaurer l'équilibre budgétaire

Au pouvoir depuis le 13 mars pour le cinquième mandat consécutif, les travaillistes australiens tentent de tenir leurs engagements électoraux tout en gardant pour objectif de restaurer l'équilibre budgétaire à l'horizon 1996-1997. Certes, le budget qui vient d'être présenté ne prévoit pas l'introduction de la TVA, mais une hausse des impôts indirects et une diminution progressive des dépenses publiques. En revanche, la date à laquelle pourrait intervenir une baisse des impôts directs pour les contribuables aux ressources faibles et moyennes a été repoussée.

SYDNEY

de notre correspondante

Quelques mois après avoir entamé leur cinquième mandat consécutif, les travaillistes australiens se montrent moins généreux qu'ils ne l'avaient été durant la campagne électorale. Au nom de la responsabilité fiscale, le budget présenté le 17 août introduit plusieurs mesures pour relever les impôts indirects et une diminution progressive des dépenses publiques. Le calendrier fixé pour la réduction des impôts sur le revenu a également été révisé : *« Le gouvernement a pris un certain nombre d'engagements* [envers l'électorat], *mais certains sont prioritaires »*, avait indiqué le ministre de l'économie, John Dawkins, quelques jours auparavant. *« Notre engagement le plus important est de restaurer l'équilibre budgétaire, afin que le déficit soit réduit à 1 % du PIB en 1996-1997. »*

La promesse de réduire l'impôt sur les bas et moyens revenus en deux temps (juillet 1994 et janvier 1996) n'a pas été tout à fait abandonnée, mais le calendrier a été révisé ; l'échéance de 1996 est repoussée à 1998, si les travaillistes sont réélus d'ici là. Pour faire passer la pilule, la première réduction d'impôts interviendra au 1er novembre 1993 afin de relancer la consommation.

Une croissance de 2,75 %

Cette promesse, tenue pour moitié, avait été faite pour ne pas être en reste avec l'opposition, la première à proposer un allégement des impôts sur le revenu. Les travaillistes précisaient cependant, durant la campagne, qu'*« il n'y aurait pas de contrepartie »*, c'est-à-dire pas de nouvel impôt tel que la TVA de 15 %, que les libéraux comptaient introduire et qui a causé leur défaite électorale. *« Cette taxe monstrueuse changerait à jamais la vie des Australiens »*, selon les termes du premier ministre, Paul Keating.

Aujourd'hui, M. Dawkins considère qu'il est impératif d'élargir l'assiette fiscale en s'appuyant sur un rapport de l'OCDE, non encore publié, selon lequel l'Australie est de tous les pays celui où on paie le moins d'impôts. Par ailleurs, les recettes tirées des impôts indirects ont diminué d'un tiers par rapport à il y a dix ans. Un réajustement sera donc opéré grâce à une hausse progressive des taxes sur les cigarettes, le tabac et le vin ainsi que sur l'essence. La taxe sur les ventes de produits de gros sera relevée d'un point cette année et d'un point supplémentaire en 1995.

L'ensemble des augmentations d'impôts indirects devrait rapporter 1,3 milliard de dollars australiens cette année, puis 3 milliards par an au mieux (le dollar australien vaut environ 4 francs). Pour l'année fiscale entamée le 1er juillet 1993, le gouvernement prévoit un déficit de 16 milliards de dollars (3,8 % du PIB, produit intérieur brut). Les efforts de rigueur porteront surtout sur les trois années suivantes, pour atteindre la cible de 6 milliards de dollars en 1996 et 1997. *« Nous devons continuer à soutenir l'économie jusqu'à ce qu'il y ait une reprise de l'activité mondiale, attendue pour 1994 »*, a expliqué M. Dawkins. Dans ce contexte, le gouvernement envisage une croissance de 2,75 % pour l'année à venir, soit 0,25 % de plus qu'en 1992-1993, ce qui sera insuffisant pour réduire le taux de chômage, qui serait toujours de 10,75 % en juillet prochain.

L'agence Moody's estime que l'approche du gouvernement pour réduire le déficit est *« raisonnable »* et que les prédictions sur l'économie sont *« réalistes »*. Elle ajoute que l'inflation ne pourrait pas dépasser les 3,5 % envisagés car la demande ne suivrait pas, étant donné les difficultés déjà éprouvées par beaucoup de ménages pour joindre les deux bouts.

La réaction des entrepreneurs est en revanche mitigée : s'ils sont satisfaits de la baisse de l'impôt sur les sociétés (de 39 % à 33 %), effective depuis le 1er juillet, ainsi que du coup de pouce donné aux PME pour les encourager à exporter, ils redoutent la hausse de l'essence qui alourdira leurs frais.

Quant aux syndicats, qui avaient activement soutenu les travaillistes durant la campagne, ils regrettent que ce qui a été donné d'une main soit repris de l'autre. *« Je ne pense pas qu'il y ait aujourd'hui en Australie le même sentiment de joie que lors de leur victoire du 13 mars »*, a déploré Martin Ferguson, secrétaire de la Confédération des syndicats australiens.

SYLVIE LEPAGE

En raison des difficultés de la compagnie aérienne

Les syndicats de la Sabena acceptent des baisses de salaires

BRUXELLES

de notre correspondant

Conscients du risque de faillite de la compagnie, les syndicats sont revenus, vendredi 20 août, sur leur refus d'un plan d'économies salariales à la Sabena (*le Monde* du 6 août). A l'exception des pilotes, réservés, ils ont accepté une nouvelle mouture de ce plan, ce qui a permis au président de la compagnie, Pierre Godfroid, de retirer l'offre de démission qu'il avait présentée le 4 août.

Le protocole d'accord porte sur une convention collective de deux ans prévoyant la garantie de l'emploi mais des baisses de salaires de 2,5 % à 17 % sur les tranches situées entre 50 000 francs belges (8 350 francs français) et 170 000 francs belges. Reste encore à dégager 3,5 milliards d'économies (580 millions de francs français). Les voies explorées sont le développement de nouvelles synergies avec Air France (qui possède 37,6 % du capital de la compagnie belge), une meilleure utilisation des réseaux et des gains de productivité.

J. de la G.

A partir de 1997

British Gas pourrait renoncer à son monopole de distribution

Le monopole de distribution de gaz aux 18 millions de foyers britanniques détenu par British Gas devrait être graduellement cassé à partir de 1997 pour arriver à une pleine concurrence au plus tard en 2002, a recommandé, mardi 17 août, la Commission des monopoles et fusions britannique, après un an d'enquête.

La Commission estime cependant que British Gas devrait conserver le contrôle du réseau de pipelines et du stockage, et que le groupe ne devrait pas être scindé en compagnies régionales, sur le modèle des compagnies d'électricité, contrairement à ce que souhaitait l'Office du gaz (OFGAS), autorité de tutelle.

Le groupe, privatisé en 1986, dont le directeur général Cedric Brown lutte depuis un an en faveur du maintien du monopole, a immédiatement averti que l'application de ces mesures signifierait la perte en trois ans de vingt mille des soixante-six mille emplois engendrés par la distribution de gaz.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 16 AU 20 AOÛT 1993

PARIS

Feu la trêve estivale

INDICE CAC 40

- 0,92 %

Décidément, il semble bien passé le temps de la fameuse trêve estivale et les mois d'août à la Bourse de Paris sont depuis plusieurs années loin de manquer d'animation. Le terme boursier d'août 1993, qui se conclut mardi 24, n'a pas failli à ce qui est en passe de devenir une tradition depuis l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990, en passant par le putsch de Moscou en 1991, l'attente fébrile du référendum sur Maastricht en 1992, pour finir par la mise à mal cette année du système monétaire européen (SME).

La Bourse parisienne n'est pas la seule dans ce cas et se trouve la plupart du temps à l'unisson des grandes places mondiales. Pourtant, après avoir enfin – au bout de trois ans et quatre mois d'attente – atteint de nouveaux sommets la semaine dernière, elle a cette fois marqué le pas, à l'inverse des marchés américain et britannique. Dans une semaine réduite à quatre séances pour cause de fermeture le lundi 16, l'indice CAC 40 a perdu 0,92 %. Rien de dramatique et des prises de bénéfices jugées plutôt logiques, mais Paris n'a pas – à l'image de Wall Street, Londres et Hongkong – continué à battre records sur records.

Ce reflux a paradoxalement plutôt rassuré un certain nombre d'analystes qui estimaient l'envolée des dernières semaines trop rapide et trop importante. Le contraste est, à leurs yeux, saisissant, surtout en Europe continentale, entre des marchés d'actions euphoriques et une récession dont on ne voit toujours pas la fin, en dépit de l'optimisme forcé des gouvernements promettant la reprise pour l'an prochain. La publication vendredi de statistiques de l'INSEE selon lesquelles le PIB (produit intérieur brut) français a baissé de 0,7 % au premier trimestre contre 0,5 % prévu et le PIB marchand en recul de 0,9 % contre 0,6 % attendu, toujours pour la même période, ne fait que renforcer ce sentiment.

Certes l'obstacle monétaire à une baisse des taux à court terme a été levé pour partie. Le « sacrifice » du SME et la mise en place de fluctuations « très élargies » redonnent en théorie à la politique monétaire pour principale fonction le soutien à la conjoncture et non plus la défense de la monnaie. La voie est ouverte à une baisse rapide du loyer de l'argent.

Sur cette seule idée, les investisseurs, notamment anglo-saxons ont acheté massivement depuis trois semaines des valeurs européennes en général et françaises en particulier. Compte tenu de l'étroitesse des marchés, habituelle en cette période de l'année, l'effet n'en a été que plus violent. La seule séance de hausse de la semaine écoulée (mercredi, +1,14 %) est pour l'essentiel le fait d'ordres d'achat venus d'outre-Atlantique.

Mais pour le moment, les autorités monétaires françaises s'en tiennent à la politique des petits pas en matière de baisse des taux et n'ont manifestement pas l'intention de sacrifier la parité du franc, comme a pu le faire l'an dernier la Banque d'Angleterre avec la livre. Dans ces conditions, les opérateurs craignent la déception des investisseurs étrangers et un brutal désengagement de leur part, notamment dans les prochaines semaines, à l'occasion, par exemple, de l'annonce par les entreprises françaises de résultats semestriels peu encourageants.

Les taux longs ont déjà baissé

L'autre inquiétude tient à une éventuelle erreur d'appréciation sur les conséquences de la baisse des taux courts. Pour les professionnels, c'est une condition nécessaire pour permettre la reprise de la croissance, mais pas une garantie. De plus, les marchés d'actions sont mécaniquement bien plus sensibles à l'évolution des taux à long terme. Dans ce domaine, l'essentiel a déjà été fait. Depuis le début de l'année, les taux à dix ans sont revenus de plus de 8 % à 6,3 %. C'est ce qui justifie avant tout la progression dans le même temps (+ 14 %) de l'indice CAC 40. Mais en contrepartie, la marge de baisse des taux longs est aujourd'hui faible, même si l'inflation est à peu de choses près inexistante. Il faut bien financer le déficit budgétaire.

La Bourse devra donc trouver pour l'essentiel dans les prochains mois des raisons d'espérer du côté des entreprises. Or, la situation reste aujourd'hui plutôt sombre. A force de réviser en baisse leurs prévisions de résultats pour cette année, les analystes pronostiquent maintenant en moyenne un nouveau recul compris entre 1 % et 5 % des bénéfices (après une chute de déjà 20 % en 1992). Pour les plus optimistes, le rebond n'en sera que plus important. Les estimations d'une hausse de plus de 30 % des profits l'an prochain sont courantes. Mais elles étaient de cet ordre pour 1993, il y a un an et demi !

Du côté des valeurs, Alcatel-Alsthom s'est mis en vedette tout au long de la semaine. Le groupe a bénéficié de rumeurs persistantes, finalement confirmées vendredi, qui le donnaient gagnant, *via* le consortium franco-britannique GEC-Alsthom, dans la bataille commerciale pour devenir l'opérateur principal de la construction d'un train à grande vitesse en Corée du Sud. Un marché évalué à 14 milliards de francs. En quatre jours, près de deux millions de titres Alcatel-Alsthom ont changé de mains et la valeur a gagné 4 %. Une progression qui lui permet d'afficher une capitalisation boursière supérieure à 100 milliards de francs.

ÉRIC LESER

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM	Nombre de titres	Valeur en cap. (MF)
Alcatel Alsthom	1 857 080	1 333 741
Suez	1 875 625	848 069
Société générale	800 790	502 114
BSN	503 308	464 306
Paribas	869 300	434 192
Eaux (Cie générale)	155 025	372 183
ELF Aquitaine	822 280	366 002
Total	1 156 600	360 472
BNP (CIP)	602 765	359 601
AGF	561 100	358 428
Oréal (L')	297 520	329 659
Peugeot	462 675	323 784
Air liquide (L')	425 445	318 643
Lafarge	708 870	317 874

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
Nordon	+ 12,5	Euro Disney	- 12,9
Lebon	+ 11,1	Dynaction	- 7,3
Labinal	+ 9	Bancaire (Cie)	- 7,1
DMC	+ 8,4	Havas	- 6,7
Rexel	+ 7,6	Casino Guich.	- 6,6
Scoa	+ 7,2	Pechiney	- 6,5
Eiffage	+ 6,1	Metrologie	- 6
Uniball	+ 5,3	Essilor	- 4,7
Damart	+ 5,1	ELF Sanofi	- 4,2
Sommer-Allib.	+ 4,9	Paris. Ent. Part.	- 4,1
Bon Marché	+ 4,9	Intertechnique	- 4
Institut Mérieux	+ 4,7	Bongrain	- 3,9
Sligos	+ 4,5	Lafarge Coppée	- 3,9
Plastic Omnium	+ 4,3	Poliet	- 3,9

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	13-8-93	16-8-93	17-8-93	18-8-93	19-8-93
RM	3 274 100		2 861 763	3 789 943	3 675 206
Comptant					
R. et obl.	25 235 556		30 195 050	25 908 111	27 780 945
Actions	207 978		252 672	282 939	198 506
Total	28 717 634		33 309 485	29 980 993	31 654 657

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	16-8-93	17-8-93	18-8-93	19-8-93	20-8-93
Indice gén.		584,6	585,4	590,2	583,2
(base 100, 31 décembre 1987)					
Indice CAC 40		2 136,29	2 160,75	2 139,20	2 128,20

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 20 août 1993

Nombre de contrats : 147 150 environ

COURS	ÉCHÉANCES		
	SEPT. 1993	DÉC. 1993	MARS 1994
Premier	122,12	121,76	124,76
Dernier	122,16	121,76	124,80

NEW-YORK

Le vent en poupe

INDICE DOW JONES

+ 1,28 %

D'un vendredi à l'autre, Wall Street aura battu cette semaine quatre fois consécutivement, entre mardi et vendredi, son record. La grande Bourse américaine portée par la baisse des taux d'intérêt à long terme a franchi mercredi le seuil des 2 600 points de l'indice Dow Jones et a réussi à se maintenir au-dessus de ce niveau, en dépit de prises de bénéfices, notamment vendredi. Mais un rebond de dernière minute permettait au marché américain lors de sa dernière séance de la semaine de gagner encore du terrain pour finir en hausse de 1,28 % d'un vendredi à l'autre à 3 615,48 points.

La capacité du principal baromètre de Wall Street de se maintenir au-dessus des 3 600 points continue d'encourager les investisseurs, ont noté des analystes. Et pourtant, les nouvelles sur l'état de santé de l'économie américaine n'ont pas été excellentes tout au long de la semaine. A commencer par l'annonce de la chute de 2,7 % en juillet des mises en chantier dans le secteur de la construction.

Jeudi, le département du commerce indiquait que le déficit de la balance commerciale américaine a explosé en juin pour atteindre 12,6 milliards de dollars.

Indice Dow Jones du 20 août : 3 615,48 (c. 3 569,65).

	Cours 13 août	Cours 20 août
Alcoa	71 5/8	74 3/8
ATT	62 3/8	58 5/8
Boeing	38 1/2	39 1/2
Chase Man. Bank	34 3/4	33 3/8
Du Pont de Nemours	48 1/8	49 1/8
Eastman Kodak	60 1/2	60
Exxon	64 7/8	65
Ford	51 3/4	49 1/2
General Electric	97 3/8	98 5/8
General Motors	46 1/8	44 5/8
Goodyear	40 1/2	40 7/8
IBM	41 5/8	43 1/4
ITT	92 3/8	93 1/2
Mobil Oil	75 1/8	75
Pfizer	57 1/8	64 1/8
Schlumberger	62 1/4	65 3/8
Texaco	62 3/8	63 7/8
UAL Corp. (ex-Allegis)	144 3/8	142 5/8
Union Carbide	17 7/8	17 3/4
United Tech.	59 1/4	58
Westinghouse	15 3/8	15 1/4
Xerox Corp	73 3/4	74

TOKYO

La faute au yen

INDICE NIKKEI

- 0,66 %

Victime de la rapide appréciation du yen par rapport au dollar et de l'incapacité de la nouvelle coalition gouvernementale à présenter rapidement des mesures de relance, la Bourse de Tokyo a cédé une partie des gains réalisés la semaine dernière. L'indice Nikkei des 225 principales valeurs, qui avait progressé de 387,23 points au cours de la semaine précédente dans l'espoir d'un plan de relance rapide, a cédé 137,91 points, soit 0,66 % cette semaine qu'il a terminée à 20 607,26 points. La moyenne quotidienne des échanges s'est réduite à 264,7 millions de titres traités contre 365,6 millions.

La semaine avait pourtant bien commencé par une petite avancée lundi, mais dès le lendemain le Kabuto-cho inversait la tendance et cédait ensuite chaque jour du terrain. Les valeurs japonaises ont notamment souffert de la poussée du yen contre le dollar, déprimante pour les exportateurs japonais, déjà touchés par la récession, et qui freine la reprise économique au Japon. Pour la première fois depuis la fin de la guerre, le dollar s'est affaibli en tombant mercredi en dessous de 101 yens.

Indices du 20 août : Nikkei 20 607,26 (c. 20 745,17) ; Topix 1 659,19 (c. 1 683,08).

	Cours 13 août	Cours 20 août
Ajinomoto	1 380	1 360
Bridgestone	1 310	1 300
Canon	1 370	1 420
Fuji Bank	2 480	2 430
Honda Motors	1 330	1 380
Matsushita Electric	1 370	1 400
Mitsubishi Heavy	713	677
Sony Corp.	4 380	4 460
Toyota Motors	1 630	1 650

LONDRES

Encore des records + 1,58 %

Les valeurs ont atteint de nouveaux sommets cette semaine au Stock Exchange, stimulées par l'anticipation d'une baisse des taux d'intérêt britanniques à l'automne *et par un essor des titres pharma*ceutiques. Des prises de bénéfices ont cependant réduit les gains en fin de semaine, et l'indice Footsie des cent grandes valeurs s'est inscrit vendredi à la clôture en hausse de 47,5 points sur la semaine (1,58 %), à 3 057,6 points. Il avait enregistré mercredi sa plus forte hausse hebdomadaire depuis la dernière baisse des taux d'intérêt le 26 janvier, et a atteint jeudi un record absolu de 3 089,2 points.

L'annonce d'une réduction plus forte que prévu du déficit budgétaire britannique en juillet, à 1,5 milliard de livres contre 3,9 milliards en juin, a soutenu la tendance. Les chiffres de l'inflation et des ventes de détail ont également été bien accueillis.

Indices « FT » du 20 août : 100 valeurs 3 057,6 (c. 3 010,1) ; 30 valeurs 2 384,1 (c. 2 360,7) ; fonds d'Etat 101,77 (c. 101,93) ; Mines d'or 197,7 (c. 190,4).

	Cours 13 août	Cours 20 août
Allied Lyons	5,95	6,13
BP	3,06	2,98
BTR	4	3,95
Cadbury	4,75	4,90
De Beers	12,88	12,31
Glaxo	5,14	5,87
GUS	36,25	37
ICI	6,94	6,91
Reuters	15,27	15,25
RTZ	6,87	6,95
Shell	6,10	6,50
Unilever	9,87	10,57

FRANCFORT

Une certaine confiance + 0,84 %

La semaine a été marquée à nouveau par des hausses à la Bourse de Francfort, en dépit de la persistance d'un deutschemark fort. Les valeurs allemandes ont bénéficié d'un environnement international très favorable avec les records successifs de Wall Street et de Londres et d'achats d'investisseurs étrangers qui parient sur la fin de la récession l'an prochain. L'indice DAX a même atteint jeudi son niveau le plus élevé des trois dernières années à 1 946,39 points. Il n'était plus alors qu'à quelques encablures de son niveau record de 1990 à 1 968 points. Après une petite correction vendredi, le DAX a terminé la semaine à 1 922,68 points contre 1 906,58 points le vendredi précédent, sur une hausse de 0,84 %.

Pour autant, la Commerzbank juge que l'euphorie du marché cette semaine *« ne doit pas conduire à un optimisme exagéré »*. *« Le marché semble avoir anticipé les données fondamentales de l'économie, et les bilans de premier semestre de nombreuses entreprises vont certainement avoir un effet d'apaisement »*, a souligné la banque.

Indice DAX du 20 août : 1 922,68 (c. 1 906,58).

	Cours 13 août	Cours 20 août
AEG	171,20	174,80
BASF	258	255,70
Bayer	297,80	297,60
Commerzbank	324,50	320,20
Deutschebank	776,50	784,00
Hoechst	277	279,20
Karstadt	604,80	597
Mannesman	334,30	325,20
Siemens	678	682,60
Volkswagen	393,50	385,60

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Le rôle accru des emprunteurs japonais

Une des conséquences de la forte hausse du yen est d'accroître la place prise par les emprunteurs japonais. Ceux-ci, lorsqu'ils lèvent des fonds en devises, concluent immédiatement des contrats d'échange avec leurs banques afin que tout se passe comme si leur dette était libellée dans leur propre monnaie. Ils procèdent ainsi pour diversifier au mieux leurs sources de financement tout en obtenant des conditions sinon meilleures, du moins équivalentes à celles qui leur seraient consenties à domicile. Exprimées en yens, la plupart de leurs opérations sont de taille moyenne. Mais comme la valeur extérieure de cette monnaie a monté dans des proportions vertigineuses ces derniers mois, les mêmes montants en devises occidentales sont suffisamment élevés pour retenir l'attention de tous les spécialistes.

C'est ainsi que la société de financement des autoroutes du Japon s'apprête à solliciter le marché international des capitaux. Il s'agit d'un emprunteur de choix qui bénéficie de la garantie du Japon. On ignore encore sur quelle place sera émise sa prochaine opération. S'il se présente à Paris ou à Zurich, comme on lui en prêtait l'intention ces derniers jours, son émission sera de l'ordre de 1,5 milliard de francs français ou de 400 millions de francs suisses. Et même si, ce qui est plus probable, l'emprunteur se décide pour le marché de l'eurodollar, qui est beaucoup plus grand que les autres, sa transaction ne passera pas inaperçue : elle atteindra 250 millions de dollars.

Avant de se déterminer, l'emprunteur attendra le résultat de la prochaine adjudication d'obligations du gouvernement japonais, qui se tiendra mardi, et qui lui servira de référence. Parmi les autres candidats nippons, trois entreprises du secteur de l'énergie pourraient prochainement lancer des emprunts en devises, deux sociétés régionales d'électricité et la compagnie du gaz de Tokyo. D'une façon générale, le marché est demeuré très animé la semaine passée, accueillant un volume impressionnant de nouveaux emprunts.

Le compartiment de la monnaie américaine s'est mis en évidence, soutenu par la fermeté des cours des obligations qui s'est produite à New-York. L'euro-emprunt le plus en vue a été celui d'un milliard de dollars contracté pour une durée de quatre ans par le Danemark. La façon dont ce pays a su s'y prendre pour reconstituer les réserves de devises de sa banque centrale force l'admiration. La couronne danoise avait été une des principales victimes de la crise des changes de la fin de juillet et les autorités ont immédiatement réagi, sollicitant tour à tour les marchés de la livre sterling, du franc français et du dollar où il leur a été consenti des conditions très avantageuses.

Attrait persistant de la lire italienne

Par ailleurs, l'attrait du marché de la lire italienne ne cesse de se confirmer alors que, pourtant, le niveau de l'intérêt a beaucoup baissé depuis quelques semaines et que pour allécher les investisseurs, on ne peut plus faire miroiter la perspective d'un coupon de 10 %. Soucieuses de maintenir un flot constant d'opérations nouvelles, les banques proposent actuellement aux débiteurs de lancer de longs emprunts, de trois à dix ans de durée mais qui pourront être remboursés par anticipation dans deux ans déjà. C'est ce qui se passera certainement si les taux baissent d'ici là. Les souscripteurs en sont bien conscients mais cela ne les empêche pas d'acquérir ces emprunts car le rapport qu'ils vont en tirer est de loin supérieur à celui qu'ils obtiendraient s'ils achetaient de nouveaux titres d'une durée de deux ans seulement.

La formule plaît également aux emprunteurs car elle leur permet d'économiser sur le coût de leurs opérations. Les banques qui les poussent à émettre de tels emprunts valorisent beaucoup la possibilité de rembourser la dette à relativement brève échéance. C'est une option qu'elles sont prêtes à payer cher et qu'elles achètent aux débiteurs, ce qui réduit d'autant le prix de revient des ressources qu'ils se procurent. Dans une seconde étape, une transaction d'échange est conclue et la dette (à long terme) prend la forme qui convient le mieux à l'emprunteur. Deux débiteurs de premier plan se sont laissé tenter la semaine passée, Rabobank, une des principales banques des Pays-Bas, et la Suède.

En francs français, deux opérations classiques ont vu le jour. La plus longue est pour le compte de la SNCF. D'une durée de vingt ans et d'un montant de trois milliards, l'affaire revient au débiteur à 7,10 % l'an, tout frais compris. Elle a été placée pour l'essentiel à l'étranger par l'intermédiaire d'un groupe de banques placé sous la direction de la Société générale. L'autre opération, d'un milliard et demi et d'une durée de onze ans, a été émise par le Crédit lyonnais à qui elle revient à 7,12 % l'an. Elle s'est principalement placée en France.

Parmi les autres événements de la semaine, il convient de mentionner l'émission d'un emprunt international en florins qui – contrairement aux euro-obligations habituelles – présente la particularité de n'assurer les investisseurs d'aucune protection contre l'éventuelle introduction d'une retenue à la source aux Pays-Bas. L'emprunteur, BNG, est un établissement public néerlandais de grand renom et sa décision de n'offrir aucune compensation en cas de changement fiscal répond au souci de placer ces titres auprès des très grandes caisses de pensions de son pays qui sont soumises à des règles d'investissement très strictes. Les avis sont partagés à ce sujet mais certains spécialistes redoutent que cet exemple soit suivi prochainement et qu'il marque l'érosion des privilèges fiscaux dont bénéficie l'euromarché.

CHRISTOPHE VETTER.

DEVISES ET OR

Le virage du franc et du yen

Les changes flottants sont pleins de surprises. D'un vendredi à l'autre, le franc qui glissait s'est mis à remonter, et le yen qui s'appréciait a décroché brutalement. Sur ces marchés qui bougent, les cambistes sont plutôt heureux.

Mal remise de la tourmente monétaire, la monnaie française a effectué une reprise très nette en l'espace de quelques jours, aidée par deux petits gestes de la Banque de France sur le taux des pensions à vingt-quatre heures. La semaine avait vraiment mal commencé, puisque, lundi 16 août, le mark restait rivé à son record historique : 3,5475 francs, alors que le cours maximum autorisé avant la crise était de 3,4305 francs. Les opérateurs étaient nerveux au point de faire circuler des rumeurs de rétablissement du contrôle des changes en France. Rumeurs, il est vrai, fondées sur les déclarations véhémentes venues du sommet de l'Etat où, à l'Elysée comme à Matignon, la spéculation était dénoncée comme le mal absolu, qu'il fallait vaincre à tout prix. Le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, a fini, en les qualifiant d'*« absurdes »*, par couper court aux rumeurs d'imposition prochaine d'un contrôle des capitaux, rumeurs particulièrement préjudiciables pour l'image d'une place financière ouverte aux investissements internationaux.

Le démenti, suivi d'une nouvelle diminution des taux des pensions de la Banque de France, a dopé la monnaie française. A 3,48 francs – et même 3,4784 francs vendredi 20 – le mark est revenu aux niveaux d'il y a deux semaines. Encore une fois, il est bien trop tôt pour savoir si la parité du mark et du franc a trouvé un point d'équilibre dans la nouvelle configuration du SME. Le meilleur test sera le 26 août, date doublement importante puisque le conseil central de la Bundesbank se réunira (*lire ci-dessous notre rubrique* « Marché monétaire et obligataire ») et que le premier ministre Edouard Balladur rencontrera le chancelier allemand Helmut Kohl. Cette journée permettra sans doute de constater si l'alliance monétaire franco-allemande reste solide, ou si la détérioration récente des relations se poursuit.

Ces derniers jours, les autorités monétaires ont certainement été soulagées d'assister au redressement du franc. Mais le bilan hebdomadaire de la Banque de France indique que les réserves de change étaient toujours fortement négatives au 11 août (– 175 milliards de francs, contre – 190 milliards une semaine plus tôt), même si celles-ci ont dû se redresser quelque peu au cours des récentes séances de hausse du franc. Si Bercy propage l'idée que tout cela a peu d'importance et que les dettes contractées auprès des banques centrales étrangères peuvent être rééchelonnées pendant plusieurs mois, la lenteur de la rentrée des devises pose tout de même problème. Car en régime de taux de changes quasi flottants le cours des monnaies peut varier très nettement au cours d'une même séance, et les interventions des banques centrales peuvent jouer un rôle très important.

La barre symbolique des 100 yens

On l'a d'ailleurs constaté ces derniers jours à propos du yen. Alors que l'envolée de la monnaie japonaise observée ces dernières semaines paraissait devoir se poursuivre, au-delà de la barre symbolique de 100 yens pour un dollar, l'administration américaine est soudainement entrée en piste jeudi 19 août. Il a suffi que le sous-secrétaire au Trésor, Lawrence Summers, publie une déclaration critiquant la poussée de la devise nippone – *« les Etats-Unis sont préoccupés par la hausse rapide du yen »* – pour que la tendance sur le marché s'inverse. Déclaration accompagnée d'interventions substantielles de la Réserve fédérale sur le marché des changes qui, couplées aux actions de la Banque du Japon, ont fait remonter le dollar de 101 yens à 105,85 yens en l'espace d'une séance seulement.

Face au franc, la monnaie japonaise a également cédé du terrain, 100 yens revenant de 5,91 francs à 5,58 francs. La monnaie américaine a également perdu du terrain en Europe, au fur et à mesure que les positions mark-yen se sont débouclées, d'autant que Washington venait d'annoncer un très mauvais résultat du commerce extérieur en juin. A Paris, le cours du dollar est revenu de 6,0575 francs le 13 août à 5,8655 le 20, et même 5,83 dans la soirée à New-York. Le billet vert est ainsi revenu à ses niveaux de la mi-juin.

Depuis le début de l'année, le yen s'est apprécié de près de 20 % par rapport aux principales monnaies occidentales. Logiquement, une telle évolution devrait permettre d'œuvrer au rééquilibrage des échanges entre les deux puissances économiques. Justement, ces derniers jours, les Etats-Unis ont annoncé leur plus fort déficit commercial depuis près de six ans (12 milliards de dollars en juin) alors que Tokyo continue d'enregistrer des excédents records.

Selon la plupart des analystes, Washington, pour qui la hausse du yen n'est théoriquement pas un problème, aurait choisi de calmer le jeu de peur de décourager les investissements de portefeuille nippons sur le territoire américain. L'intervention des Etats-Unis coïncidait également avec une importante réunion, le matin même à Tokyo, du gouvernement japonais, qui devait se pencher sur les conséquences de la réévaluation du yen. Les responsables japonais ont démenti qu'il y ait eu une quelconque entente avec leurs interlocuteurs américains.

L'épisode nippo-américain prouve en tous cas que même en régime de changes flottants, des concertations internationales peuvent produire des résultats. Encore faut-il que chacun y mette du sien. Le cadre du système monétaire européen (ancienne formule) était tout de même plus sécurisant.

FRANÇOISE LAZARE

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 16 AU 20 AOUT 1993
(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	–	–	–	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–	–	–	–
New-York	1,5105	–	17,0707	67,5083	59,4884	2,8325	52,8625	0,00629
	1,4625	–	17,9099	65,3168	58,2920	2,7255	51,7732	0,00614
Paris	8,8485	5,8580	–	395,4634	348,4830	16,5926	309,6686	3,6837
	8,8730	6,0670	–	396,2769	353,6578	16,5358	314,1082	3,7267
Zurich	2,2375	1,4813	25,2868	–	88,1202	4,1957	78,3052	0,9315
	2,2391	1,5310	27,3932	–	89,2451	4,1728	79,2648	0,9484
Francfort	2,5392	1,6810	28,6958	113,4814	–	4,7614	88,8619	1,0571
	2,5089	1,7155	29,5334	112,0509	–	4,6757	88,8170	1,0537
Bruxelles	53,3282	35,31	6,0268	23,8338	21,0024	–	18,6631	2,2201
	53,6591	36,69	6,0947	23,9647	21,3874	–	18,9956	2,2537
Amsterdam	2,8574	1,8917	322,9259	1,2770	112,5342	5,3581	–	1,1895
	2,8248	1,9315	332,4079	1,2615	112,5910	5,2643	–	1,1864
Milan	2402,07	1590,25	271,4664	1073,5303	946,0143	45,0432	840,6460	–
	2380,95	1628,00	275,9918	1063,3573	948,9945	44,3717	842,8682	–
Tokyo	158,68	105,05	17,9327	70,9174	62,4925	2,9755	55,5320	0,0660
	149,83	102,45	21,5724	66,9170	59,7202	2,7923	53,8416	0,0629

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 20 août, 5,5763 F contre 5,9219 F le vendredi 13 août.

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN* : Ampleur des variations de chaque monnaie par rapport à la plus forte

20 août 1993

Taux calculés par rapport aux cours estimatifs de la Banque de France

MATIÈRES PREMIÈRES

La banane après la tempête

Dominique Perben, ministre des départements et territoires d'outre-mer, en foulant le sol de la Martinique, a probablement rencontré un pays apaisé, en dépit des ravages de la tempête tropicale. Le calme après la tempête. Les indemnités compensatoires achèveront de faire taire les dernières inquiétudes. Car, après les âpres discussions, les grandes tensions sur le dossier délicat de la banane, *« les équilibres sont en définitive maintenus dans ce secteur sensible »*, souligne Olivier Roncin, directeur d'Eurostratégie, cabinet de conseil et de communication chargé du dossier.

La banane représente, en effet, 50 % des exportations des deux îles de la Martinique et de la Guadeloupe et 13 % des emplois. Contre toute attente, l'entrée en vigueur de l'OCM (Organisation commune de marché) le 1er juillet se déroule sous les meilleurs auspices. Bruxelles a réussi ce tour de force inespéré : concilier l'inconciliable, protéger les producteurs des départements d'outre-mer de la « banane-dollar » venue d'Amérique latine, dans un contexte idéologique pourtant favorable au libre-échange !

Au-dessus du seuil de 2 millions de tonnes, des droits élevés (8,50 écus par tonne) juguleront les flux latino-américains. Le soulagement des producteurs, notamment antillais, est réel car la Communauté contingente les importations d'Amérique du Sud à leur niveau actuel. La récente assemblée générale de la SICABAM, société des producteurs martiniquais qui assure la moitié de la production antillaise (environ 200 000 tonnes de bananes par an), témoignait de la satisfaction générale. L'humeur était d'autant plus à la sérénité que le niveau de l'aide compensatoire versée aux producteurs, lorsque les prix à Rungis tombent au-dessous des coûts de production, venait d'être fixée : 3,82 francs le kilo, selon le *Journal officiel* de la Communauté européenne.

Or chacun s'accorde à dire que ce prix est équitable, qu'il correspond effectivement au seuil de rentabilité des producteurs. *« Au-dessous de 3,80 francs, point de salut »*, disent ordinairement les planteurs antillais. *« Bruxelles ne peut s'engager sur un niveau aussi élevé que parce que les prix actuels sont proches de 4 francs »*, rétorque un fonctionnaire proche de la Commission. Et de fait, à une période ordinairement difficile pour la banane – l'été est plus propice aux saveurs des baies rouges qu'à ce fruit riche en amidon, – les prix caracolent au-dessus de 4 francs. Quelle est la raison de ce renversement ?

Une multinationale aux abois

Selon plusieurs opérateurs, il semblerait que la Chiquita Brands International, une des trois compagnies géantes, avec Dole et Del Monte, d'Amérique du Sud (elles représentent au total 6 millions de tonnes de bananes, soit les trois quarts du commerce mondial) n'ait d'autre choix que d'infléchir sa politique commerciale. Cette compagnie, désireuse de mordre dans le gâteau du marché européen, pratiquait, au cours de la saison dernière, un dumping échevelé. Les cours chutèrent jusqu'à 2 francs le kilo dans le port de Hambourg, provoquant de violentes manifestations aux Antilles. L'opération « ville morte », on s'en souvient, avait coupé les liaisons aériennes entre les départements d'outre-mer et la métropole au mois de novembre (*le Monde* daté 6-7 décembre 1992).

L'effondrement des cours s'est renouvelé en février de cette année, toujours pour les mêmes raisons. Aujourd'hui, les résultats financiers de Chiquita sont publiés, et il apparaît que celle-ci n'a plus les moyens d'une stratégie aussi conquérante. La multinationale aborde une période moins agressive, qu'elle baptise pudiquement de *« phase de rétablissement financier après une période d'adaptation par anticipation au nouveau régime établi par la CEE »*. En réalité, elle affiche un déficit de 146 millions de dollars, tout en arguant d'une *« opération d'envergure de réorganisation, consultation et intégration de ses activités européennes, en anticipation de l'échéance du 1er juillet »*. Car, évidemment, le dispositif de Bruxelles provoque un certain déplaisir en Amérique du Sud. Enrique Bethancour, directeur de l'Union des pays exportateurs de bananes (UPEB), ne manque pas de souligner *« des conséquences particulièrement lourdes en termes de pertes d'emplois »* des décisions européennes. Selon ses dires, les quotas européens devraient affecter *« directement 52 000 travailleurs et indirectement 122 000 »*. Mais que signifient ces chiffres au regard de ceux de la filière européenne, qui, s'ils sont moindres (45 000 personnes, dont 15 000 sur les terres de Martinique et de Guadeloupe), ne sont pas non plus dépourvus de réalité humaine ; et lorsque l'on sait surtout les conditions *« terrifiantes »*, pour utiliser la formule des opérateurs, auxquelles sont soumis les employés des multinationales comme Chiquita ou Dole implantées en Amérique du Sud. Pour ne parler que des rémunérations, en Martinique et en Guadeloupe, le salaire journalier est supérieur à 300 francs ; en Amérique latine, il oscille autour de 30 francs.

MARIE DE VARNEY

PRODUITS	COURS DU 20-8
Cuivre h. g. (Londres) Trois mois	1 904 (+ 2) Dollars/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 173 (– 34) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	4 740 (– 85) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Octobre	260,50 (+ 1,50) Dollars/tonne
Café (Londres) Septembre	1 230 (+ 79) Dollars/tonne
Cacao (New-York) Septembre	979 (+ 52) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Septembre	310 (+ 3) Cents/boisseau
Maïs (Chicago) Septembre	236 (+ 29) Cents/boisseau
Soja (Chicago) Septembre	217,2 (+ 6,1) Dollars/t. courte
Pétrole (Londres) Octobre	16,98 (+ 0,06) Dollars/baril

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 13-8-93	Cours 20-8-93
Or fin (kilo en barre)	71 800	70 000
– (kilo en lingot)	72 150	70 100
Pièce française (20 F)	409	401
• Pièce française (10 F)	316 offert	351
Pièce suisse (20 F)	409	399
Pièce latine (20 F)	420	398
• Pièce tunisienne (20 F)	410	406
Souverain	535	498
• Souverain Elisabeth II	521	510
• Demi-souverain	255	278
Pièce de 20 dollars	2 500	2 550
– 10 dollars	1 212,5	1 230
• – 5 dollars	740	755
– 50 pesos	2 730	2 605
• – 20 marks	500	500
– 10 florins	420	410
• – 5 roubles	300	270

• Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Quelle rentrée pour la Bundesbank ?

La réunion de la Bundesbank, prévue le 26 août, va-t-elle déclencher une nouvelle tempête monétaire ? *A priori*, l'abcès a été crevé au début du mois, mais la dernière réunion de la Bundesbank, le 29 juillet, avait fait l'effet d'une telle bombe que les responsables allemands tentent au maximum de calmer les esprits.

Hans Tietmeyer, vice-président de la Bundesbank, devait déclarer à l'occasion du célèbre colloque monétaire de Jackson Hole, dans le Wyoming : *« Vous pouvez être certains que la Bundesbank maintiendra la politique monétaire qu'elle a poursuivie jusqu'à présent. Mais cela n'exclut pas la possibilité de nouveaux petits pas de politique des taux d'intérêt, pourvu que l'évolution tendancielle de la masse monétaire le permette et que l'inflation décroisse, comme prévu, dans un avenir proche. »* Avec une telle déclaration, on peut s'attendre à tout.

Logiquement, la Banque centrale allemande pourrait assouplir le jalon bas de ses taux directeurs, celui de l'escompte, qu'elle avait laissé inchangé le 29 juillet. Depuis cette date, en effet, les autorités monétaires ont abaissé de 6,95 % à 6,80 % le taux des pensions qu'elles consentent sur le marché monétaire. Rien ne s'oppose donc à une nouvelle décrue puisque les taux à très court terme se situent largement en deçà du jalon haut du Lombard (7,75 %).

Helmut Schlesinger, président de la Bundesbank, a tenu pour sa part à mettre en garde les marchés contre les attentes excessives, rappelant que ces dernières pouvaient conduire à *« d'importants dysfonctionnements sur les marchés »*. Pour l'instant, les opérateurs ne se sont pas trop laissé impressionner par l'annonce d'une progression de 7,5 % de la masse monétaire M3 en juillet, toujours très supérieure à l'objectif de la banque centrale (entre 4,5 % et 6,5 % en 1993).

En France, la semaine a été marquée par une nouvelle diminution du taux des pensions à 24 heures, ramené en deux temps, mardi 17 et jeudi 19 août, de 9,25 % à 8,25 %. Le retour à des niveaux de taux à court terme d'avant la crise (les pensions à cinq/dix jours seraient ramenées de 10 % à 7,75 %) semble maintenant à portée de main. Reste à savoir si les autorités monétaires prendront le risque d'une diminution du taux des appels d'offres, laissé inchangé à 6,75 % tout au long de la crise.

La baisse des taux à long terme semble pour l'instant avoir atteint un palier. Sur le marché physique, l'OAT à dix ans 6,75 % ne varie plus guère. Son rendement se situait à 6,32 % le 20 août, soit au même niveau qu'une semaine plus tôt. Sur le MATIF, les opérateurs ont carrément pris leurs bénéfices, le contrat notionnel échéance septembre revenant de 122,82 à 122,16. Stabilisation du long terme, décrue du court terme : la courbe des taux française, anormalement inversée depuis plusieurs semaines, devrait progressivement retrouver une configuration plus normale.

L'écart reste toutefois grand entre les taux à long terme français et allemands, sensiblement identiques, et ceux des Etats-Unis, qui continuent à baisser. Estimant que les perspectives de croissance s'assombrissent, les opérateurs achètent massivement des obligations du Trésor. L'emprunt de référence à trente ans 6 1/4 % cote 6,20 %, tandis qu'à dix ans les taux fléchissent jusqu'à 5,60 %. Vendredi, la FED aurait acheté des titres sur le marché, vraisemblablement pour le compte de la Banque du Japon, mais la rumeur n'a pas été confirmée.

F. L.

Le Monde

Eric Petetin a retrouvé la liberté

Grâce providentielle

Le président de la République a gracié, vendredi 18 août, Eric Petetin, chef de file des opposants à la construction du tunnel du Somport dans les Pyrénées *(nos dernières éditions du 21 août)*. Eric Petetin avait été condamné à quatorze mois de prison pour diverses infractions, en particulier pour entrave à la liberté du travail et injures à représentants de la force publique. Sa grâce vient à point nommé, mais ne règle pas tout...

La date a été bien choisie : la grâce présidentielle est intervenue la veille du jour où les opposants au tunnel du Somport devaient se rassembler à Bedous (Pyrénées-Atlantiques), à l'appel de la Coordination pour la sauvegarde active de la vallée d'Aspe (CSAVA) et du Comité de soutien à Eric Petetin.

En permettant l'élargissement du meneur de l'opposition au tunnel routier, le président Mitterrand donne satisfaction à beaucoup. A Eric Petetin et sa famille, d'abord, qui s'est mobilisée pour obtenir sa libération. Son père, Yves Petetin, ingénieur honoraire de la SNCF, ne pouvait rester insensible à la détresse d'un fils qui se bat... pour le rétablissement de la ligne de chemin de fer entre Pau et Canfranc (Espagne) ! Sa compagne, Marie Labarrère, qui assurait désormais seule la gestion de la maison dans la montagne, à Cette-Eygun, pourra partager avec Eric la joie de la naissance d'un premier-né, en octobre.

Mais la décision de M. Mitterrand va au-delà du simple geste humanitaire. Il prend en compte la pression des milieux écologistes qui, toutes étiquettes confondues, ne cessaient depuis des mois de réclamer, à chacune de leurs réunions, la libération de celui qu'ils considèrent comme l'un des leurs. Une revendication tellement lancinante que le ministre de l'environnement, Michel Barnier, quadragénaire et amoureux de la montagne comme Eric Petetin, a fini par tenir pour légitime. Et finalement habile : on libère l'opposant et on fait le tunnel avec des garanties de bonne écologie. Quitte à gêner certains collègues pyrénéens du gouvernement comme François Bayrou, Alain Lamassoure ou Michèle Alliot-Marie, élus par les partisans du tunnel routier, Michel Barnier s'était donc déclaré en faveur d'une *«mesure d'apaisement»*. Et il avait demandé au garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, de faire préparer un dossier de grâce au cas où le président de la République le demanderait. Ce qui a été fait, non pas pour le 14 juillet, comme l'avait demandé son avocat, mais lorsque la pression des écologistes et des intellectuels (Albert Jacquard, Gilles Perrault, Bernard Langlois, Claude Bourdet, Robert Escarpit, Alain Resnais, Mgr Gaillot, etc.) est devenue assez forte.

Car le cas Petetin dépassait largement l'enjeu de la bataille du tunnel routier du Somport. Tout le monde avait fini par reconnaître, y compris parmi les partisans du tunnel, que l'accumulation d'amendes et de peines de prison ferme sur la tête d'un seul homme était disproportionnée par rapport au délit. Et surtout injuste si on compare le sort d'Eric Petetin à celui de tous ceux – camionneurs, agriculteurs ou pêcheurs – qui ont brûlé, cassé et blessé sans jamais se retrouver en prison. Car le défenseur de la vallée d'Aspe avait le tort de n'appartenir à aucun corps, pas même au mouvement écologiste. Guide de haute montagne autoproclamé et original invétéré, il a le défaut de tout entreprendre seul, sans aucun respect pour l'autorité.

La grâce présidentielle reconnaît cette disproportion, tout en faisant un geste à l'égard de la mouvance verte... et en prenant le risque d'une éventuelle relance de l'opposition au tunnel.

ROGER CANS

Les dissensions au sein de l'organisation palestinienne

Le poète Mahmoud Darwich veut quitter la direction de l'OLP

L'un des membres les plus prestigieux du comité exécutif de l'OLP, le poète Mahmoud Darwich, a présenté, au début de la semaine, sa démission à Yasser Arafat. Fidèle à la discrétion dont il ne s'est jamais départi – ce qui est rare au sein de l'OLP, – M. Darwich, joint au téléphone, a refusé de préciser les raisons pour lesquelles il a renoncé à ses fonctions au sein de l'instance suprême de la centrale palestinienne.

La démission de M. Darwich illustre, si besoin en était, les tensions qui tiraillent actuellement l'OLP à propos des négociations de paix avec Israël, surtout parmi ceux qui ont été les premiers apôtres de ces pourparlers. Car, à la différence des organisations et personnalités de l'opposition palestinienne, qui ont toujours proclamé leur refus du processus de paix, M. Darwich, qui a toujours joui de la confiance de Yasser Arafat, fait partie du clan des «modérés» qui ont contribué à orienter l'OLP vers une voie pacifiste.

Deux missions qu'il a accomplies sont particulièrement symboliques de cette orientation : c'est lui qui, en 1988, avait mené, pour le compte de l'OLP, la négociation avec le ministre suédois des affaires étrangères, laquelle devait aboutir à l'ouverture, par les Etats-Unis, d'un dialogue avec l'OLP. Et c'est lui aussi qui avait rédigé le texte de la proclamation de l'*«Etat palestinien»*, lue par Yasser Arafat à la tribune du CNP, au mois de novembre de la même année, à Alger, et qui prévoyait la coexistence de deux Etats, palestinien et juif.

Aussi la démission de cet homme, considéré comme l'un des plus grands poètes modernes arabes, porte-t-elle un coup moral à Yasser Arafat au moment où les négociations de paix sont parvenues à un stade délicat. M. Arafat a refusé la démission, mais l'intéressé n'entend pas revenir sur sa décision. Parallèlement aux pourparlers bilatéraux officiels qui ont lieu entre Israéliens et Palestiniens, à Washington, un autre canal de tractations semble être désormais ouvert depuis la rencontre, au début du mois d'août, au Caire, entre un conseiller de M. Arafat et le ministre israélien de l'environnement, Yossi Sarid.

Ce n'est pas le fait lui-même qui inquiète certains modérés palestiniens. Comme d'autres, ils s'en réjouissent, au contraire, car il consacre le rôle de l'OLP, longtemps décriée par Israël. Ce qui les perturbe, ce sont ces zones de clair-obscur qui entourent les négociations : telle cette suggestion, contenue dans le document de travail remis par les négociateurs palestiniens au secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, à la fin du mois de juillet, prévoyant un «désengagement» israélien de la bande de Gaza et de la région de Jéricho en Cisjordanie.

Restrictions budgétaires

D'autant que l'idée a aussitôt été reprise par le ministre israélien des affaires étrangères, Shimon Pérès, qui a proposé de faire de ces deux territoires des *«projets pilotes»* pour un régime d'autonomie dans les territoires occupés, *«avant même la signature d'un accord général sur ce régime d'autonomie»*.

M. Arafat n'a certes pas encore dit ce qu'il pensait de la proposition de M. Pérès, mais certains modérés palestiniens retiennent leur souffle : accepter cette proposition serait, à leurs yeux, faire un pas en arrière. Ce serait en substance admettre une phase préparatoire à un statut d'autonomie qui était déjà lui-même considéré comme préparatoire au statut définitif des territoires occupés.

Et puis il y a la crise financière que connaît l'OLP – et les restrictions budgétaires qui s'ensuivent, – qui touche des centaines de milliers de Palestiniens. Des milliers de fonctionnaires ne perçoivent plus leurs salaires depuis des mois, ou alors avec des retards considérables. Certaines représentations de l'OLP, notamment en Europe du Nord, ont été fermées. Mais le plus dramatique, c'est que des milliers de familles de *«martyrs»* sont à court d'argent, ne recevant plus d'indemnités.

Alors, les modérés se demandent comment d'une très grande prospérité la centrale palestinienne a pu en arriver à l'indigence quasi totale, pratiquement sans transition, même si les pétro-monarchies ont cessé de payer leurs subsides pour «punir» l'OLP d'avoir soutenu l'Irak durant la guerre du Golfe. Ils se demandent surtout pourquoi M. Arafat – dont l'honnêteté personnelle n'est pas mise en cause – se refuse toujours à rendre des comptes sur sa politique financière, qu'il a toujours considérée comme son domaine réservé.

MOUNA NAÏM

Ravivant les craintes d'une nouvelle guerre civile

Des prises d'otages en série sèment la confusion au Nicaragua

Alors que le climat politique ne cessait de se détériorer depuis plusieurs mois au Nicaragua, deux spectaculaires prises d'otages viennent d'ajouter à la confusion. En filigrane se joue le sort du chef de l'armée, le général sandiniste Humberto Ortega, frère de l'ancien président Daniel Ortega, au pouvoir de 1984 à 1990. Aux pressions intérieures pour obtenir sa démission s'ajoutent celles des Etats-Unis, qui ont gelé, cette année et l'an passé, leur aide au Nicaragua afin d'obtenir que les sandinistes cèdent le contrôle qu'ils continuent d'exercer sur l'armée, la police et la justice. Les derniers événements consacrent l'échec de la délicate politique de réconciliation de la présidente, Violeta Chamorro, élue, en février 1990, à la tête d'une coalition – l'Union nationale de l'opposition (UNO) – qui l'a désavouée en janvier.

La première prise d'otages est intervenue, jeudi 19 août, non loin de la frontière avec le Honduras, près de Quilali, à 250 kilomètres au nord de Managua. Un groupe de «recontras», anciens rebelles opposés au régime sandiniste, a intercepté une délégation de trente-huit personnes comprenant des députés, des militaires et des fonctionnaires. Les ravisseurs, conduits par le «commandant» José Angel Talavara, ont rapidement libéré Anibal Martinez, un député du Parti libéral indépendant (membre de l'UNO), le chargeant de faire connaître leurs revendications. Outre la démission du général Humberto Ortega, ils réclament celle de l'«homme fort» du gouvernement de Mme Chamorro, le ministre Antonio Lacayo, proche des sandinistes. Les membres de la délégation ont été interceptés par les rebelles alors qu'ils se rendaient précisément à une réunion avec des chefs des «recontras» pour discuter des modalités de leur désarmement. Deux jours plus tôt, le Parlement avait voté – sans l'appui de l'UNO, qui avait boycotté le scrutin – une loi d'amnistie pour les rebelles («recontras» ou sandinistes) disposés à rendre les armes.

«Disque rayé»

En représailles à cette prise d'otages, un mystérieux Groupe 40 pour la souveraineté nationale séquestre à Managua, depuis vendredi soir, le vice-président, Virgilio Godoy, et une cinquantaine d'autres membres de l'UNO, au siège de cette coalition. Ce groupe, inconnu jusqu'alors, s'est dit prêt à libérer ses otages à condition que les «recontras» libèrent les leurs.

Peu après cette déclaration, un commando de «recontras» a tenté de pénétrer au siège de l'UNO pour tenter, en vain, de libérer le vice-président et ses collègues. La fusillade aurait fait un blessé léger. Au même moment, un commando détruisait, avec des armes de gros calibre, les locaux de la station Radio Corporacion, liée à la droite, avant d'incendier les lieux.

Mme Chamorro a réaffirmé, vendredi soir, qu'elle ne négociera pas la démission du général Ortega et de M. Lacayo. Les demandes insistantes en ce sens – émanant, depuis le début de l'année, de la droite, de l'extrême droite, de l'Eglise catholique et des chefs d'entreprise – font penser à *«un disque rayé»*, a-t-elle ajouté. L'UNO, de son côté, a estimé que le pays courait sérieusement le risque de replonger dans une guerre civile.

MARTINE JACOT

Un conseiller de M. Arafat affirme qu'il existe déjà un «dialogue officiel» avec Israël

Conseiller politique de Yasser Arafat, Nabil Chaath, a affirmé, vendredi 20 août au Caire, dans un entretien accordé au quotidien israélien *Yediot Aharonot*, qu'il existait *«un dialogue officiel»* entre l'OLP et Israël et révélé être en contact avec un proche du premier ministre, Itzhak Rabin, dont il a refusé de divulguer l'identité. *«Nous avons des discussions extrêmement concrètes*, a-t-il déclaré. *La teneur est communiquée immédiatement à Itzhak Rabin et j'en rends compte à Arafat et à Abou Mazen»*, membre du comité exécutif de l'OLP.

M. Chaath a cité l'exemple du chef de la délégation israélienne aux pourparlers de paix avec les Palestiniens, Elyakim Rubinstein, qui avait présenté trois documents sur l'éducation, la santé et le bien-être social en *«Judée-Samarie»* (Cisjordanie occupée). *«Ce terme pouvait faire sauter la négociation. J'ai contacté cette personnalité israélienne et, en une demi-heure, l'affaire a été réglée.»*. – *(AFP.)*

Deux adolescents autorisés à «divorcer» de leurs parents

Enfants-rois de Floride

Choisir ses parents : ce rêve d'enfant devient réalité sous le soleil de Floride. Après l'affaire du petit Gregory Kingsley, douze ans, autorisé à «divorcer» de sa famille naturelle par un tribunal d'Orlando (*le Monde* du 28 septembre 1992), une adolescente, élevée par des parents qui n'étaient pas les siens à la suite d'un échange de nouveau-nés à la clinique, a obtenu, mercredi 18 août, le droit de rester définitivement aux côtés de son père adoptif.

L'histoire n'est pas sans rappeler celle des familles Groseille et Lequesnoy du film *La vie est un long fleuve tranquille*, d'Etienne Chatillez. Mais celle-ci est vraie, et cruelle plus que comique. A sa naissance, le 2 décembre 1978, une infirmière confie par erreur la petite Kimberly à la famille Mays. Au même instant, Ernest et Regina Twigg héritent d'une petite Arlena, née le même jour que Kimberly, dans la même clinique. Neuf ans plus tard, les Twigg perdent leur fille des suites d'une maladie cardiaque congénitale. La cause du décès prouve qu'Arlena ne peut être leur enfant biologique. Une expertise va rapidement établir que Kimberly était leur véritable fille.

Le juge Stephen Dakan de Sarasota, a conclu que Robert Mays, avocat, devenu veuf depuis, était le *«père psychologique»* de Kimberly. Il a donc décidé qu'elle devait rester à ses côtés et a refusé le droit de visite que réclamaient les Twigg, parents biologiques de Kimberly, au motif que ces visites seraient de nature à *«causer des torts mentaux, physiques et émotionnels durables»* à l'enfant. Ernest et Regina Twigg ont déclaré qu'ils feraient appel de cette décision.

George Russ, avocat de Kimberly «Mays-Twigg» a commenté le jugement en affirmant : *«Ce sont les personnes psychologiquement perçues comme les parents qui sont importantes pour le développement de l'enfant, pas forcément les parents biologiques.»* M. Russ parle en connaisseur, puisque c'est pour vivre avec lui et sa femme que le jeune Gregory Kingsley avait attaqué sa propre mère devant les tribunaux ! Le jugement qui l'autorisait à «divorcer» vient cependant d'être annulé en appel.

«Je veux une vie normale»

Ces deux affaires, révélées sous les sunlights et les caméras – le procès Kingsley avait été intégralement retransmis à la télévision, – témoignent de l'éclatement des relations familiales outre-Atlantique. Certes, les juges de Floride ont entendu chaque fois la volonté de l'enfant. Kimberly avait déclaré : *«Je ne veux pas d'eux dans ma vie, je veux une vie normale»*, tandis que Gregory avait publiquement traité sa mère de droguée, d'alcoolique, de prostituée et de lesbienne.

Que deviendront ces enfants-rois, éphémères vedettes des médias ? La publicité accordée à ces affaires ne risque-t-elle pas d'avoir des conséquences à plus long terme sur l'équilibre psychologique de ces mineurs, cet «équilibre» invoqué par les juges pour leur donner satisfaction ?

LAURENCE FOLLÉA

EN BREF

□ **Brice Lalonde reproche au gouvernement d'être *«vieux jeu»* et *«indécis»*.** – Brice Lalonde affirme, dans un entretien à *la Croix* datée 22-23 août, que l'exclusion de cinq conseillers régionaux de Génération Ecologie (*le Monde* du 21 août) *«n'est pas une sanction politique.» «Le problème*, explique-t-il, *est de savoir si, quand on est opposant, il faut s'abstraire des règles du mouvement. Je ne le crois pas. Ce qui nous a paru particulièrement cynique, c'est l'attitude de ceux qui considéraient qu'ils étaient au-dessus des statuts et des engagements qu'ils avaient pris.»* Le président de GE réaffirme que l'orientation de son mouvement n'a pas changé, qu'il maintient *«son indépendance»*. *«Ce gouvernement*, a-t-il assuré, *je le critique. Je le trouve excessivement vieux jeu, pas assez réformiste, indécis. Quant à sa majorité, elle est souvent effrayante.»*

□ **M. Perben annonce des mesures en faveur des victimes martiniquaises de la tempête «Cindy».** – Dominique Perben, ministre des DOM-TOM, a annoncé, vendredi 20 août à Fort-de-France, des mesures en faveur des familles touchées par la tempête «Cindy», à l'issue d'une visite de vingt-quatre heures à la Martinique (*le Monde* des 17 et 21 août). Il a indiqué que l'Etat débloquerait 3 millions de francs pour les secours d'urgence, qui s'ajouteront aux 4 millions dégagés par les deux assemblées locales.

Lire page 15 la chronique «Matières premières» sur l'économie de la banane.

□ **Le volcan Pinatubo donne des signes de réveil.** – En sommeil depuis son éruption de l'été 1991, le volcan philippin Pinatubo a laissé échapper, vendredi 20 août, une coulée de lave et de débris qui a détruit plusieurs habitations, un pont, et interrompu le fonctionnement des transports en commun à Castillejos, à l'ouest du volcan, dans la province de Zambales. Selon la télévision locale, qui fait état de scènes de panique, une cinquantaine de personnes auraient été ensevelies sous les décombres d'un lycée. – *(AP.)*

□ **Le satellite astronomique européen Hipparcos a terminé sa mission.** – Les liaisons avec le satellite astrométrique Hipparcos ont été interrompues dimanche 15 août, après plus de trois ans d'un service *«efficace et fructueux»*, a annoncé l'Agence spatiale européenne (ESA). Mis en orbite par une fusée Ariane le 9 août 1989, cet engin de 2,5 milliards de francs était chargé de mesurer la position, la distance et le mouvement propres des étoiles avec une précision inégalée (*le Monde* du 22 janvier 1992). Malgré des débuts difficiles, il a parfaitement rempli sa mission et même au delà, puisque sa «durée de vie» n'était, en principe, que de deux ans et demi.

□ **Six décès par surdose à Montpellier et dans la région en dix jours.** – Six personnes sont mortes de surdose à Montpellier et dans les environs au cours des dix derniers jours, a-t-on appris vendredi 20 août de source judiciaire. Un *«produit frelaté ou plus fort que d'habitude»*, qui semble être de l'héroïne, indique-t-on de même source, circulerait depuis quelque temps dans la région. Des analyses toxicologiques sont en cours après autopsie des victimes.

□ **Cyclisme : Marion Clignet médaille d'argent de la poursuite dames.** – La championne de France de cyclisme Marion Clignet a obtenu, vendredi 20 août, la médaille d'argent de la poursuite dames, aux Championnats du monde sur piste à Hamar (Norvège). La Française a été devancée par l'Américaine Rebecca Twigg, qui a remporté son cinquième titre mondial dans cette catégorie, en bouclant la distance en 3 minutes 37 secondes.

SOMMAIRE

RENCONTRES DE FRANCE
12. – Chez Roger 2

ÉTRANGER
Les négociations de Genève et le plan de découpage de la Bosnie-Herzégovine 3
Pérou : le massacre d'une soixantaine d'Indiens par le Sentier lumineux 4
«Loin des capitales» : Kota-Kinabalu défie Kuala-Lumpur 4
Chine : le régime lance une nouvelle campagne contre la corruption 6

POLITIQUE
La création de plusieurs revues de philosophie politique 7

SOCIÉTÉ
Une affaire de détournements à l'hôtel de police de Grenoble 8
Vacances de guerre pour des réfugiés bosniaques en Auvergne 8

SPORTS
Les championnats du monde d'athlétisme de Stuttgart 9

CULTURE
Chez les peintres : Eric Fischl, le voyeur mélancolique 11

ÉCONOMIE
Paris entend intensifier ses relations avec Séoul 13
Revue des valeurs 14
Crédits, changes et grands marchés 15

Services
Abonnements 10
Carnet 10
Météorologie 10
Mots croisés 8
Télévision 10
Spectacles 12

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Ce numéro comporte un cahier «Radio-télévision»

Le numéro du «Monde» daté 21 août 1993 a été tiré à 450 972 exemplaires.

